



- ◆ **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
- ◆ **CONTRÔLE TECHNIQUE DES EQUIPEMENTS**
- ◆ **MONITORING DES MEDIAS**

✉ : 01 BP 6618 OUAGADOUGOU - 01
📍 : 290, Avenue du 11 Décembre
☎ : +226 50301124

📞 : +226 50301133
✉ : bpcsc@yahoo.fr
🌐 : www.csc.gov.bf

SOMMAIRE

SIGLES ETABREVIATIONS.....	8
AVANT-PROPOS.....	15
INTRODUCTION.....	17
<u>PREMIERE PARTIE</u> : ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS.....	19
CHAPITRE I : REGULATION DE L’OFFRE MEDIATIQUE ET DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS.....	21
SECTION 1 : REGULATION DE L’OFFRE MEDIATIQUE.....	21
SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS.....	24
CHAPITRE II : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS, DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE.....	27
SECTION 1 : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS.....	27
SECTION 2 : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE.....	36
CHAPITRE III : MANQUEMENTS A LA LOI, A L’ETHIQUE ET A LA DEONTOLOGIE.....	59
SECTION 1 : AUTOSAISINES.....	59
SECTION 2 : SAISINES.....	66
CHAPITRE IV : CONTENTIEUX.....	70
SECTION 1 : SUIVI ET GESTION DU CONTENTIEUX.....	70
SECTION 2 : ACTIVITES DE MEDIATION.....	70
<u>DEUXIEME PARTIE</u> : RENCONTRES, COOPERATION ET PARTENARIAT.....	73
CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL.....	75
SECTION 1 : VISITES AU CSC.....	75
SECTION 2 : PARTICIPATION A DES RENCONTRES AU PLAN NATIONAL.....	81

CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT.....	85
SECTION 1 : SEMINAIRES ET CONFERENCES AU PLAN NATIONAL.....	85
SECTION 2 : RENCONTRES AU PLAN INTERNATIONAL.....	86
SECTION 3 : PARTENARIAT.....	89
 <u>TROISIEME PARTIE</u> : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIERES ET DES MATIERES.....	93
 CHAPITRE I : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	95
SECTION 1 : GESTION ADMINISTRATIVE.....	95
SECTION 2 : ASSEMBLEE GENERALE ET ŒUVRES SOCIALES.....	97
SECTION 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES.....	98
 CHAPITRE II : GESTIONS FINANCIERE ET DES MATIERES.....	102
SECTION 1 : GESTION FINANCIERE.....	102
SECTION II : GESTION DES MATIERES.....	105
 <u>QUATRIEME PARTIE</u> : ACQUIS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	109
 CHAPITRE I : ACQUIS.....	110
 CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	112
SECTION 1 : PERSPECTIVES.....	112
SECTION 2 : RECOMMANDATIONS.....	112
 CONCLUSION.....	115
 ANNEXE.....	117
 ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTES RELATIFS AUX SESSIONS 2019 DU COLLEGE DES CONSEILLERS.....	119
 ANNEXE 2 : TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUDITIONS DE 2019.....	122

ANNEXE 3 : DECLARATION D’EXISTENCE D’ENTREPRISES DE PUBLICITE.....	126
ANNEXE 4 : DECLARATION D’EXISTENCE D’ORGANES DE PRESSE ECRITE ET EN LIGNE.....	129
ANNEXE 5 : LISTE DES DEMANDES D’AUTORISATION.....	131
ANNEXE 6 : ETAT DES DEPOTS DE BILAN FINANCIERS ET MORAUX DES MEDIAS AUDIOVISUELS.....	133
ANNEXE 7 : LISTE DES TEXTES REGLEMENTAIRES ADOPTES EN 2019.....	136
ANNEXE 8 : CONFIGURATION DU PAYSAGE MEDIATIQUE.....	142
ANNEXE 9 : SYNTHESE DES DONNEES DE L’INVENTAIRE INITIAL DES MATIERES DU CSC.....	165

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADD	Alliance des Démocrates pour le Développement
ACD/CN	Association Action Communautaire de Développement du Centre-Nord
ADF/RDA	Alliance pour la Démocratie et la Fédération/ Rassemblement Démocratique Africain
AJIR	Alliance des Jeunes pour l'Indépendance et la République
ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile
ANP	Agence Nationale de Presse
ANRP	Agence Nationale de Régulation Pharmaceutique
APMP	Alliance des Partis et formations politiques de la Majorité Présidentielle
APP Burkindi	Alternative Patriotique Panafricaine/Burkindi
APPB	Alternance Patriotique Panafricaine Burkinabè
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
ARDI	Alliance pour la Renaissance, la Démocratie et l'Intégration
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BBDA	Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur
CDP	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
CE	Convergence de l'Espoir

CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CES	Conseil Economique et Social
CFI	Canal France International
CFOP	Chef de File de l'Opposition Politique
CIL	Commission de l'Informatique et des Libertés
CMR	Conférence Mondiale des Radiocommunications
CNLPOLA	Comité National de Lutte contre la Piraterie des Œuvres Littéraires et Artistiques
CNP/NZ	Centre National de Presse Norbert ZONGO
CPS	Convention des Partis Sankaristes
CPR/MP	Convergence Patriotique pour la Renaissance/ Mouvement Progressiste
CSC	Conseil Supérieur de la Communication
DGAIE	Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Equipement de l'Etat
DPPEB	Document de Programmation Pluriannuelle et d'Exécution Budgétaire
DRMC	Direction de la Réglementation, de la Médiation et du Contentieux
ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
FAC	Front Africain pour le Changement
FHS	Fondation Hanns Seidel
FM	Frequency Modulation
FP	Front Progressiste
FPC/YELEMANI	Front Patriotique pour le Changement/YELEMANI

FPR	Front Patriotique pour le Renouveau
FPS	Front Progressiste Sankariste
HACA	Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel du Maroc
HAICA	Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle de Tunisie
HMS	HACA Media Solutions
IDEA	Institut international pour la Démocratie et l'Assistance Electorale
L'AUTRE BURKINA/PSR	L'Autre Burkina / Parti pour le Socialisme et la Refondation
LR	Les Républicains
MBF	Mouvement pour le Burkina du Futur
MCR	Mouvement pour le Changement et la Renaissance
MMDS	Multichannel Multipoint Distribution Service
MFD	Mouvement des Forces Démocratiques
MFPTPS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale
MJDD	Mouvement des Jeunes pour la Dignité et le Développement
MJS	Mouvement des Jeunes Socialistes
MLN/BF	Mouvement de Libération Nationale du Burkina Faso
MPC	Mouvement pour le Progrès et le Changement
MPP	Mouvement du Peuple pour le Progrès
MPS	Mouvement Patriotique pour le Salut

MRB	Mouvement du Rassemblement pour le Burkina
MRP	Mouvement pour le Rassemblement Patriotique
MRU	Mouvement Révolutionnaire Unifié
NA	Nombre d'Articles
NAFA	Nouvelle Alliance du Faso
NCC	Notre Cause Commune
NI	Nombre d'Images / Nombre d'Illustrations
NP	Nombre de Pages
NTD	Nouveau Temps pour la Démocratie
ODDN	Organisation pro-Démocratique pour la Défense de la Nature
ODT	Organisation pour la Démocratie et le Travail
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONU	Organisation des Nations Unies
OPA-BF	Organisation des Peuples Africains-Burkina Faso
OSC	Organisation de la Société Civile
PAREN	Parti de la Renaissance Nationale
PARIS	Parti Républicain pour l'Intégration et la Solidarité
PCMAB-BF	Projet Comptabilité Matières dans l'Administration Publique du Burkina Faso
PDC	Parti pour la Démocratie et le Changement
PDJ	Parti pour la Démocratie et la Jeunesse
PDP/PS	Parti pour la Démocratie et le Progrès/Parti Socialiste
PDS	Parti pour la Démocratie et le Socialisme
PDS /METBA	Parti pour la Démocratie et le Socialisme/Parti des

	Bâtisseurs
PIB	Parti Indépendant du Burkina
PITJ	Parti de l'Indépendance, du Travail et de la Justice
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	Parti Progressiste National
PPR	Parti du Peuple Républicain
PRC	Parti pour la République et le Changement
PRIT LANAYA	Parti Républicain pour l'Indépendance Totale LANAYA
PS	Parti Socialiste
PS Burkina	Parti Socialiste du Burkina
PUND	Parti pour l'Unité Nationale et le Développement
PUR	Progressistes Unis pour le Renouveau
RBP	Rassemblement des Burkinabè pour le Progrès
RDEBF	Rassemblement des Écologistes du Burkina Faso
RDS	Rassemblement pour la Démocratie et le Socialisme
REFRAM	Réseau Francophone des Régulateurs de Médias
RPI	Rassemblement Patriotique pour l'Intégrité
RPR	Rassemblement des Patriotes pour le Renouveau
RTB	Radiodiffusion Télévision du Burkina
SA	Société Anonyme
SBT	Société Burkinabè de Télédiffusion
SIGCM	Système Intégré de Gestion de la Comptabilité Matières
SYNATIC	Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture
TA	Temps d'Antenne

TAC	Traité d'Amitié et de Coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte-d'Ivoire
TDR	Termes De Référence
TNT	Télévision Numérique de Terre
TP	Temps de Parole
UA	Union Africaine
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNALFA	Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso
UNDD	Union Nationale pour la Démocratie et le Développement
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
UNIR /PS	Union Pour la Renaissance/ Parti Sankariste
UPC	Union pour le Progrès et le Changement
UPR	Union Pour la République
URD	Union pour la République et la Démocratie
URD/MS	Union pour la Renaissance Démocratique / Mouvement Sankariste
WILPF	Women International League for Peace and Freedom Group



AVANT-PROPOS



En ces instants où nous sacrifions à ce devoir traditionnel de rendre compte des activités du Conseil supérieur de la communication (CSC) à l'opinion publique, c'est un sentiment mêlé de reconnaissance et de satisfaction qui nous anime. En effet, le contexte dans lequel nous avons été porté à la tête de l'instance de régulation du Burkina Faso ne nous laissait pas entrevoir une normalisation aussi rapide de son fonctionnement. Et cela n'aurait pas été possible sans le soutien et l'accompagnement de Son Excellence Monsieur le Président du Faso, à qui nous exprimons notre

profonde gratitude.

Nous exprimons également notre reconnaissance aux Conseillers, à nos proches collaborateurs et à tout le personnel du CSC dont le professionnalisme et le sens de l'intérêt général ont permis une relance des activités de régulation. « *La reconnaissance du travail bien fait est une récompense souvent bien plus appréciée qu'un salaire* », a-t-on coutume de dire.

Nous félicitons les partenaires directs du CSC que sont les acteurs du monde des médias et de la publicité pour leur professionnalisme, le sens du devoir et de la responsabilité qui ont guidé leur travail tout au long de cette année, dans un contexte de crise sécuritaire, dont ce rapport public fait écho.

C'est en l'honneur de tous ces artisans de la paix, de la cohésion sociale et de la démocratie que le CSC présente, dans les lignes qui suivent, le rapport détaillé de ses activités durant l'année 2019.

Le Président

Maître Soahanla Mathias TANKOANO
Commandeur de l'Ordre de l'Etalon

INTRODUCTION

L'année 2019 a été marquée par la poursuite des différentes réformes visant le retour à un fonctionnement normal et le renforcement des moyens d'actions de l'institution. L'opérationnalisation du nouvel organigramme a permis la reprise des activités administratives et de régulation.

L'exercice écoulé a également consacré le retour du CSC sur la scène nationale et internationale. Le développement du partenariat à divers niveaux a permis de mobiliser des ressources auprès de certaines institutions nationales facilitant le déroulement des actions de renforcement des capacités des médias.

L'une des actions majeures demeure l'acquisition d'un nouveau système de monitoring des médias dénommé HACA Media Solutions (HMS) en application de la convention de partenariat avec la HACA du Royaume du Maroc signée le 09 juillet 2019, engendrant ainsi la relance optimale des activités de régulation.

A l'analyse, le bilan global d'exécution des activités programmées en 2019 est satisfaisant, malgré la faiblesse des ressources financières allouées au CSC.

Le traditionnel compte-rendu annuel, à travers la présentation d'un rapport public au Chef de l'Etat, obéit à un devoir de redevabilité conformément aux prescriptions légales.

Le présent rapport retrace la vie de l'institution durant l'année 2019 en ses principaux aspects que sont la régulation de l'offre médiatique, l'observation du contenu des médias, leur analyse et les grandes décisions qui en ont résulté, l'état de la coopération et du partenariat, la gestion administrative et financière et, enfin, les acquis, perspectives et recommandations pour une meilleure régulation du secteur de la communication.



CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION



ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS



CHAPITRE I : REGULATION DE L'OFFRE MEDIATIQUE ET DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS

L'exploitation des fréquences destinées à la communication audiovisuelle est autorisée par le CSC qui, à cet effet, veille au respect des cahiers des charges et des missions des radiodiffusions sonores et télévisuelles publiques et privées.

SECTION 1 : REGULATION DE L'OFFRE MEDIATIQUE

La gestion des autorisations d'exploitation des services audiovisuels ainsi que celle relative aux déclarations d'existence des entreprises de publicité, de la presse écrite et en ligne font partie des activités majeures du CSC.

Paragraphe 1 : Gestion des autorisations et renouvellement des conventions

1. Autorisations

L'attribution des fréquences aux particuliers se fait suivant la règle d'appel à candidatures. En 2019, aucun appel à candidatures n'a été lancé mais plusieurs acteurs, issus tant du secteur privé que public, ont adressé des demandes de fréquences au CSC pour la création de stations de radio ou de télévision. Ces requêtes n'ont pas été satisfaites compte tenu de la règle d'appel à candidatures.

Toutefois, en vue de prendre en compte certains besoins spécifiques de fréquences et au regard des nécessités d'ordre sécuritaire, le CSC a levé la suspension de l'attribution des fréquences relais par décision N°2019-005/CSC du 22 février 2019. Cela a permis d'autoriser l'exploitation de fréquences relais dans les localités de Yirgou au Centre-Nord et à Ouahigouya au Nord.

S'agissant des personnes morales de droit public, notamment les communes, le CSC a enregistré plusieurs demandes et relances de création de radios. Eu égard à la rareté des fréquences, et tenant compte de la saturation de la bande FM,

lesdites demandes ont été mises en instance et cela, dans l'attente de la production par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) de la situation des fréquences disponibles.

Par ailleurs, le CSC a enregistré deux (02) dossiers de demande d'autorisation d'entrée sur le marché de la distribution de programmes audiovisuels à péage émanant des sociétés Startimes et Burkina Car et Equipement Sarl (BCE). L'examen de ces dossiers est toujours en cours, la première société devant apporter des pièces complémentaires.

Au total, dix-neuf (19) demandes d'autorisation de création de médias et deux (02) demandes d'autorisation de distribution de programmes audiovisuels ont été enregistrées (cf. annexe 5).



► *Le présidium de la cérémonie de signature de convention avec des médias, le 12 avril 2019*

2. Signature et renouvellement de conventions de médias audiovisuels

Le 05 décembre 2019, une convention a été signée entre le Réseau des radios catholiques du Burkina et le CSC. Cette convention fait suite à une demande spécifique soumise au CSC par l'Archidiocèse de Ouagadougou, visant la mise en réseau des radios catholiques du Burkina, en vue d'optimiser la gestion de leurs programmes et ressources.

S'agissant du renouvellement des conventions arrivées à expiration, soixante-cinq (65) médias dont cinquante-neuf (59) radios et six (06) télévisions étaient concernés. La signature des conventions a eu lieu les 12 et 25 avril 2019 (cf. annexe 6).

Au total, cinquante-deux (52) médias audiovisuels ont renouvelé leurs conventions.

Paragraphe 2 : Gestion des déclarations

1. Déclarations d'existence des entreprises de publicité

Conformément à ses attributions, le CSC reçoit les dossiers de déclarations d'existence des entreprises de publicité. Au cours de l'année 2019, quarante-sept (47) dossiers y relatifs ont été reçus dont trente-six (36) jugés conformes à la réglementation (cf. annexe 3). Des récépissés ont été délivrés à ces entreprises pour leur permettre d'exercer légalement leurs activités.

2. Déclarations d'existence d'organes de presse écrite et en ligne

Le CSC reçoit également copies des déclarations d'existence des organes de presse écrite et en ligne. Ainsi, au cours de l'année 2019, neuf (09) déclarations d'existence d'organes de presse écrite et vingt-sept (27) déclarations d'existence de médias en ligne ont été enregistrées (cf. annexe 4).

SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS

Le suivi du fonctionnement des médias par le CSC constitue l'un des aspects importants de la régulation courante. En 2019, ce suivi s'est effectué à travers l'analyse des bilans financiers et moraux, ainsi que le contrôle du fonctionnement des médias audiovisuels, toutes typologies confondues, conformément aux conventions de concession de service public, aux normes techniques et réglementaires.

Paragraphe 1 : Examen des bilans moraux et financiers

Aux termes des conventions signées avec le CSC, les médias audiovisuels ont l'obligation de transmettre à l'institution, au plus tard le 30 juin de l'année en cours, leurs bilans moraux et financiers de l'année écoulée.

Pour l'année 2019, sur cent-soixante-huit (168) médias audiovisuels concernés par cette obligation de dépôt, seuls soixante-quinze (75) médias ont transmis leurs rapports dans les délais requis. De l'analyse des différents dossiers, il ressort que malgré les efforts consentis par les médias, de nombreux défis restent à relever notamment en matière de financement de leurs activités d'information. Ils connaissent dans leur ensemble des difficultés financières. Ainsi, la quasi-totalité des rapports financiers font ressortir des comptes déficitaires.

Paragraphe 2 : Contrôle du fonctionnement des médias audiovisuels

1. Fonctionnement des médias

Le contrôle du fonctionnement des médias audiovisuels permet au CSC de s'assurer de la continuité du service public de l'information dans leurs zones de couverture, l'objectif étant de garantir le droit des populations à l'information conformément à la loi et à leurs cahiers de charges. Dans ce cadre, des attestations de diffusion régulière sont délivrées aux médias audiovisuels ayant régulièrement fonctionné. Ainsi, en 2019, soixante-sept (67) attestations de diffusion régulière ont été délivrées.

Un tableau en annexe fait l'état des dépôts de bilans et des délivrances d'attestations de diffusion (cf. annexe 5).

2. Respect des normes techniques

Dans le cadre de ses missions, le CSC procède sur saisine ou autosaisine, au contrôle du spectre et du rayonnement des fréquences en vue de détecter les éventuelles anomalies pouvant entraîner des dysfonctionnements dans l'activité médiatique.

En 2019, cet exercice a permis de relever des interférences à Banfora et sur la tour de contrôle de l'aéroport de Ouagadougou.

➤ Interférences à Banfora

Le CSC a été saisi d'un cas d'interférences entre la Radio Cascades de Banfora émettant sur la fréquence 98.0MHz et la Radio rurale de Banfora, qui émet sur la 103.4 MHz. Une mission de contrôle du CSC, effectuée du 16 au 18 octobre 2019 à Banfora, a permis d'identifier les causes de ces interférences et de formuler les suggestions ci-après :

- la reconfiguration de l'émetteur de la RTB relais de Banfora sur la 101.5MHz avec une excursion des harmoniques à plus ou moins 75 dB ;
- le renouvellement des équipements de la Radio Cascades (émetteur, feeder et dipôles).
- la prise en compte de ces suggestions a permis d'enrayer les interférences.

➤ Interférences sur la tour de contrôle de l'aéroport de Ouagadougou

Suite à une saisine de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), relative à des interférences sur les équipements de la tour de contrôle de l'aéroport de Ouagadougou, le CSC a effectué une mission conjointe avec l'ARCEP, le 24 avril 2019. Les investigations ont conduit l'équipe à contrôler les équipements techniques de la radio Soleil FM qui avait une forte puissance d'émission. Pour enrayer les interférences, il a été procédé à la réduction de la puissance d'émission de cette radio qui est passée de 1000 à 500W.

➤ Avis sur l'extinction de la diffusion hertzienne terrestre analogique

Répondant à la demande d'avis du Premier Ministre en date du 14 octobre 2019 sur l'extinction de la diffusion hertzienne terrestre analogique,

le 1^{er} novembre 2019 conformément à la loi¹, le CSC a, après une étude approfondie de la situation, émis l'avis dont la teneur suit : « *L'extinction de la diffusion analogique devrait être conditionnée par des missions de vérification sur le terrain pour s'assurer de l'effectivité de la réception TNT sur l'ensemble du territoire* ».

Au regard de la situation sécuritaire, le CSC a recommandé d'opter pour une extinction progressive du signal.

Toutefois, compte tenu des informations reçues plus tard par rapport au niveau satisfaisant d'équipement des populations en matériel de réception et du taux de couverture territoriale estimé à plus de 95%, le CSC a émis un avis favorable au Premier Ministre en attendant que des missions d'évaluation soient organisées de concert avec l'ARCEP.

Cet avis a tenu compte des conclusions de la rencontre de concertation organisée à l'initiative du CSC, le 22 octobre 2019, entre l'ensemble des acteurs institutionnels membres du Comité de pilotage, la SBT et les éditeurs de services.

3. Respect de la réglementation

Le contrôle du respect de la réglementation effectué sur certains médias au cours de l'année 2019 a permis de relever les manquements suivants :

- le non-respect par certaines radios FM des puissances d'émission autorisées, provoquant ainsi des interférences sur d'autres installations ;
- le non-respect des procédures de délocalisation de certaines stations de radio ou de télévision ;
- le non-respect du dépôt légal par la presse écrite ;
- l'exercice illégal de l'activité de distributeur de services audiovisuels à péage ;
- des cas de piratage de chaînes de télévision ;
- le non-respect, par des chaînes de télévision admises dans le premier multiplex de la TNT, de l'obligation de diffusion en double illumination durant la période de simulcast.

¹Article 18 de la Loi n°022-2013/AN du 28 mai 2013 portant réglementation de la radiodiffusion sonore et télévisuelle numérique de terre au Burkina Faso

CHAPITRE II : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS, DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE

Dans le cadre de sa mission de contrôle du contenu des médias, le CSC procède au monitoring² des médias audiovisuels, de la presse écrite et en ligne, en application des prescriptions législatives et réglementaires y relatives.

SECTION 1 : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS

L'observation du contenu des médias audiovisuels portant sur le respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information a concerné aussi bien des médias publics que privés.



Une vue de la salle de monitoring des médias

²Le monitoring consiste à l'observation et à l'analyse du contenu des médias à travers la collecte des données. Il permet de veiller au contrôle du respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information d'une part, et au respect de la loi, de l'éthique et de la déontologie d'autre part. Outre ces aspects, le monitoring permet, en période électorale, de veiller au respect de l'égalité d'accès des candidats et/ou partis politiques aux médias publics.

Paragraphe 1 : Les médias audiovisuels publics

1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information

Cinq (05) médias publics ont fait l'objet de cette observation à savoir :

- *la RTB/Télé ;*
- *la RTB/Radio ;*
- *la RTB2/Télé Bobo ;*
- *la RTB2/Radio Bobo ;*
- *la RTB2/Radio Sud-Ouest.*

La mise en œuvre du principe du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels s'évalue à travers la sommation des statistiques de temps d'antenne (TA) et de temps de parole (TP) obtenus par chaque acteur sociopolitique.

Le temps de parole correspond à la diffusion de toutes les interventions d'un acteur sociopolitique donné.

Le temps d'antenne recouvre l'ensemble du volume horaire consacré au traitement de l'information relative à chaque acteur sociopolitique.

Les acteurs pris en compte sont :

- *le Président du Faso ;*
- *le Gouvernement ;*
- *l'Assemblée nationale ;*
- *la Société civile ;*
- *les partis ou formations politiques.*

Tableau 1 : Synthèse des temps d'antenne et temps de parole obtenus par les acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels publics

MEDIAS	RTB/Télé		RTB2/Télé		RTB/Radio		RTB2/Radio		RTB2/Sud-Ouest		TOTAUX			
	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	%TA	%TP
ACTEURS														
PRESIDENT DU FASO	03:53:41	01:29:56	00:58:36	00:35:02	01:22:34	00:28:21	01:53:33	00:17:45	00:03:12	00:03:10	08:11:36	02:54:14	7,31%	6,15%
GOVERNEMENT	21:39:08	05:19:31	13:18:04	09:32:53	05:54:02	01:36:36	20:43:17	06:54:15	02:23:54	00:33:35	63:58:25	23:56:50	57,11%	50,70%
ASSEMBLEE NATIONALE	00:48:36	00:11:11	01:40:54	01:20:37	00:31:21	00:08:55	01:04:34	00:28:21	00:00:00	00:00:00	04:05:25	02:09:04	3,65%	4,55%
SOCIETE CIVILE	06:04:41	01:54:55	10:56:12	08:04:44	02:04:46	00:29:36	09:19:37	04:47:30	00:51:35	00:20:56	29:16:51	15:37:41	26,14%	33,09%
PARTIS POLITIQUES	01:58:46	00:34:17	01:13:17	00:54:11	01:15:47	00:16:08	01:27:16	00:33:50	00:33:42	00:17:43	06:28:48	02:36:09	5,78%	5,51%
TOTAL	34:24:52	09:29:50	28:07:03	20:27:27	11:08:30	02:59:36	34:28:17	13:01:41	03:52:23	01:15:24	112:01:05	47:13:58	100,00%	100,00%

Source : Monitoring CSC

Graphique 1 : Représentation des temps d’antenne et temps de parole des acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels publics

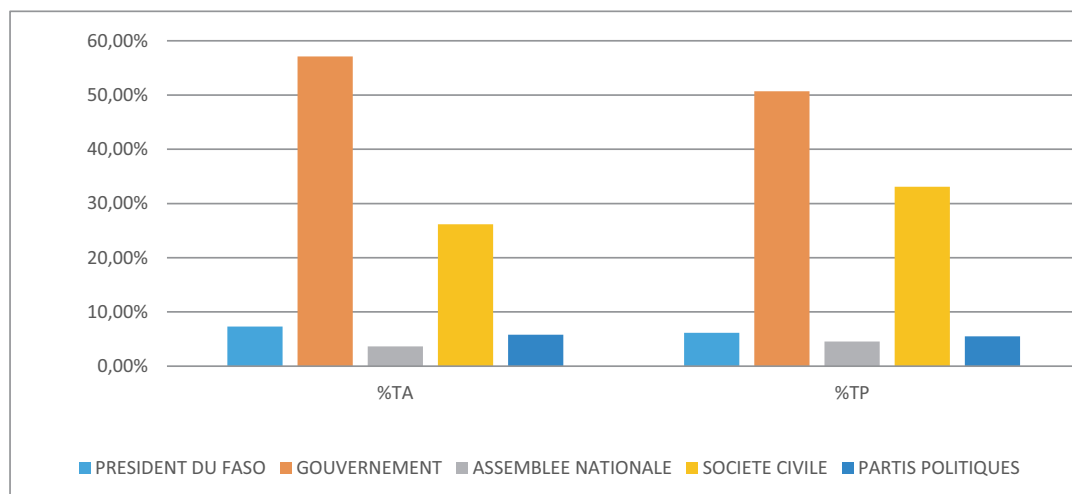
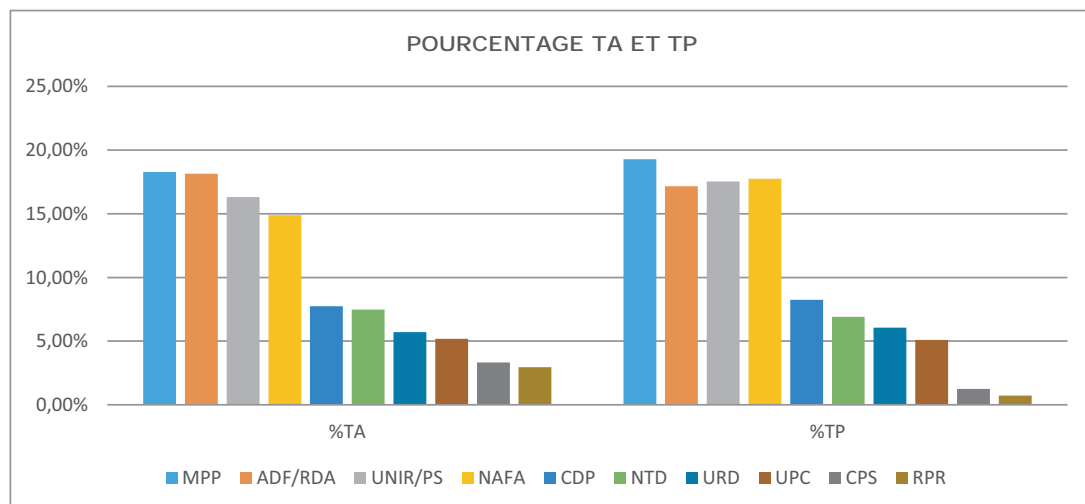


Tableau 2 : Synthèse des temps d’antenne et temps de parole obtenus par les dix premiers partis politiques dans les médias audiovisuels publics

Classement des dix premiers partis dans les médias audiovisuels publics selon le temps d’antenne et le temps de parole					
N° d'ordre	Partis Politiques	TA	% TA	TP	%TP
1	MPP	00:45:01	18,28%	00:15:57	19,29%
2	ADF/RDA	00:44:40	18,14%	00:14:11	17,16%
3	UNIR/PS	00:40:10	16,31%	00:14:30	17,54%
4	NAFA	00:36:39	14,89%	00:14:41	17,76%
5	CDP	00:19:04	7,74%	00:06:48	8,23%
6	NTD	00:18:23	7,47%	00:05:42	6,90%
7	URD	00:14:04	5,71%	00:05:00	6,05%
8	UPC	00:12:46	5,19%	00:04:13	5,10%
9	CPS	00:08:12	3,33%	00:01:02	1,25%
10	RPR	00:07:14	2,94%	00:00:36	0,73%

Source : Monitoring CSC

Graphique 2 : Représentation des TA et TP obtenus par les dix (10) premiers partis politiques dans les médias audiovisuels publics



2. Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels publics

Les médias audiovisuels publics ont consacré, dans leur ensemble, un temps d'antenne (TA) global de 112 heures 01 minute 05 secondes aux acteurs de la vie sociopolitique, dont un temps de parole (TP) global de 47 heures 13 minutes 58 secondes. Ce volume horaire a été principalement dédié à la couverture des activités du Gouvernement qui arrive en tête avec 63 heures 58 minutes 25 secondes de temps d'antenne, soit un taux de 57,11%, et un temps de parole de 23 heures 56 minutes 50 secondes, soit un taux de 50,70%.

Les organisations de la société civile occupent la deuxième place et sont suivies des partis politiques, du Président du Faso et de l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne les TA obtenus par les dix (10) premiers partis ou formations politiques dans les médias audiovisuels publics, le parti au pouvoir (MPP) occupe la première place avec un TA de 45 minutes 01seconde, soit un taux de 18,28%.

L'ADF/RDA est le parti le plus présent dans les médias après le MPP suivi de l'UNIR/PS, de la NAFA et du CDP.

Au niveau des médias audiovisuels publics, on constate le respect du pluralisme de l'information. Cependant, il subsiste toujours un déséquilibre de l'information en faveur du gouvernement et du parti au pouvoir.

Paragraphe 2 : Les médias audiovisuels privés

1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information

L'observation des médias audiovisuels privés a concerné les régions des Hauts-Bassins, du Centre et de la Boucle du Mouhoun et a porté sur les médias suivants :

- les radios *LPC* et *Oméga* de Bobo-Dioulasso ;
- les télévisions *BFI* et *3TV* de Ouagadougou ;
- les radios *Salaki* et *Cedicom* de Dédougou.

Comme dans les médias audiovisuels publics, les données collectées concernent le Président du Faso, le Gouvernement, l'Assemblée nationale, la Société civile et les partis ou formations politiques.

**Tableau 3 : Synthèse des temps d'antenne et temps de parole des acteurs sociopolitiques
dans les médias audiovisuels privés**

REGIONS	BOBO-DIOULASSO				OUAGADOUGOU				DEDOUGOU				TOTAUX							
MEDIAS	LPC RADIO		RADIO OMEGA		BF1		3TV		RADIO SALAKI		FREQUENCE ESPOIR CEDICOM		TA		TP		%TA		%TP	
	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP	TA	TP								
ACTEURS PRESIDENT DU FASO	01:04:55	00:36:47	00:53:40	00:33:27	02:25:42	00:46:34	02:46:15	00:40:33	01:54:27	00:06:21	01:39:59	00:03:44	10:44:58	02:47:26	7,61%	5,35%				
	05:41:47	03:56:37	03:04:31	01:32:48	14:48:41	04:24:01	19:09:36	05:35:16	12:51:33	04:21:31	10:19:00	02:51:57	65:55:08	22:42:10	46,67%	43,52%				
ASSEMBLEE NATIONALE	01:25:10	00:50:43	00:16:12	00:10:28	00:38:25	00:14:00	00:18:45	00:04:17	01:08:44	00:06:11	00:51:06	00:03:12	04:38:22	01:28:51	3,28%	2,84%				
SOCIETE CIVILE	04:39:28	03:15:53	00:54:51	00:36:30	04:32:16	02:25:25	05:54:44	01:46:00	16:54:40	05:36:59	12:30:41	04:44:22	45:26:40	18:25:09	32,17%	35,31%				
PARTIS POLITIQUES	01:56:37	01:23:51	04:03:32	02:28:08	04:02:50	01:32:45	02:35:10	00:59:06	01:00:14	00:13:38	00:51:27	00:08:36	14:29:50	06:46:04	10,26%	12,97%				
TOTAL	14:47:57	10:03:51	09:12:46	05:21:21	26:27:54	09:22:45	30:44:30	09:05:12	33:49:38	10:24:40	26:12:13	07:51:51	141:14:58	52:09:40	100,00%	100,00%				

Source : Monitoring CSC

Graphique 3 : Répartition des temps d'antenne et des temps de parole des acteurs sociopolitiques dans les médias audiovisuels privés

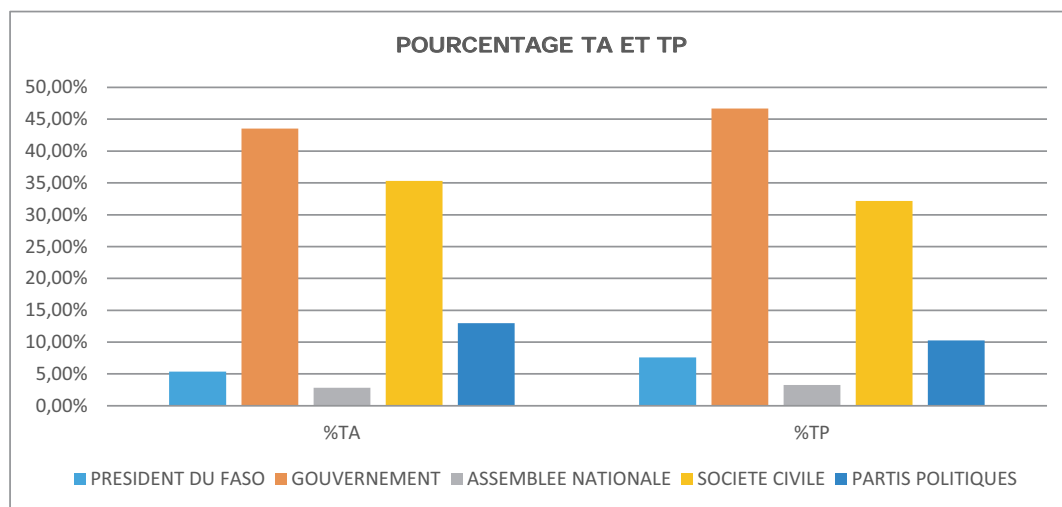
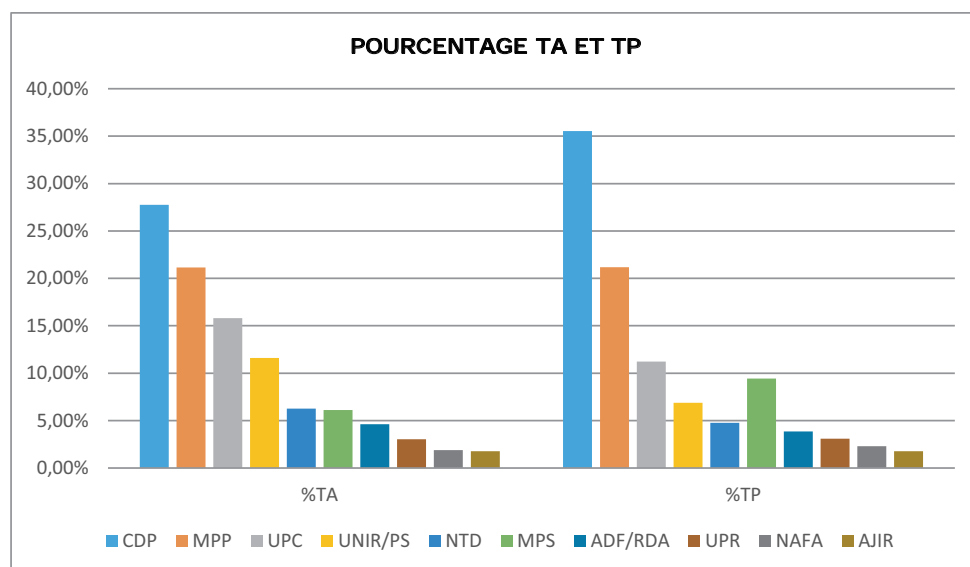


Tableau 4 : Synthèse des temps d'antenne et temps de parole obtenus par les dix premiers partis politiques dans les médias audiovisuels privés

Totaux et pourcentages des dix (10) premiers partis dans les médias audiovisuels privés					
N° d'ordre	Partis Politiques	TA	TP	% TA	%TP
1	CDP	02:30:27	01:22:04	27,77%	35,54%
2	MPP	01:54:33	00:48:52	21,14%	21,16%
3	UPC	01:25:40	00:25:55	15,81%	11,22%
4	UNIR/PS	01:02:50	00:15:54	11,60%	6,89%
5	NTD	00:33:58	00:10:59	6,27%	4,76%
6	MPS	00:33:08	00:21:45	6,11%	9,42%
7	ADF/RDA	00:24:57	00:08:55	4,60%	3,86%
8	UPR	00:16:27	00:07:08	3,04%	3,09%
9	NAFA	00:10:14	00:05:18	1,89%	2,30%
10	AJIR	00:09:37	00:04:04	1,77%	1,76%

Source : Monitoring CSC

Graphique 4 : Représentation des TA et TP obtenus par les dix premiers partis politiques dans les médias audiovisuels privés



2. Appréciations du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels privés

Les données collectées au titre des médias audiovisuels privés donnent un temps d'antenne (TA) global de 141 heures 14 minutes 58 secondes aux acteurs sociopolitiques et un temps de parole (TP) global de 52 heures 09 minutes 40 secondes.

Aussi, dans les médias privés, ce volume horaire a été principalement consacré aux activités gouvernementales qui ont bénéficié de 65 heures 55 minutes 08 secondes de TA, soit un taux de 46,67%, avec un temps de parole de 22 heures 42 minutes 10 secondes, soit un taux de 43,52%.

La couverture des activités des autres acteurs sociopolitiques classe les organisations de la société civile au deuxième rang. Elles sont suivies des partis politiques, du Président du Faso et de l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne les temps d'antenne des cinq (05) premiers partis ou formations politiques dans les médias audiovisuels privés, on constate que le CDP occupe le premier rang avec 02 heures 30 minutes 27 secondes de TA, soit un taux de 27,74%. Le MPP arrive en deuxième position, suivi de l'UPC, de l'UNIR/PS et du NTD.

De l'observation aussi bien des médias publics que privés, l'on constate que ceux-ci ont accordé plus de TA aux activités du gouvernement par rapport à celles des autres acteurs sociopolitiques. Il en découle, par conséquent, un déséquilibre dans le traitement de l'information politique en faveur de celui-ci.

SECTION 2 : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE

Paragraphe 1 : La presse écrite

1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information

L'observation relative au respect du pluralisme et de l'équilibre de l'information au niveau de la presse écrite a concerné quatre principaux quotidiens d'informations qui sont : *Sidwaya*, *L'Observateur Paalga*, *Le Pays*, *L'Express du Faso* ; trois bimensuels à savoir *Le Courrier Confidentiel*, *l'Evènement*, *Le Reporter* et un hebdomadaire, *La lettre du Faso*.

➤ Les quotidiens

Tableau 5 : Statistiques des partis politiques en fonction du nombre de pages et d'images dans les quotidiens

	ORGANES			SIDWAYA			L'OBSERVATEUR PAALGA			LE PAYS			L'EXPRESS DU FASO			TOTAL		
	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	
1	ADD	1/3	0,35%	1	0,52%	1/2	0,53%	1	0,56%	1/2	0,29%	1	0,26%	0	0,00%	11/3	0,29%	3
2	ADF/RDA	11/2	1,56%	6	3,09%	31/2	3,68%	10	5,59%	3	1,74%	7	1,82%	3	3,17%	9	4,86%	32
3	AJIR	1	1,04%	4	2,06%	1	1,05%	2	1,12%	2	1,16%	9	2,34%	1	1,06%	3	1,62%	18
4	APP/BURKINDI	1	1,04%	3	1,55%	0	0,00%	0	0,00%	2/3	0,39%	2	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	5
5	ARDI	2/3	0,69%	2	1,03%	0	0,00%	0	0,00%	2	1,16%	2	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	5
6	CDP	20	20,78%	45	23,20%	421/4	44,47%	82	45,81%	541/6	31,50%	135	35,06%	36	38,06%	82	44,32%	344
7	FAC	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,53%	1	0,56%	3/4	0,44%	2	0,52%	0	0,00%	11/4	0,27%	3
8	FPR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,29%	0	0,00%	1	1,06%	2	1,08%	2
9	FPS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/4	0,15%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0
10	L'AUTRE BURKINA/PSR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,29%	2	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	2
11	LE FASO AUTREMENT	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	31/2	2,04%	10	2,60%	41/2	4,76%	3	1,62%	13
12	MBF	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,29%	1	0,26%	0	0,00%	1/2	0,11%	1
13	MCR	21/3	2,42%	3	1,55%	2	2,11%	5	2,79%	23/4	1,60%	6	1,56%	2	2,11%	1	0,54%	15
14	MFD	1/2	0,52%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,11%	1
15	MPC	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,53%	0	0,00%	0
16	MPP	393/5	41,14%	69	35,57%	201/4	21,32%	41	22,91%	343/4	20,21%	86	22,34%	161/4	17,18%	26	14,05%	222
17	MPS	11/2	1,56%	2	1,03%	2	2,11%	3	1,68%	22/3	1,55%	7	1,82%	11/2	1,59%	0	0,00%	12
18	MRB	2/3	0,69%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1
19	MRP	1/2	0,52%	2	1,03%	0	0,00%	0	0,00%	6	3,49%	8	2,08%	0	0,00%	0	0,00%	10
20	NAFA	1	1,04%	1	0,52%	1	1,05%	1	0,56%	45/6	2,81%	4	1,04%	21/2	2,64%	9	4,86%	15
21	NCC	1/2	0,52%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1
22	NTD	3	3,12%	11	5,67%	1/2	0,53%	1	0,56%	9	5,23%	19	4,94%	1	1,06%	4	2,16%	35

ORGANES		SIDWAYA				L'OBSERVATEUR PAALGA				LE PAYS				L'EXPRESS DU FASO				TOTAL			
	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI
23	ODJ	1/2	0,52%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	2/3	0,39%	1	0,26%	1	1,06%	1	0,54%	2 1/6	0,48%	3	0,32%
24	OPA-BF	1/2	0,52%	1	0,52%	1/2	0,53%	1	0,56%	3/4	0,44%	1	0,26%	2 1/2	2,64%	3	1,62%	4 1/4	0,93%	6	0,64%
25	PAREN	1	1,04%	5	2,58%	1	1,05%	2	1,12%	1	0,58%	3	0,78%	0	0,00%	0	0,00%	3	0,66%	10	1,06%
26	PDC	1/2	0,52%	2	1,03%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,29%	1	0,26%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,22%	3	0,32%
27	PDJ	1 1/3	1,39%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1 1/3	0,29%	0	0,00%
28	PDP/PS	1	1,04%	0	0,00%	1/2	0,53%	1	0,56%	1 3/4	1,02%	3	0,78%	0	0,00%	0	0,00%	2 3/4	0,60%	4	0,42%
29	PDS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5/6	0,48%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5/6	0,18%	0	0,00%
30	PIB	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3 1/2	2,04%	3	0,78%	0	0,00%	0	0,00%	3 1/2	0,77%	3	0,32%
31	PTIJ	1	1,04%	2	1,03%	0	0,00%	0	0,00%	1 1/2	0,87%	1	0,26%	1/2	0,53%	1	0,54%	3	0,66%	4	0,42%
32	PPR	1/2	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,29%	1	0,26%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,22%	1	0,11%
33	PRC	5/6	0,87%	3	1,55%	1/2	0,53%	1	0,56%	1 1/2	0,87%	4	1,04%	0	0,00%	0	0,00%	2 5/6	0,62%	8	0,85%
34	FS BURKINA	1/2	0,52%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,53%	1	0,54%	1	0,22%	2	0,21%
35	PUND	1/2	0,52%	1	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,11%	1	0,11%
36	PUR	0	0,00%	0	0,00%	5	5,26%	0	0,00%	1/2	0,29%	1	0,26%	1/2	0,53%	2	1,08%	6	1,32%	3	0,32%
37	RDEFB	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2/5	0,23%	3	0,78%	0	0,00%	0	0,00%	2/5	0,09%	3	0,32%
38	RDS	1/2	0,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1/2	0,11%	0	0,00%
39	SOLEIL D'AVENIR	2/3	0,69%	1	0,52%	4	4,21%	7	3,91%	1	0,58%	3	0,78%	0	0,00%	0	0,00%	5 2/3	1,24%	11	1,17%
40	UNDD	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1 1/2	0,87%	3	0,78%	3/4	0,79%	0	0,00%	2 1/4	0,49%	3	0,32%
41	UNIR/PS	1 1/2	1,56%	5	2,58%	3	3,16%	4	2,23%	4 3/5	2,67%	11	2,86%	2	2,11%	4	2,16%	11	2,41%	24	2,55%
42	UPC	10 1/3	10,73%	16	8,25%	7	7,37%	16	8,94%	15 2/5	8,95%	32	8,31%	13 5/6	14,63%	27	14,59%	46 4/7	10,21%	91	9,65%
43	UPR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6 1/4	3,63%	7	1,82%	2 3/4	2,91%	4	2,16%	9	1,97%	11	1,17%
44	URD	1	1,04%	4	2,06%	0	0,00%	0	0,00%	1 1/2	0,87%	6	1,56%	1	1,06%	3	1,62%	3 1/2	0,77%	13	1,38%
TOTAL		96 1/4	100,00%	194	100,00%	95	100,00%	179	100,00%	172	100,00%	385	100,00%	94 4/7	100,00%	185	100,00%	456	100,00%	943	100,00%

Source : Monitoring CSC

✓ Sidwaya

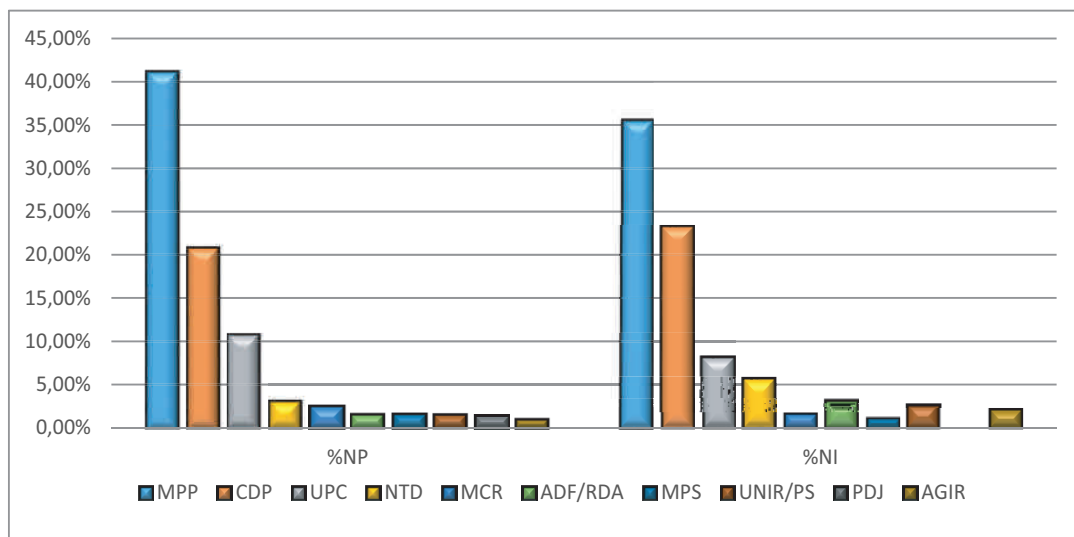
Ce quotidien d'informations a ouvert ses colonnes à trente-et-un (31) partis politiques avec un total de quatre-vingt-seize (96) pages 1/4 et cent quatre-vingt-quatorze (194) images. Le MPP vient en tête des partis politiques cités avec 41,14% de nombre de pages (NP) et 35,57% de nombre d'images (NI). Il est suivi du CDP (20,78% de NP et 23,20% de NI) et de l'UPC (10,73% de NP et 8,25% de NI).

Tableau 6 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiées dans *Sidwaya*

SIDWAYA					
RANG	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1^{er}	MPP	39 3/5	41,14%	69	35,57%
2^e	CDP	20	20,78%	45	23,20%
3^e	UPC	10 1/3	10,73%	16	8,25%
4^e	NTD	3	3,12%	11	5,67%
5^e	MCR	2 1/3	2,42%	3	1,55%
6^e	ADF/RDA	1 1/2	1,56%	6	3,09%
7^e	MPS	1 1/2	1,56%	2	1,03%
8^e	UNIR/PS	1 1/2	1,56%	5	2,58%
9^e	PDJ	1 1/3	1,39%	0	0,00%
10^e	AJIR	1	1,04%	4	2,06%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 5 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques dans Sidwaya



✓ L'Observateur Paalga

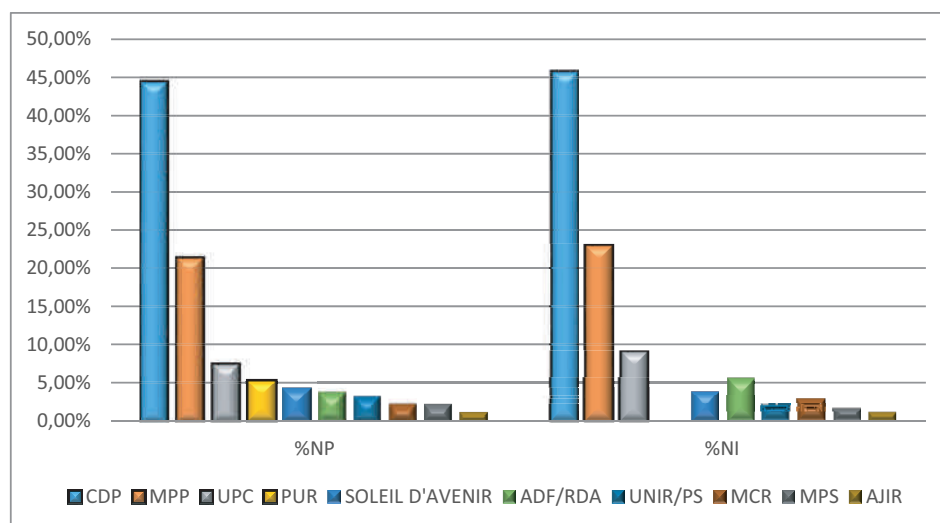
L'Observateur Paalga a couvert cette année les activités de dix-huit (18) partis politiques avec quatre-vingt-quinze (95) pages et cent soixante-dix-neuf (179) illustrations. Les trois (3) premiers partis politiques visibles sont : le CDP (44,47% de NP et 45,81% de NI), le MPP (21,32% de NP et 22,91% de NI) et l'UPC (7,37% de NP et 8,94% de NI).

Tableau 7 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiées dans *L'Observateur Paalga*

<i>L'OBSERVATEUR PAALGA</i>					
RANG	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1 ^{er}	CDP	42 1/4	44,47%	82	45,81%
2 ^e	MPP	20 1/4	21,32%	41	22,91%
3 ^e	UPC	7	7,37%	16	8,94%
4 ^e	PUR	5	5,26%	0	0,00%
5 ^e	SOLEIL D'AVENIR	4	4,21%	7	3,91%
6 ^e	ADF/RDA	3 1/2	3,68%	10	5,59%
7 ^e	UNIR/PS	3	3,16%	4	2,23%
8 ^e	MCR	2	2,11%	5	2,79%
9 ^e	MPS	2	2,11%	3	1,68%
10 ^e	AJIR	1	1,05%	2	1,12%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 6 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques dans *L'Observateur Paalga*



✓ Le Pays

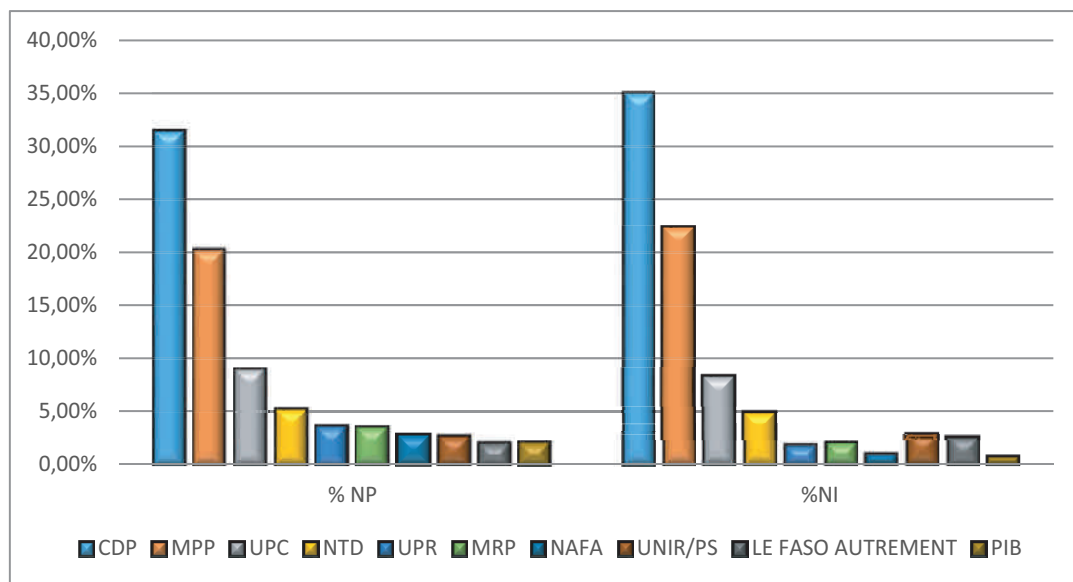
Le Pays a couvert les activités de trente-et-un (31) partis politiques et leur a accordé cent soixante-douze (172) pages et trois cent quatre-vingt-cinq (385) images. Le CDP arrive en tête avec 31,50% de NP et 35,06% de NI, suivi du MPP qui a obtenu 20,21% de NP et 22,34% de NI et de l'UPC avec 8,95% de NP et 8,31% de NI.

Tableau 8 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiées dans *Le Pays*

LE PAYS					
RANG	ACTEURS POLITIQUES	NP	% NP	NI	%NI
1^{er}	CDP	54 1/6	31,50%	135	35,06%
2^e	MPP	34 3/4	20,21%	86	22,34%
3^e	UPC	15 2/5	8,95%	32	8,31%
4^e	NTD	9	5,23%	19	4,94%
5^e	UPR	6 1/4	3,63%	7	1,82%
6^e	MRP	6	3,49%	8	2,08%
7^e	NAFA	4 5/6	2,81%	4	1,04%
8^e	UNIR/PS	4 3/5	2,67%	11	2,86%
9^e	LE FASO AUTREMENT	3 1/2	2,04%	10	2,60%
10^e	PIB	3 1/2	2,04%	3	0,78%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 7 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques dans *Le Pays*



✓ L'Express du Faso

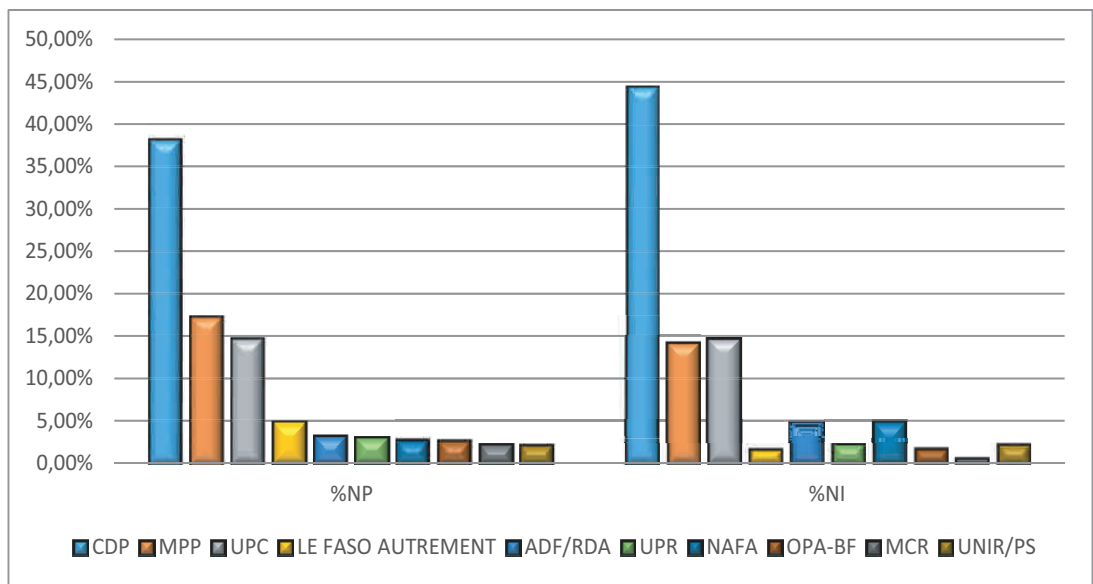
Ce journal a ouvert ses colonnes à l'actualité politique avec la couverture des activités de vingt-et-un (21) partis politiques qui ont obtenu quatre-vingt-quatorze (94) pages 4/7 et cent quatre-vingt-cinq (185) illustrations. Le CDP est en tête des partis les plus cités avec 38,06% de NP et 44,32% de NI. Il est suivi du MPP avec 17,18% de NP et 14,05% de NI et de l'UPC qui a obtenu 14,63% de NP et 14,59% de NI.

Tableau 9 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre de pages et le nombre d'illustrations publiées dans *L'Express du Faso*

L'EXPRESS DU FASO					
RANG	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1 ^{er}	CDP	36	38,06%	82	44,32%
2 ^e	MPP	16 1/4	17,18%	26	14,05%
3 ^e	UPC	13 5/6	14,63%	27	14,59%
4 ^e	LE FASO AUTREMENT	4 1/2	4,76%	3	1,62%
5 ^e	ADF/RDA	3	3,17%	9	4,86%
6 ^e	UPR	2 3/4	2,91%	4	2,16%
7 ^e	NAFA	2 1/2	2,64%	9	4,86%
8 ^e	OPA-BF	2 1/2	2,64%	3	1,62%
9 ^e	MCR	2	2,11%	1	0,54%
10 ^e	UNIR/PS	2	2,11%	4	2,16%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 8 : Représentation des NP et des NI sur les dix premiers partis politiques dans *L'Express du Faso*



➤ Les bimensuels

Tableau 10 : Statistiques des partis politiques en fonction du nombre de pages (NP) et d'images (NI) dans les bimensuels *Le Courrier Confidentiel*, *L'Événement* et *Le Reporter*

ORGANES		LE COURRIER CONFIDENTIEL				L'ÉVÉNEMENT				LE REPORTER				TOTAL			
N°		NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI	NP	%NP	NI	%NI
1	CDP	7	77,78%	12	85,71%	4	87,27%	7	100,00%	6 1/6	43,02%	15	71,43%	17 1/6	61,49%	34	80,95%
2	MPP	0	0,00%	0	0,00%	1/3	7,27%	0	0,00%	8 1/6	56,98%	6	28,57%	8 1/2	30,45%	6	14,29%
3	UPC	2	22,22%	2	14,29%	1/4	5,45%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2 1/4	8,06%	2	4,76%
	TOTAL	9	100,00%	14	100,00%	4 4/7	100,00%	7	100,00%	14 1/3	100,00%	21	100,00%	28	100,00%	42	100,00%

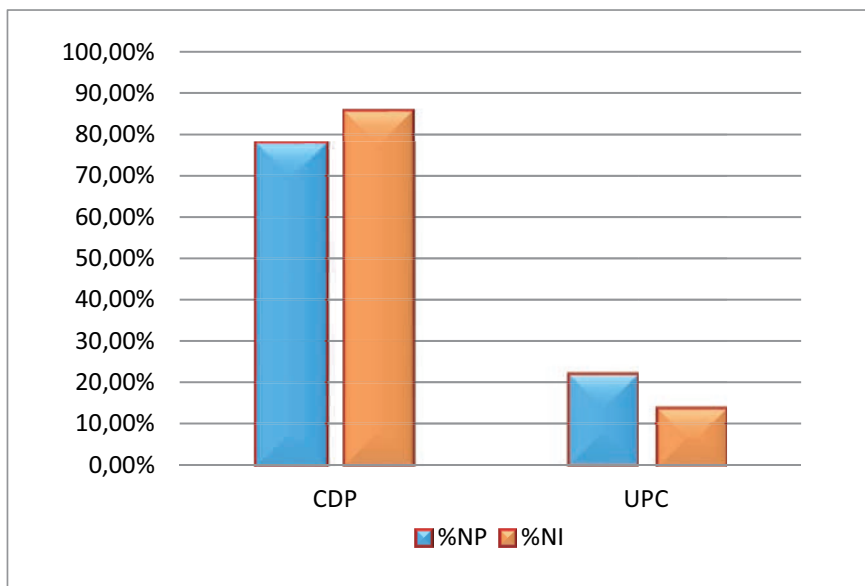
✓ Le Courrier Confidentiel

Le Courrier Confidentiel a ouvert ses colonnes à deux (02) partis politiques avec un total de neuf (09) pages et quatorze (14) images. Le CDP vient en tête avec 77,78% de nombre de pages (NP) et 85,71% de nombre d'images (NI). L'UPC vient en seconde position avec 22,22% de NP et 14,29 %de NI.

**Tableau 11 : Classement des partis politiques en fonction des NP et NI dans
*Le Courrier Confidentiel***

ORGANES		COURRIER CONFIDENTIEL			
N	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1	CDP	7	77,78%	12	85,71%
2	UPC	2	22,22%	2	14,29%
	TOTAL	9	100,00%	14	100,00%

**Graphique 9 : Représentation des NP et des NI des partis politiques dans
*Le Courrier Confidentiel***



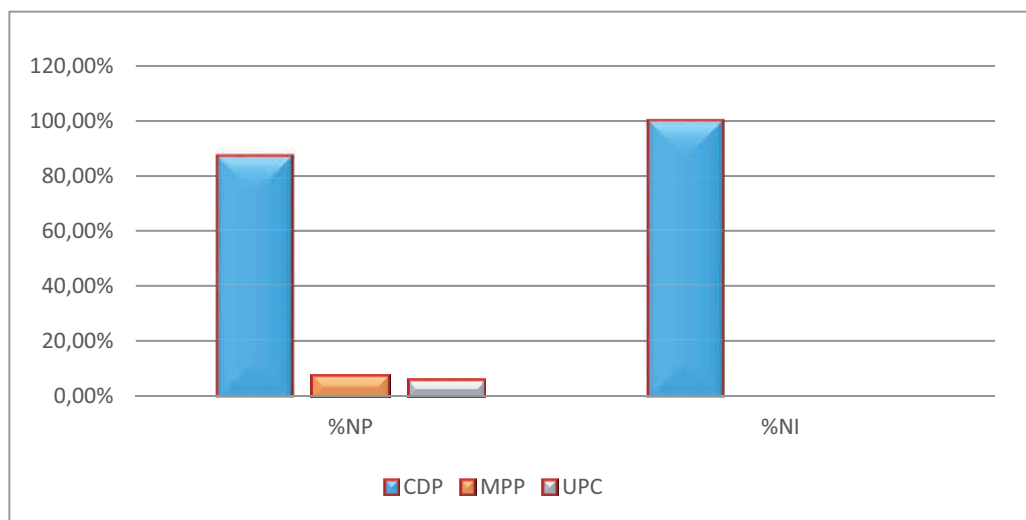
✓ L'Événement

L'Événement a couvert les activités de trois (03) partis politiques avec quatre et quatre septième (4 4/7) de pages et sept (7) images. Ces trois (03) partis sont : le CDP avec 87,27% de NP et 100% de NI, le MPP avec 7,27% de NP et 0% de NI et enfin l'UPC qui totalise 5,45% de NP et 0% de NI.

Tableau 12: Classement des trois (03) partis politiques en fonction des NP et NI dans *L'Événement*

ORGANES		L'EVENEMENT			
N°	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1	CDP	4	87,27%	7	100,00%
2	MPP	1/3	7,27%	0	0,00%
3	UPC	1/4	5,45%	0	0,00%
TOTAL		4 4/7	100,00%	7	100,00%

Graphique 10 : Représentation des NP et des NI des partis politiques dans *L'Événement*



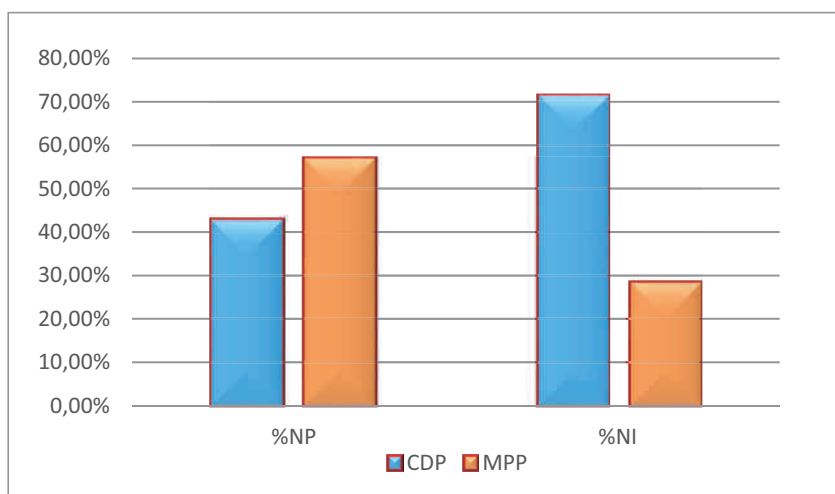
✓ Le Reporter

Le Reporter a couvert les activités de deux partis politiques avec un total de quatorze un tiers (14 1/3) de pages et vingt-et-une (21) images. Les deux partis concernés sont : le CDP qui cumule (43,02% de NP et 71,43% de NI) et le MPP avec (56,98% de NP et 28,57% de NI).

Tableau 13 : Classement des partis politiques en fonction des NP et NI dans *Le Reporter*

ORGANES		LE REPORTER			
N°	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1	CDP	6 1/6	43,02%	15	71,43%
2	MPP	8 1/6	56,98%	6	28,57%
	TOTAL	14 1/3	100,00%	21	100,00%

Graphique 11 : Représentation des NP et des NI des partis politiques dans *Le Reporter*



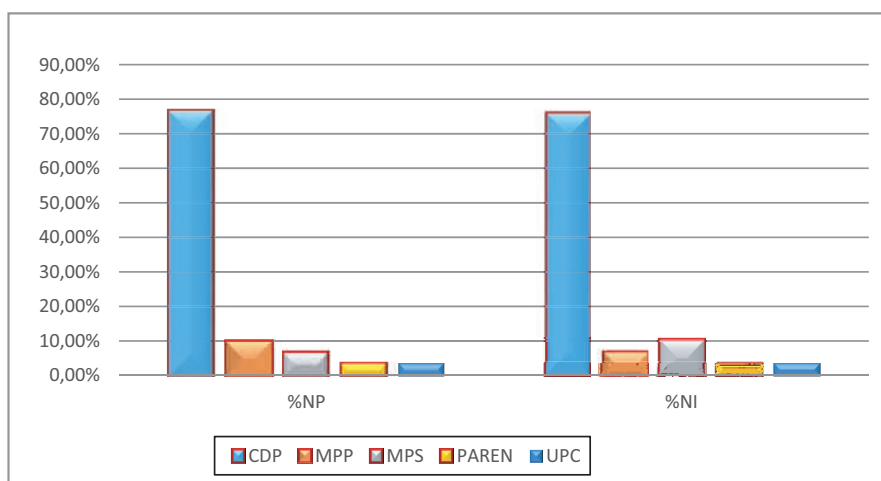
➤ L'hebdomadaire La Lettre du Faso

La Lettre du Faso a couvert les activités de cinq (05) partis politiques avec un total de quinze (15) pages et vingt-neuf (29) images. Le CDP vient en tête avec 76,67% de nombre de pages (NP) et 75,86% de nombre d'images (NI). Il est suivi du MPP qui totalise 10% de NP et 6,90% de NI. La troisième place est occupée par le MPS avec 6,67% de NP et 10,34% de NI. Le PAREN et l'UPC sont quatrièmes avec 3,33% de NP et 3,45% de NI.

Tableau 14 : Classement des partis politiques en fonction des NP et NI dans La Lettre du Faso

ORGANES		LA LETTRE DU FASO			
N°	ACTEURS POLITIQUES	NP	%NP	NI	%NI
1	CDP	11 1/2	76,67%	22	75,86%
2	MPP	1 1/2	10,00%	2	6,90%
3	MPS	1	6,67%	3	10,34%
4	PAREN	1/2	3,33%	1	3,45%
4 ^{ex}	UPC	1/2	3,33%	1	3,45%
TOTAL		15	100,00%	29	100,00%

Graphique 12 : Représentation des NP et des NI des partis politiques dans La Lettre du Faso



2. Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse écrite

Les quatre (04) quotidiens analysés au cours de l'année 2019 ont ouvert leurs colonnes à quarante-quatre (44) partis politiques qui ont bénéficié d'un total de quatre cent cinquante-sept (457) et 5/6 de pages et neuf cent quarante-trois (943) images.

Le CDP, le MPP et l'UPC ont occupé les trois (03) premiers rangs. Le CDP a obtenu 33,42% de NP et 36,48% de NI 10,21%. Le MPP a eu 24,31% de NP et 23,54% de NI et l'UPC a, quant à elle, obtenu 10,21% de NP et 9,65% de NI.

Le Pays occupe la première place des quotidiens qui ont accordé plus d'intérêt à l'actualité politique avec 37,57% de NP et 40,83% de NI. Il est suivi par *L'Observateur Paalga* qui a 20,75% de NP et 18,98% de NI, *Sidwaya* avec 21,02% de NP et 20,57% de NI et, enfin, *L'Express du Faso* avec 20,66% de NP et 19,62% de NI.

Les trois bimensuels ont couvert les activités de cinq (05) partis politiques avec un total de vingt-huit (28) pages et quarante-deux (42) images.

Le CDP vient en tête avec 61,49% de NP et 80,95% de NI, suivi du MPP qui cumule 30,45% de NP et 14,29% de NI. L'UPC arrive en troisième position avec 8,06% de NP et 4,76% de NI.

La Lettre du Faso a été le seul hebdomadaire à avoir été analysé.

Dans ce journal, le principe du pluralisme de l'information a été respecté mais il y a un déséquilibre dans le traitement de l'information.

Le monitoring de la presse écrite fait ressortir dans l'ensemble le respect du pluralisme car l'actualité politique au cours de 2019 a été assez diversifiée.

Paragraphe 2 : La presse en ligne

1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information

Sur la base de la régularité de leurs publications, l'observation du contenu des médias a concerné les médias en ligne et les portails internet suivants :

- www.lefaso.net
- www.aouaga.com
- www.fasozine.com
- www.kaceto.net
- www.burkinaonline.com
- www.burkina24.com
- www.ouaga24.com
- www.burkimbina.com
- www.fasoactu.com
- www.wakatsera.com

L'observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias en ligne consiste à l'analyse du nombre d'articles et du nombre d'illustrations postés. Elle est consacrée pour l'essentiel aux partis politiques.

Tableau 15 : Statistiques des partis politiques en fonction du nombre d'articles (NA) et du nombre d'illustrations (NI)

MEDIAS EN LIGNE	lefaso.net				aouagaa.com				fasozine.com				kaceto.net				burkinaonline.com			
	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI
1	2	0,81%	4	0,59%	1	0,47%	0	0,00%	1	1,05%	1	1,06%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
2	9	3,64%	27	3,99%	13	6,16%	11	5,58%	6	6,32%	6	6,38%	2	1,89%	2	1,45%	3	3,00%	10	5,18%
3	2	0,81%	11	1,63%	2	0,95%	2	1,02%	0	0,00%	0	0,00%	2	1,89%	4	2,90%	0	0,00%	0	0,00%
4	6	2,43%	17	2,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	1	1,00%	2	1,04%
5	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
6	71	28,74%	192	28,40%	59	27,96%	55	27,92%	25	26,32%	24	25,53%	42	39,62%	60	43,48%	30	30,00%	76	39,38%
7	4	1,62%	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
8	7	2,83%	21	3,11%	3	1,42%	3	1,52%	2	2,11%	2	2,13%	1	0,94%	1	0,72%	3	3,00%	3	1,55%
9	1	0,40%	5	0,74%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
10	1	0,40%	1	0,15%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
11	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
12	3	1,21%	6	0,89%	2	0,95%	2	1,02%	2	2,11%	2	2,13%	1	0,94%	1	0,72%	2	2,00%	2	1,04%
13	0	0,00%	0	0,00%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
14	1	0,40%	3	0,44%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
15	0	0,00%	0	0,00%	1	0,47%	1	0,51%	1	1,05%	1	1,06%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
16	5	2,02%	17	2,51%	4	1,90%	4	2,03%	2	2,11%	2	2,13%	1	0,94%	1	0,72%	1	1,00%	7	3,63%
17	1	0,40%	4	0,59%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	2	1,45%	0	0,00%	0	0,00%
18	0	0,00%	0	0,00%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
19	34	13,77%	87	12,87%	72	34,12%	66	33,50%	24	25,26%	24	25,53%	18	16,98%	26	18,84%	19	19,00%	27	13,99%
20	6	2,43%	5	0,74%	4	1,90%	4	2,03%	1	1,05%	1	1,06%	1	0,94%	1	0,72%	3	3,00%	2	1,04%
21	1	0,40%	1	0,15%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
22	1	0,40%	4	0,59%	3	1,42%	3	1,52%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
23	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
24	8	3,24%	25	3,70%	1	0,47%	1	0,51%	2	2,11%	2	2,13%	1	0,94%	1	0,72%	4	4,00%	9	4,66%

Médias en ligne		lefaso.net				aouaga.com				fasozine.com				kaceto.net				burkinaonline.com			
		NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI
	ACTEURS POLITIQUES																				
25	NTD	4	1,62%	8	1,18%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
26	OPA/BF	2	0,81%	6	0,89%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
27	PAREN	3	1,21%	4	0,59%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,05%	1	1,06%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
28	PARIS	1	0,40%	4	0,59%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
29	PDC	2	0,81%	7	1,04%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
30	PDJ	1	0,40%	2	0,30%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	2	1,04%
31	PDP/PS	1	0,40%	1	0,15%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
32	PIB	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
33	PTJ	2	0,81%	6	0,89%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,05%	1	1,06%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
34	PPN	0	0,00%	0	0,00%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
35	PPR	2	0,81%	3	0,44%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
36	PRIT LANAYA	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
37	PS Burkina	2	0,81%	2	0,30%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
38	PUND	0	0,00%	0	0,00%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
39	PUR	1	0,40%	5	0,74%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
40	RBP	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
41	RPI	2	0,81%	6	0,89%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
42	RPR	3	1,21%	14	2,07%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,05%	1	1,06%	1	0,94%	0	0,00%	2	2,00%	1	0,52%
43	SOLEIL D'AVENIR	2	0,81%	4	0,59%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,00%	1	0,52%
44	UNDD	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
45	UNIR/PS	11	4,45%	28	4,14%	1	0,47%	1	0,51%	0	0,00%	0	0,00%	7	6,60%	9	6,52%	1	1,00%	4	2,07%
46	UPC	42	17,00%	142	21,01%	33	15,64%	33	16,75%	26	27,37%	26	27,66%	19	17,92%	21	15,22%	24	24,00%	42	21,76%
47	UPR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,94%	1	0,72%	0	0,00%	0	0,00%
48	URD	3	1,21%	3	0,44%	1	0,47%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTALUX		247	100,00%	676	100,00%	211	100,00%	197	100,00%	95	100,00%	94	100,00%	106	100,00%	138	100,00%	100	100,00%	193	100,00%

Source : Monitoring CSC

MEDIAS EN LIGNE		burkina24.com				ouaga24.com				burkimbiba.com				fasoactu.com				wakatsera.com			
		NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI
	ACTEURS POLITIQUES																				
1	ADD	2	2,30%	2	1,80%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
2	ADF/RDA	3	3,45%	3	2,70%	1	1,28%	1	1,20%	3	3,66%	3	2,70%	1	2,50%	6	5,83%	0	0,00%	0	0,00%
3	AJIR	5	5,75%	9	8,11%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,22%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
4	APP/ Burkindi	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
5	APPB	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
6	CDP	23	26,44%	26	23,42%	22	28,21%	26	31,33%	23	28,05%	38	34,23%	4	10,00%	11	10,68%	20	40,00%	22	34,92%
7	CRP/MP	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
8	LE FASO AUTREMENT	1	1,15%	1	0,90%	8	10,26%	10	12,05%	11	13,41%	14	12,61%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	1	1,59%
9	FAC	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
10	FP	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
11	FPC/YELEMANI	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	5,00%	0	0,00%	0	0,00%
12	FPR	0	0,00%	0	0,00%	2	2,56%	2	2,41%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	15,00%	8	7,77%	2	4,00%
13	FPS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
14	LR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
15	MBF	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,50%	6	5,83%	0	0,00%
16	MCR	2	2,30%	2	1,80%	1	1,28%	1	1,20%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,50%	0	0,00%	2	4,00%
17	MJS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
18	MPC	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	1	1,59%
19	MPP	13	14,94%	16	14,41%	18	23,08%	17	20,48%	19	23,17%	25	22,52%	8	20,00%	22	21,36%	4	8,00%	6	9,52%
20	MPS	11	12,64%	18	16,22%	2	2,56%	2	2,41%	3	3,66%	3	2,70%	0	0,00%	0	0,00%	3	6,00%	5	7,94%
21	MRB	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
22	MRP	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	2	3,17%
23	MRU	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
24	NAFA	2	2,30%	2	1,80%	5	6,41%	5	6,02%	1	1,22%	1	0,90%	1	2,50%	3	2,91%	1	2,00%	1	1,59%

Suite 2

	ACTEURS POLITIQUES	burkina24.com				ouaga24.com				burkimbibia.com				fasoactu.com				wakatsera.com			
		NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI	NA	% NA	NI	% NI
25	NTD	2	2,30%	3	2,70%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	2	3,17%
26	OPA/BF	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,22%	2	1,80%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
27	PAREN	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
28	PARIS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,50%	3	2,91%	0	0,00%	0	0,00%
29	PDC	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	4,00%	4	6,35%
30	PDJ	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,50%	5	4,85%	0	0,00%	0	0,00%
31	PDP/PS	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
32	PIB	0	0,00%	0	0,00%	1	1,28%	1	1,20%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
33	PITJ	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	4,00%	2	3,17%
34	PPN	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
35	PPR	0	0,00%	0	0,00%	1	1,28%	1	1,20%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
36	PRIT LAN	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,22%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
37	PS Burkina	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	1,22%	2	1,80%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
38	PUND	0	0,00%	0	0,00%	1	1,28%	1	1,20%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
39	PUR	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
40	RBP	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
41	RPI	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	2	3,17%
42	RPR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	2,91%	0	0,00%	0	0,00%
43	SOLEIL D'AVENIR	1	1,15%	1	0,90%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	1,80%	0	0,00%	0	0,00%	1	2,00%	1	1,59%
44	UNDD	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
45	UNIR/PS	2	2,30%	2	1,80%	4	5,13%	4	4,82%	1	1,22%	1	0,90%	2	5,00%	6	5,83%	0	0,00%	0	0,00%
46	UPC	15	17,24%	21	18,92%	12	15,38%	12	14,46%	16	19,51%	18	16,22%	11	27,50%	25	24,27%	8	16,00%	9	14,29%
47	UPR	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
48	URD	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTALUX		87	100,00%	111	100,00%	78	100,00%	83	100,00%	82	100,00%	111	100,00%	40	100,00%	103	100,00%	50	100,00%	63	100,00%

Source :Monitoring/CSC

Tableau 16 : Classement des dix premiers partis politiques selon le nombre d'articles et le nombre d'illustrations publiés dans la presse en ligne

RANG	ACTEURS POLITIQUES	NA	% NA	NI	% NI
1 ^{er}	CDP	319	29,11%	530	29,96%
2 ^e	MPP	229	20,89%	316	17,86%
3 ^e	UPC	206	18,80%	349	19,73%
4 ^e	ADF/RDA	41	3,74%	69	3,90%
5 ^e	LE FASO AUTREMENT	37	3,38%	56	3,17%
6 ^e	MPS	34	3,10%	41	2,32%
7 ^e	UNIR/PS	29	2,65%	55	3,11%
8 ^e	NAFA	26	2,37%	50	2,83%
9 ^e	FPR	20	1,82%	25	1,41%
10 ^e	MCR	19	1,73%	37	2,09%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 13 : Représentation des dix premiers partis politiques selon le nombre d'articles et le nombre d'illustrations publiés dans la presse en ligne

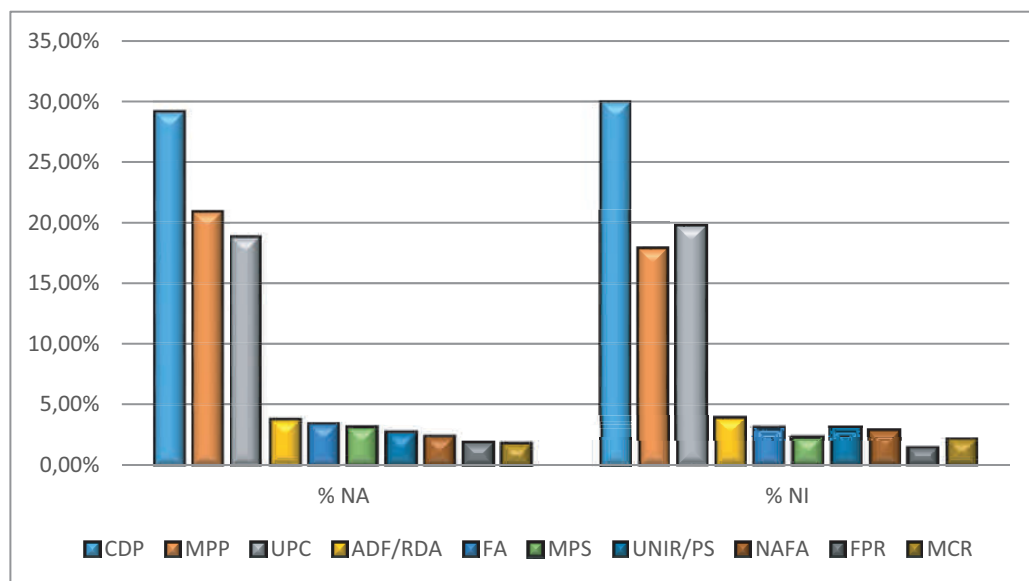
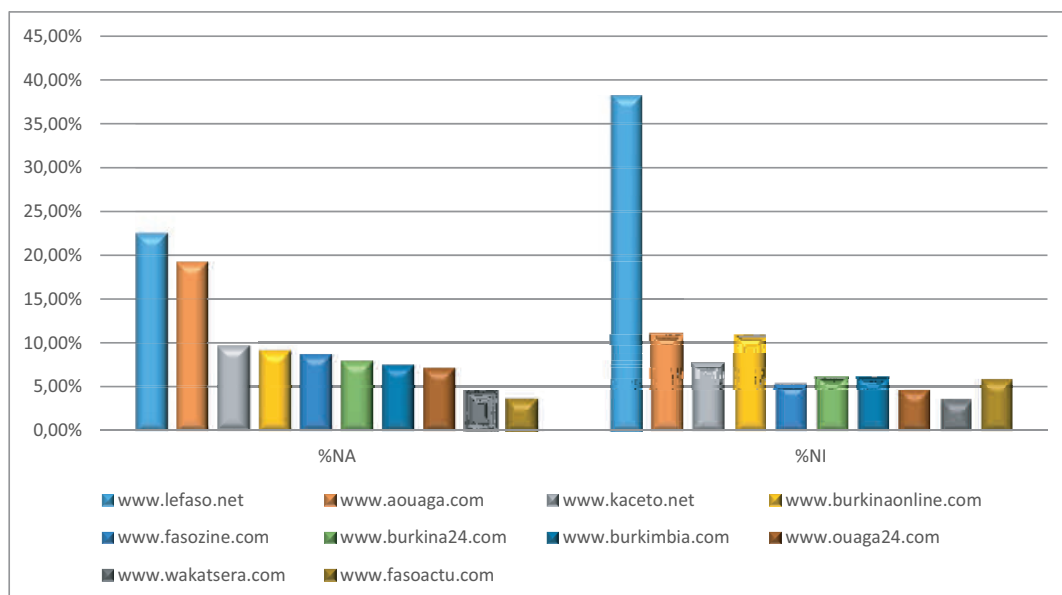


Tableau 17 : Classement des dix premiers sites selon le nombre d'articles et le nombre d'illustrations

RANG	PRESSE EN LIGNE	NA	%	NI	%
1 ^{er}	www.lefaso.net	247	22,54%	676	38,21%
2 ^e	www.aouaga.com	211	19,25%	197	11,14%
3 ^e	www.kaceto.net	106	9,67%	138	7,80%
4 ^e	www.burkinaonline.com	100	9,12%	193	10,91%
5 ^e	www.fasozine.com	95	8,67%	94	5,31%
6 ^e	www.burkina24.com	87	7,94%	111	6,27%
7 ^e	www.burkimbiam.com	82	7,48%	111	6,27%
8 ^e	www.ouaga24.com	78	7,12%	83	4,69%
9 ^e	www.wakatsera.com	50	4,56%	63	3,56%
10 ^e	www.fasoactu.com	40	3,65%	103	5,82%
	TOTAL	1096	100,00%	1769	100,00%

Source : Monitoring/CSC

Graphique 14 : Représentation des dix premiers sites selon le nombre d'articles et le nombre d'illustrations



2. Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse en ligne

Les activités de quarante-huit (48) partis politiques ont été couvertes par les dix (10) médias en ligne analysés.

Le CDP occupe la première place avec 29,11% de NA et 29,96% de NI; suivi du MPP qui a cumulé 20,89% de NA et 17,86% de NI, puis de l'UPC qui totalise 18,80% de NA et 19,73% de NI.

Les cinq premiers espaces d'expressions consacrés aux partis et formations politiques sont :

- *lefaso.net* avec 22,54% de NA et 38,21% de NI ;
- *aouaga.com* avec 19,25% de NA et 11,14% de NI ;
- *kaceto.net* avec 9,67% de NA et 7,80% de NI ;
- *burkinaonline.com* avec 9,12% de NA et 10,91% de NI ;
- *fasozine.com* qui représente 8,67% de NA et 5,31% de NI.

Le monitoring de la presse en ligne fait ressortir, dans l'ensemble, une mise en oeuvre effective du pluralisme, mais on constate un déséquilibre dans le traitement de l'information politique.

Ainsi, le MPP, le CDP et l'UPC dominent toujours l'actualité politique.

CHAPITRE III : MANQUEMENTS A LA LOI, A L'ETHIQUE ET A LA DEONTOLOGIE

Au cours de l'année 2019, des manquements à la loi, à l'éthique et à la déontologie ont été relevés dans le cadre des autosaisines³ et des saisines⁴.

SECTION 1 : AUTOSAISINES

Le contrôle du contenu des médias a permis au CSC de s'autosaisir de certains manquements à la loi, à l'éthique et à la déontologie.

Paragraphe 1 : Autosaisines relatives aux contenus publicitaires

Aux termes de l'article 2 de la loi⁵, constitue une opération de publicité, *"toute inscription, forme, image ou son destinés à informer le public ou à attirer son attention sur une marque, un produit ou un service"*.

Les autosaisines relatives aux contenus publicitaires ont porté sur la diffusion de messages faisant la promotion de produits de la pharmacopée traditionnelle ou d'établissements de santé, de produits cosmétiques et de boissons dont le taux d'alcool est supérieur à 10%. Les manquements ont également concerné des publicités à caractère violent. Ils ont été observés dans les médias suivants :

- les radios *Optima, Femina FM et Savane FM* ;
- les télévisions *Canal 3, RTB/télé, 3TV, BF1 et TVZ Africa* ;
- les quotidiens *Sidwaya et Le Pays*.

1. Publicité de produits de la pharmacopée traditionnelle

L'article 31 de la même loi dispose que : « *Toute publicité de produits pharmaceutiques ou produits de la médecine traditionnelle est interdite auprès du grand public sous réserve de l'obtention du visa délivré par le ministre en charge de la santé* ».

³Manquements relevés suite à l'observation des services internes du CSC.

⁴Manquements signalés par de tierces personnes.

⁵Loi N°080-2015/CNT du 23 novembre 2015 portant réglementation de la publicité au Burkina Faso.

Au regard de ce qui précède, constituent des manquements les cas ci-après :

- les radios *Femina FM*, *Optima FM* et la télévision *TVZ Africa* ont diffusé, à plusieurs reprises, des messages publicitaires relatifs à la promotion des produits de la pharmacopée traditionnelle d'une association dénommée « *Association Wendkouni pour le développement de l'Afrique* » sans un visa du ministère de la Santé ;
- la radio *Optima FM* a reçu, le 03 juillet 2019, au cours de son émission *Biibenooré*, un tradipraticien qui a fait la promotion de ses produits ;
- la télévision *Canal 3* a aussi diffusé, le 19 octobre 2019, une émission portant sur la promotion de produits de la pharmacopée traditionnelle, du même tradipraticien, sans aucun visa du ministère de la Santé.

Au regard de la récurrence des manquements constatés, le Conseil a publié, le 07 juin 2019, un communiqué de presse dans lequel il appelait au sens de responsabilité de tous les promoteurs de médias audiovisuels et des directeurs de publication de la presse écrite. Il a exhorté les responsables des médias à exiger la présentation d'un visa délivré par le ministre en charge de la santé autorisant la publicité des produits et services concernant la médecine traditionnelle avant toute diffusion.

2. Publicité des boissons alcooliques

Aux termes de la loi sur la publicité, est interdite sur les stations de radiodiffusions sonores et télévisuelles, dans la presse écrite, dans les médias en ligne, l'affichage en agglomération, toute publicité sur les boissons alcooliques lorsque le degré d'alcool est supérieur à 10% du volume.

A cet égard, les cas ci-après observés constituent des manquements qui ont valu une autosaisine du CSC.

Les quotidiens *Sidwaya* et *Le Pays* ont publié, le 27 septembre 2019, en grand format, l'image d'une bouteille de vin dans leurs rubriques « *Annonces* », faisant ainsi le relais d'une activité promotionnelle d'une cave à vin.

A l'analyse, il ressort que le degré d'alcool est de 13%, donc supérieur au taux autorisé.

Le CSC a adressé des lettres d'observation aux directeurs de publication de *Sidwaya* et du journal *Le Pays* afin de les appeler au strict respect des textes en vigueur.

3. Publicité des produits cosmétiques

La loi sur la publicité définit, en son article 38, le produit cosmétique comme étant *« toute substance ou préparation destinée à être mise en contact avec les diverses parties superficielles du corps humain, les dents et les muqueuses en vue de les nettoyer, de les protéger, ou de les maintenir en bon état »*.

La publicité de ces produits est réglementée par la même loi qui dispose en son article 40 que *« Toute publicité sur les produits cosmétiques doit être précédée du dépôt auprès du ministère en charge de la santé d'un dossier concernant la composition de ce produit. Avant diffusion, toute publicité de produits cosmétiques faite sur les médias audiovisuels privés ou publics doit faire l'objet d'un visa délivré par le ministère en charge de la santé »*.

La radio *Savane FM* a diffusé, le 05 juillet 2019, la publicité d'un produit cosmétique qui aurait plusieurs vertus thérapeutiques.

Après analyse, le CSC a publié un communiqué dans lequel il rappelait tous les responsables des médias audiovisuels et de la presse écrite au sens de responsabilité. En outre, il les a invités à exiger préalablement le visa du Ministre de la Santé autorisant la publicité de ces produits avant toute diffusion.

4. Publicité à caractère violent

La télévision *3TV* a diffusé, le 26 juillet 2019, un spot publicitaire relatif au lancement d'un parti politique dénommé *« Mouvement Patriotique pour le Salut (MPS) »*. De la teneur du spot, l'on retient que l'attention d'une élève révisant ses cours est attirée par une attaque terroriste perpétrée dans un village. S'inquiétant de l'avenir du pays, son grand-père la rassura qu'un autre Burkina était possible avec le MPS.

Après analyse du spot, le CSC a estimé que son contenu contrevenait à l'article 20 de la loi portant réglementation de la publicité au Burkina Faso, qui dispose qu'*« aucun message publicitaire ne doit contenir des scènes de violence, des scènes provoquant la peur ou la haine, des scènes encourageant les abus,*

l'imprudence ou la négligence ou des scènes portant atteinte aux droits des mineurs, à l'intimité de la vie privée, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs ».

En conséquence, le CSC a adressé une lettre d'observations au Directeur général de 3TV, l'invitant à suspendre la diffusion du spot incriminé.

Paragraphe 2 : Les autosaisines relatives au traitement de l'information



La télévision privée BF1 a été auditionnée le 10 juin 2019

Les manquements relatifs au traitement de l'information ayant fait l'objet d'autosaisines ont porté sur la responsabilité sociale du journaliste, la diffusion de propos injurieux et diffamatoires, des manquements relatifs à la sédition et/ou à l'appel à la révolte, le non-renouvellement du récépissé de parution, la publication d'images ou de propos choquants, l'intolérance religieuse et l'atteinte aux bonnes mœurs.

Ces manquements ont concerné le journal *Le Dossier*, la *RTB/Télé*, *BFI*, *Burkina info*, *3TV*, *Optima FM*, *Oméga FM*, *Iqra* et *La Nation Vox Populi*.

1. Responsabilité sociale du journaliste

✓ Cas du journal *Le Dossier*

Le CSC a constaté la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'un document sonore produit par le Directeur de publication du journal *Le Dossier* qui porte sur une opération des forces de défense et de sécurité, courant janvier 2019, dans les départements de Kain, de Bomboro et de Banh et ayant permis de neutraliser cent quarante-six (146) terroristes selon un communiqué de l'Etat-major général des armées. L'élément diffusé met en cause l'armée, l'accusant d'exécutions sommaires de citoyens.

Le CSC a estimé que le contenu du document était de nature à discréditer l'armée et à démoraliser les troupes. Il a jugé, en outre, que la diffusion d'une telle information brute sur les réseaux sociaux avant même la parution du journal relevait d'une intention malveillante.

A l'issue d'une audition, une lettre d'observations a été adressée au Directeur de publication du journal, l'exhortant à plus de professionnalisme.

✓ Cas de la *RTB / Télé*

La *RTB/Télé* a diffusé, le 14 avril 2019, au cours de son émission hebdomadaire « *Débat de presse* », des propos jugés haineux et stigmatisants tenus par un des invités de l'émission. Dans ses propos relatifs à la décision gouvernementale d'authentifier les diplômes des fonctionnaires, cet invité accusait les Burkinabè nés et ayant grandi en Côte d'Ivoire, communément appelés « *diaspos* », d'être des falsificateurs de diplômes et à l'origine de la dépravation des valeurs nationales.

Ces accusations ont provoqué l'indignation de l'opinion publique, notamment sur les réseaux sociaux.

Face au contexte social caractérisé par une tendance à la stigmatisation de certaines composantes de la société, le CSC a interpellé les responsables de la télévision, ainsi que l'auteur des propos sur la responsabilité sociale qui est la leur dans la préservation de la cohésion sociale.

✓ *Cas de la radio Oméga FM*

La radio *Oméga FM* a reçu, le 12 mai 2019, au cours de son émission hebdomadaire « *Dimanche politique* », un chercheur du CNRST et chargé de cours à l'Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou. Les échanges ont porté sur la situation socio sécuritaire du pays marquée par la recrudescence des attaques terroristes et des conflits ethniques. Dans ces propos, l'invité a insisté sur la stigmatisation des Peulhs, tout en assimilant les « *Kolgwéogo* » à des terroristes.

Le CSC a estimé qu'au regard de la situation nationale, l'insistance de l'invité sur des aspects ethniques peut être de nature à exacerber les tensions entre les communautés.

L'institution a adressé une lettre d'observations au Directeur général de la radio lui rappelant l'obligation de veiller au respect du principe de la responsabilité sociale du journaliste.

✓ *Cas de la télévision Burkina Info*

La télévision *Burkina Info* a reçu, dans son émission hebdomadaire dénommée « *Le Grand déballage* » du 03 novembre 2019, une activiste de la société civile et des réseaux sociaux. L'entretien a porté sur diverses questions d'actualité, notamment son incarcération à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO) en août 2018. Répondant aux questions de son intervieweur, l'activiste a fait certaines « *révélations* » dans lesquelles des individus étaient nommément cités.

Le CSC a estimé que des dispositions devraient être prises par l'animateur pour éviter de causer des préjudices aux individus qui viendraient à être cités ou d'entraver les procédures judiciaires en cours.

Le journaliste, en n'ayant pas recadré son interlocutrice, a enfreint ainsi la déontologie.

En conséquence, le CSC a adressé une lettre d'observations au Directeur général et à l'animateur pour l'exhorter à plus de professionnalisme dans la conduite de l'émission.

2. Propos de nature injurieuse et diffamatoire

✓ *Cas de la radio Optima FM*

Le CSC a été, à maintes reprises, interpellé par l'opinion publique sur le contenu de l'émission « *Biibenooré* » diffusée en mooré sur la radio *Optima FM*.

L'observation quotidienne du contenu de cette émission a effectivement permis de constater que l'animateur se rendait régulièrement coupable de violations de la loi, de l'éthique et de la déontologie journalistique.

Après l'avoir entendu sur les propos tenus lors de ses émissions du 05 juillet, du 10 septembre, des 07, 09 et 14 octobre 2019, le CSC a jugé que lesdits propos étaient attentatoires à la loi. Il a, de ce fait, procédé à la suspension de l'émission « *Biibenooré* » par décision N°2019-023/CSC/SG/CAB du 15 novembre 2019 pour une période de trois (03) mois.

3. Diffusion d'images choquantes

La télévision *3TV* a diffusé, au cours de son journal de 13 heures du 04 juillet 2019, des images d'une frappe aérienne contre un centre de migrants en Libye. L'élément présente des blessés graves et des corps sans vie. Ces images ont été jugées choquantes et contraires aux dispositions légales et réglementaires. Par conséquent, le CSC a adressé une lettre d'observations aux responsables de la télévision *3TV* pour leur signifier les manquements et les inviter au respect de la loi.

4. Intolérance religieuse

La radio *Iqra* a diffusé, le 06 juillet 2019, une émission de prêche musulman mettant en cause les préceptes chrétiens, notamment la personnalité de Jésus Christ. Le CSC a estimé que l'émission comportait des dérives, telles que le non-respect des principes de la tolérance religieuse, de la liberté de croyance reconnus par la Constitution.

En effet, la réglementation fait obligation aux médias confessionnels d'accepter la différence, de prêcher la tolérance, la fraternité et d'éviter la diffusion de toute émission de nature à dégrader toute personne ou à avilir toute communauté humaine.

Ainsi, l'institution a-t-elle adressé à la radio une lettre d'observations pour l'exhorter au respect de la légalité.

SECTION 2 : LES SAISINES

Dans le cadre de sa mission de contrôle du contenu des médias, le CSC a enregistré, au cours de l'année 2019, plusieurs saisines.

Paragraphe 1 : Les saisines relatives aux contenus publicitaires

Au cours de l'année 2019, le CSC a enregistré deux (02) plaintes portant sur des contenus publicitaires.

1. Plainte du Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire

Le Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire a saisi le CSC par lettre en date du 08 août 2019 relativement à un spot publicitaire d'une société immobilière diffusé par plusieurs médias. Le plaignant estimait que ledit spot avait, non seulement, un caractère sexiste et attentatoire aux droits de la femme burkinabè, mais aussi violerait certaines dispositions légales.

De l'analyse, il ressort que le contenu de ce spot était effectivement contraire à la loi sur la publicité qui dispose en son article 48 que « *aucun message publicitaire ne doit suggérer l'idée d'une infériorité ou d'une dépendance de la femme à l'homme et réduire son rôle à l'entretien du foyer ou à des tâches purement ménagères en méconnaissance de ses aptitudes et de ses aspirations* ». Le CSC a reçu le Directeur général adjoint de ladite société pour une séance de travail. Une lettre d'observations lui a été adressée l'exhortant à prendre toutes les mesures utiles pour suspendre la diffusion du spot incriminé.

2. Plainte du Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat

Le 17 juillet 2019, le Premier ministre, par bordereau d'envoi, a saisi le Conseil supérieur de la communication (CSC) par lettre du Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement (MCRP) relativement aux spots publicitaires diffusés par les médias en matière de promotion immobilière. Selon le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, ces spots publicitaires comportaient des contenus et caractères commerciaux qui jettent un discrédit sur l'activité de promotion immobilière et qui nuisent aux efforts de son département à faire respecter les règles relatives à ladite activité.

Après analyse de la plainte, il ressort que les publicités mises en cause ne sont ni des publicités interdites, ni des publicités soumises à l'obtention d'un visa aux termes de la loi n°080-2015/CNT du 23 novembre 2015 portant réglementation de la publicité au Burkina Faso.

Par conséquent, le CSC s'est déclaré incompétent dans la mesure où l'appréciation des textes législatifs et des conventions en matière de promotion immobilière ne relève pas du champ de ses compétences.

Paragraphe 2 : Cas de saisines liées au traitement de l'information

Conformément à ses missions, le CSC peut être saisi par toute personne qui constate des manquements dans le contenu de l'activité médiatique, qu'elle soit directement concernée ou non. Dans ce cadre, l'institution a examiné, au cours de l'année 2019, plusieurs saisines portant essentiellement sur l'existence d'entreprises illégales, la diffamation et la responsabilité sociale.

1. Existence sur le marché d'entreprises illégales

Le CSC a été saisi, en mai 2019, de la présence de distributeurs de programmes audiovisuels à péage illégalement installés au Burkina Faso. Il s'agissait, entre autres, d'une entreprise fictive qui distribuait via un décodeur, une antenne parabolique et une clé de connexion, des chaînes à péage dont certaines étaient distribuées par « *Canal Plus Burkina* » et « *Neerwaya Multivision* ».

Sur la base des informations reçues, le dossier a été confié à la Gendarmerie qui a effectivement entendu les responsables de ladite entreprise, et procédé à la saisie de certains matériels. Relativement aux autres cas, les enquêtes sont toujours en cours.

2. Diffamation

Le CSC a reçu une plainte émanant d'une société immobilière contre le bimensuel *Le Courrier confidentiel* dans sa parution du 10 septembre 2019. Ladite société accuse le journal « *d'organiser une prise à parti sur fond de diffamation, de dénonciation calomnieuse et d'atteinte à la vie privée* » de son premier responsable. L'article mis en cause est une enquête qui expose les difficultés rencontrées par des souscripteurs de ladite société immobilière et l'accuse, de ce fait, de « *publicité mensongère* » et « *d'arnaque* ».

Après examen de la plainte, le CSC a programmé une audition contradictoire entre les deux parties. Mais, la partie plaignante ne s'est pas présentée, toute chose qui a abouti à l'extinction de la procédure.

3. Manquement à la responsabilité sociale

Le CSC a été saisi, le 13 août 2019, d'une plainte contre la radio *Liberté* par un commerçant résidant dans la province du Sanmatenga. Il reproche à ladite radio une complicité de diffamation et de dénonciation calomnieuse tendant à exposer sa vie et celle de sa famille à un danger de mort, à travers une interview qu'elle a diffusée sur ses ondes, ainsi que sur sa page Facebook.

Après une audition contradictoire entre les deux parties, le Conseil est parvenu à la conclusion que cette interview tombait sous le coup de la diffamation, car la radio se devait de recouper l'information avant toute diffusion. Il a également déploré le choix du genre rédactionnel jugé inapproprié pour le traitement de ce type d'information. Toute chose qui met en cause la responsabilité sociale du média. Ainsi, le CSC a adressé une mise en demeure à la radio.

Les responsables des médias en ligne *Netafrique.net* et *aOuaga.com*, qui avaient également relayé la même interview *in extenso*, ont également été auditionnés par le CSC. Des lettres d'observations leur ont été adressées pour les exhorter à plus de professionnalisme.

CHAPITRE IV : CONTENTIEUX

Dans sa mission de veille de l'application de la législation et de la réglementation relative à la communication au Burkina Faso, le CSC a connu, au cours de l'année 2019, quelques contentieux.

SECTION 1 : SUIVI ET GESTION DU CONTENTIEUX

En 2019, aucun acte de régulation n'a fait l'objet de contentieux. Cela est certainement dû à l'approche pédagogique adoptée par le Collège des conseillers. Toutefois, d'autres types de contentieux impliquant l'institution ont fait l'objet de suivi.

Il s'agit du contentieux devant le Tribunal Administratif portant sur la réclamation des arriérés de paiement liés à la construction de la Délégation régionale de l'Ouest du CSC. En vue de mettre fin au litige, l'institution a proposé un règlement à l'amiable. Cette proposition a été envoyée au ministre en charge des finances. Cependant, il y a lieu de noter que le dossier n'a pas été vidé au cours de l'année 2019.

Deux autres contentieux sociaux initiés par des ex-travailleurs du CSC devant le tribunal de travail de Ouagadougou ont également fait l'objet de suivi. Ces deux (02) dossiers restent également pendants devant cette juridiction.

SECTION 2 : ACTIVITES DE MEDIATION

Paragraphe 1 : Médiation entre opérateurs

Au cours de l'année 2019, un différend entre la société française *France Télévisions*, éditrice de chaînes de télévision, et la société burkinabè *Neerwaya Multivision*, distributeur de services, a été porté à la connaissance du CSC. La première accusait la seconde de piratage de ses chaînes.

Le CSC a auditionné les responsables de la société *Neerwaya Multivision*, ce qui a permis à ces derniers d'informer l'institution que des négociations seraient en cours entre les deux sociétés en vue d'un règlement amiable.

Une correspondance a été adressée à « *France Télévisions* » pour faire le point des diligences entreprises et l'inviter à privilégier le règlement amiable du différend.

Paragraphe 2 : La situation des distributeurs de services en mode MMDS

A l'issue d'une réunion entre les Présidents du CSC et de l'ARCEP en mai 2019, il est apparu la nécessité de réfléchir à la situation des distributeurs de services en mode MMDS qui doivent, conformément aux recommandations de l'UIT, libérer les bandes de fréquences qu'ils occupent actuellement. En vue de leur permettre de maintenir leurs activités, l'une des solutions proposées était de les autoriser à exploiter le réseau TNT à côté de la Société Burkinabè de Télédiffusion (SBT). Cependant, le législateur ayant accordé un monopole temporaire à la SBT sur les activités de diffusion TNT, deux questions préalables se posent :

- ✓ à quel moment sera-t-il possible de déterminer si les conditions du marché de la TNT permettent son ouverture au secteur privé ?
- ✓ sur quels critères s'appuyer pour autoriser les opérateurs de diffusion privés tout en tenant compte de la situation d'urgence des distributeurs de services en mode MMDS ?

La réponse à ces deux questions a permis de relever, d'une part, que l'appréciation du marché ne pouvait être effectuée que sur la base d'une étude. D'autre part, pour autoriser de nouveaux entrants, les textes communautaires de l'UEMOA commandent une procédure de mise en concurrence.

Paragraphe 3 : Médiation pour la résolution d'une crise au sein de la communauté musulmane

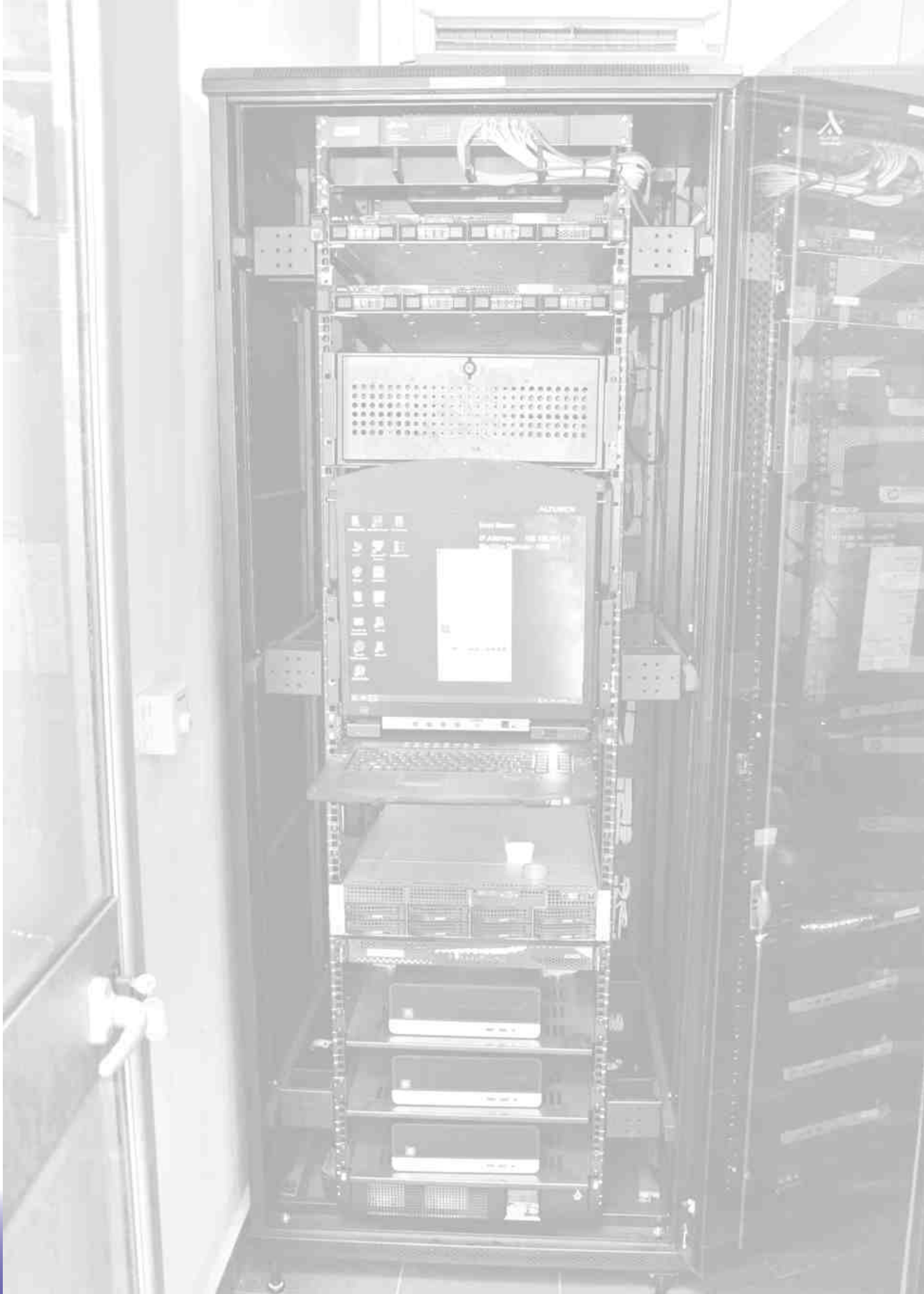
Le CSC a pris part, en février 2019, à une série de concertations avec des membres du Bureau exécutif permanent (BEP) de la communauté musulmane du Burkina Faso, en vue de la recherche de solution au différend né entre certaines composantes de cette communauté.

Ces rencontres font suite à une plainte pour non-diffusion de droit de réponse par la radio *Al Fadjr*, adressée au CSC par trois membres dudit bureau.

La médiation du CSC a permis de mettre fin au différend lié au droit de réponse.



**RENCONTRES, COOPERATION
ET PARTENARIAT**



CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL

Tout au long de l'année 2019, le Président du CSC, Monsieur S. Mathias TANKOANO, a accordé des audiences à des personnalités nationales et étrangères. Il a aussi rendu des visites à d'autres autorités et participé à des réunions de travail.

SECTION 1 : VISITES AU CSC

Paragraphe 1 : Audiences du Président

- Le Président du CSC, Monsieur S. Mathias TANKOANO, a accordé une audience, le 18 janvier 2019, aux responsables et animateurs de médias audiovisuels. Les échanges ont porté sur la conduite des émissions interactives et ont abouti aux recommandations suivantes la nécessité de la formation des animateurs des émissions interactives, l'élaboration d'une charte de conduite des émissions interactives sous l'égide du CSC, l'organisation d'un débat national sur la dépravation des mœurs due à l'influence des « *télénovelas* ».
- Le 28 janvier 2019, il a reçu Monsieur Pierre JALLADEAU, Directeur Afrique de CFI, présent au Burkina Faso pour le lancement du projet « Eco Médias » porté par l'UNALFA. Cette audience s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du projet « *Médias Sahel* ».
- Le 11 avril 2019, ce fut le tour de la Représentante de Facebook chargée des politiques publiques pour l'Afrique francophone, Madame Balkissa Ide SIDDO d'être reçue. Au cours de cette audience, la problématique de la régulation du contenu des réseaux sociaux a été évoquée.



► *Photo de famille à l'issue d'une audience accordée au Directeur Afrique de CFI, le 28 janvier 2019*

- Le 16 avril 2019, il s'est entretenu avec une équipe de consultantes composée de Mesdames Nestorine SANGARE et Virginie RAMEY, engagée par l'Union européenne dans le cadre d'une étude sur les questions du genre dans les médias. Cette étude devra faire ressortir la représentativité des femmes dans les métiers de l'information, leur accès à l'information et aux technologies de l'information et de la communication, la question des mutilations génitales féminines, leur participation aux élections. Tout cela dans le but de suggérer à l'Union européenne une liste d'actions qu'elle devra financer. Le Président les a remerciées de leur visite au CSC et a salué la pertinence de l'étude.
- Le 24 avril 2019, le premier responsable du CSC a reçu une délégation de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) du Maroc composée de Messieurs Talal SALAH DINE et Adil BOURBATE. Cette mission était présente au Burkina Faso, sur invitation du CSC, qui voulait s'inspirer de l'expérience du Maroc en vue de l'acquisition d'un système performant de monitoring des contenus audiovisuels.

Il s'agissait pour les experts marocains de cerner tous les contours de la régulation burkinabè en vue de l'implémentation du système HMS (HACA-Media-Solutions) au Burkina Faso.

- Le 15 juin 2019, monsieur le Président a reçu le représentant de la Fondation Hanns Seidel (FHS), Monsieur Klaus GRÜTJEN. Cette audience fut l'occasion pour les membres de la Fondation de présenter leur structure qui oeuvre à l'enracinement de la démocratie en Afrique.
- Le 19 juin 2019, il a reçu Monsieur Nasser Ahmed SYED, Directeur des Opérations satellites de la chaîne de télévision MTA International, accompagné du Directeur général de MTA-Burkina, Ch. Ahmad Bajwa NAEEM, et de l'Amir Nasir Saqib MAHMOOD, Président du mouvement Jamaa'at islamique Ahmadiyya Burkina Faso. Cette délégation est venue faire part au Président du CSC des ambitions du mouvement islamique Ahmadiyya et de sa chaîne de télévision MTA pour le Burkina Faso. Il a indiqué leur apport dans différents domaines, notamment l'éducation, la cohésion sociale et la paix.

Le Président du CSC a félicité et encouragé le mouvement islamique Ahmadiyya pour ses actions fort appréciables dans l'humanitaire dans la région du Sahel, en l'occurrence à Dori.

- Le 26 juin 2019, Me TANKOANO a échangé avec une mission de l'Organisation des Nations Unies (ONU) conduite par Monsieur Akinyemi ADEGBOLA, Coordonnateur de la division de l'assistance électorale au siège de l'ONU. Présente au Burkina Faso pour une évaluation du processus pré-électoral, cette mission est venue comprendre le rôle du CSC dans le processus électoral et les défis qui se présentent à lui.

Le Président du CSC, après avoir situé le contexte sociopolitique dans lequel vont se tenir les futures élections, a relevé les défis auxquels l'organe de régulation devra faire face. Il s'agit notamment de la gestion de la période de précampagne, de la couverture médiatique de la campagne électorale ainsi que de la période postélectorale, le rôle du CSC étant d'assurer à tous les candidats l'égal accès aux médias publics et de veiller au respect de l'équilibre de l'information.

Ces échanges ont permis au Coordonnateur de la division d'assistance électorale de l'ONU et à ses collaborateurs d'appréhender les défis majeurs du CSC dans l'organisation des élections.

- Le Président du CSC a reçu en audience, le 1er août 2019, Monsieur Mathieu CIOWELA, Représentant-résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burkina Faso. Cette audience s'inscrivait dans le cadre de l'assistance électorale sollicitée par l'Etat burkinabè auprès du PNUD. Elle avait pour objet de permettre au PNUD de cerner le rôle du CSC dans le processus électoral et de recueillir ses besoins et préoccupations en rapport avec les élections à venir. Cette audience fait suite à celle du 26 juin 2019 qui s'est tenue autour des mêmes objectifs.
- Le 22 août 2019, une audience a été accordée à une délégation de Women International League for Peace and Freedom Group Burkina Faso (WILPF/Burkina Faso) conduite par sa présidente, Madame Régina OUATTARA. Elle est venue présenter son organisation et solliciter du CSC une collaboration et un accompagnement pour l'atteinte de son objectif qui est de promouvoir la paix, la sécurité et les droits humains au Burkina Faso.

Le Président du CSC a félicité l'Association des femmes engagées pour la paix au Burkina Faso et l'a invitée à une réunion avec ses services techniques afin de dégager les attentes et le contenu du partenariat.

- Le 18 septembre 2019, il a reçu une délégation de l'Union africaine (UA) et de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance (IDEA International). La délégation, conduite par Madame Minata SAMATE/CESSOUMA, Commissaire aux Affaires politiques de l'UA, est venue comprendre le rôle de l'instance de régulation pendant les élections de 2020.

Le Président du CSC a présenté l'institution et la stratégie envisagée pour réguler le discours électoral. La délégation a promis au CSC un accompagnement en termes de formation.

- Le 04 novembre 2019, monsieur le Président a accueilli une délégation du CSC du Niger. La délégation était conduite par Madame Hadiza KHALIFA et composée de Monsieur Kadri HAMADOU, Conseiller, et de Madame Biba BOUREIMA, chef de service du personnel.

Cette mission est venue s'enquérir de l'expérience du CSC en matière de régulation en période électorale et la gestion de la presse en ligne.



Séance de travail avec la délégation de l'Union Africaine conduite par Madame Minata SAMATE, le 18 septembre 2019

Paragraphe 2 : Visites et réunions de travail

- Le Président du CSC, accompagné d'une délégation, a rendu une visite au Premier Ministre, Son Excellence Monsieur Christophe Joseph Marie DABIRE, le 29 mars 2019. Au cours de cette visite, les échanges ont porté sur l'organisation des futures élections, le vote des Burkinabè de l'étranger et la nécessité du renforcement des capacités des journalistes sur le traitement de l'information sur le terrorisme.
- Le 22 octobre 2019 a eu lieu, dans la salle de conférences du CSC, une rencontre entre les différents acteurs de la transition vers la Télévision numérique terrestre (TNT) et les éditeurs de services privés. Cette rencontre avait pour objet de discuter de l'extinction du signal analogique et du passage à la TNT à compter du 1^{er} novembre 2019.
- Le CSC a eu une rencontre d'échanges, le 27 septembre 2019, avec les responsables des télévisions publiques, privées et Canal+Burkina sur le contenu de leurs programmes servis au public. Il s'agissait pour l'instance de régulation d'interpeller les chaînes de télévision sur la problématique des séries communément appelées « *Télénovelas* ». Il les a invité à réfléchir sur les mesures à prendre pour atténuer leurs effets néfastes sur le public jeune.
- Le 16 décembre 2019, le CSC a rencontré les responsables de l'Agence nationale de régulation pharmaceutique (ANRP). A l'issue des échanges, les participants ont recommandé la création d'un cadre de concertations entre le CSC et l'ANRP en vue de mutualiser les efforts pour une meilleure régulation du contenu des publicités relatives aux produits pharmaceutiques et de la médecine traditionnelle.

SECTION 2 : PARTICIPATION A DES RENCONTRES AU PLAN NATIONAL



► *Le président du CSC, Me Mathias TANKOANO (extrême droite), a parrainé, le 03 mai 2019 à Ouagadougou, la cérémonie marquant la célébration de la 6^{ème} journée mondiale de la liberté de la presse organisée le centre national de presse Norbert ZONGO.*

- Le Président du CSC a présidé la cérémonie de lancement du projet Eco Médias, le 28 janvier 2019. Ce projet de l'Union nationale de l'audiovisuel libre du Faso (UNALFA) et cofinancé par l'Union européenne et Canal France International (CFI) vise à contribuer à la qualité du débat public et au renforcement du contrôle citoyen en matière de bonne gouvernance économique grâce aux médias.
- Le Président du CSC a parrainé, le 03 mai 2019, la cérémonie marquant la célébration de la 6^e Journée mondiale de la liberté de la presse, organisée par le Centre national de presse Norbert ZONGO, sur le thème « Médias et élections dans un contexte de crise sécuritaire et communautaire au Burkina Faso ».

- Monsieur S. Mathias TANKOANO a présidé la 22^e Nuit du communicateur, tenue le 11 mai 2019, dans la salle des Banquets de Ouaga 2000. Cette cérémonie a été marquée par la proclamation des résultats et la remise des Prix Galian.



► *Le président du CSC, Me Mathias TANKOANO (à gauche), a présidé la 22^{ème} édition des Prix Galian tenue le 11 mai 2019 à Ouagadougou.*

- Le CSC a participé au forum 2019 du Conseil économique et social (CES), du 23 au 25 juillet 2019. Une communication y a été livrée sur le thème « *Quels mécanismes de régulation de l'utilisation des TIC pour la promotion d'une jeunesse et d'une citoyenneté responsable ?* » par l'intermédiaire de Monsieur Louis Modeste OUEDRAOGO, Chargé de missions, représentant le Président du CSC.

- Le CSC a organisé, en collaboration avec la Direction générale des Impôts (DGI), deux ateliers, respectivement le 31 janvier et le 18 mars 2019 à Ouagadougou, en vue de réfléchir sur la problématique de la fiscalité des entreprises de presse et de la publicité.



Vue des participants à l'atelier sur la problématique de la fiscalité des entreprises de publicité, le 18 mars 2019

- Le 06 février 2019, le CSC a organisé, en collaboration avec la Commission de l'informatique et des libertés (CIL), une rencontre de concertation sur la problématique des atteintes aux droits des personnes sur les réseaux sociaux. Au cours de cette rencontre, un comité ad'hoc chargé de proposer des pistes de solutions a été mis en place.



► *Rencontre de concertation entre le CSC et la CIL sur la problématique des atteintes des droits de l'homme sur les réseaux sociaux, le 06 février 2019*

CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT

Pour l'atteinte de ses objectifs, le CSC entretient des relations avec les autres institutions nationales et internationales et participe aux activités organisées par différents organismes entrant dans le cadre de la régulation et de la communication.

SECTION 1 : SEMINAIRES ET CONFERENCES AU PLAN NATIONAL

- En marge des activités de la 26e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO), le CSC a organisé, le 27 février 2019, un panel sur « *La promotion de productions audiovisuelles nationales : quelles contributions des instances de régulation de la plateforme de l'UEMOA et de la Guinée ?* ».

Ce panel a réuni les Présidents des instances de régulation de la communication de la Plateforme des Régulateurs de la Communication de l'UEMOA et de la Guinée, des acteurs médiatiques nationaux et des experts du secteur de l'audiovisuel. Il a permis de réfléchir sur la problématique de la production audiovisuelle, notamment les questions liées à son financement et à la promotion de productions nationales de qualité en phase avec les cultures et réalités nationales et africaines.

Les panélistes et les participants ont, à l'issue des travaux, fait des recommandations portant notamment sur :

- ✓ la nécessité pour les instances de régulation de mettre l'accent sur la définition de quotas de programmation des oeuvres nationales africaines ou d'inspiration africaine et de veiller au respect strict de cette réglementation par les éditeurs de services télévisuels ;
- ✓ le développement de l'autoproduction à travers des récompenses aux éditeurs qui se distingueront dans ce domaine ;

- ✓ la mise en place ou le renforcement des fonds nationaux de soutien à la production ;
 - ✓ la promotion de la coproduction et les échanges de programmes entre les éditeurs de services audiovisuels et en particulier entre les secteurs public et privé ;
 - ✓ la réduction de la dépendance aux financements extérieurs ;
 - ✓ l'harmonisation des textes de régulation des médias au sein de la Plateforme des régulateurs de la communication de l'UEMOA et de la Guinée.
- Le 02 mai 2019 a eu lieu au Centre national de presse Norbert ZONGO (CNP/NZ), un atelier de réflexion sur l'amélioration des textes régissant la presse au Burkina Faso. Cet atelier avait pour objet d'identifier les insuffisances des cinq lois de 2015 sur la presse et d'obtenir la contribution des participants pour l'amélioration desdits textes.
 - Le CSC a participé, du 22 au 25 juillet 2019, à l'atelier thématique sur l'élaboration de la Politique nationale de défense et de sécurité. Au cours de cet atelier, l'instance de régulation a livré une communication sur l'état des lieux des médias et l'identification des principales menaces à la paix et à la sécurité et les manquements récurrents. Il a proposé des recommandations pertinentes en vue de réduire les impacts négatifs que pourrait avoir l'activité médiatique sur la sécurité.

SECTION 2 : RENCONTRES AU PLAN INTERNATIONAL

Au titre des rencontres au plan international, on peut retenir la participation aux activités suivantes :

- Du 04 au 08 mars 2019, une délégation du CSC, composée des Conseillers Ismaël NIGNAN, Victor SANOU et du Directeur de l'Informatique et des Technologies, Servaire COULIBALY, a effectué une mission à Rabat au Royaume du Maroc, auprès de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA).

Il s'est agi, au cours de cette mission, de s'enquérir de l'expérience marocaine en matière de régulation dans ses aspects institutionnel, juridique, opérationnel et technique, avec un intérêt spécifique à la solution de monitoring des contenus audiovisuels HACA-Media-Solutions (HMS) ;

- Le Directeur de cabinet du CSC, Monsieur Boureima DIALLO, a participé, du 08 au 15 mars 2019, à Johannesburg en Afrique du Sud, à la 11^e Conférence internationale des commissaires de l'information. Cette conférence a regroupé une centaine de commissaires en charge de la régulation de leurs pays. Il s'est agi principalement d'évoquer l'accès aux sources d'information publique ;
- Le Conseiller Sonnontien Eugénie Séraphine YAMEOGO/OUATTARA et Madame le Secrétaire général du CSC, Massadalo Yvette NACOULMA/SANOU, ont participé du 25 au 29 mars 2019, à Marrakech au Royaume du Maroc, à la 12^e Assemblée générale de l'Union Africaine de Radiodiffusion placée sous le thème « *L'influence des nouveaux médias sur l'industrie de l'audiovisuel africain* ». Le forum, organisé à cette occasion, portait sur le thème « *L'apport des régulateurs dans le processus du passage de l'analogique au numérique* » ;
- Le Président du CSC a participé, du 05 au 10 avril 2019, à Lomé au Togo, à une séance de travail avec la HAAC dans le cadre de la préparation de l'élection présidentielle togolaise ;
- Le Président du CSC, accompagné du Conseiller Alexis KONKOBO, a participé, du 06 au 07 septembre 2019 à Tunis en Tunisie, à la Conférence des Présidents du REFRAM. A cette occasion, la présidence du Réseau est revenue au Président de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle de Tunisie (HAICA). Au cours de la rencontre, les membres ont fait un état des lieux de la feuille de route 2018-2019 et adopté celle de 2019-2021 ;
- Une délégation du CSC a participé, du 28 octobre au 22 novembre 2019, à la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-19), tenue sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications, à Charm El-Cheikh en Egypte.

La mission était composée du Vice-président, Abdoulazize BAMOGO ; du Directeur de la Règlementation, de la médiation et du contentieux, Daniel BONZI ; du Directeur de l'informatique et des technologies, Servaire COULIBALY et de Alassane DABRE, agent à la Délégation régionale de l'Ouest. Cette conférence avait pour objet l'examen et la révision du Règlement des radiocommunications, un traité international régissant l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites géostationnaires et non géostationnaires ;

- Le Président du CSC a participé, du 12 au 14 février 2019 à Bamako au Mali, à la 6^e Assemblée générale des Présidents de la Plateforme des Régulateurs de la communication des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Guinée. Ont pris part également à cette rencontre le Conseiller Jeanne COULIBALY, le Directeur de la règlementation, de la médiation et du contentieux, Daniel BONZI et l'ex-Directeur général de l'observation des médias et des études, Jean Paul TOE. Les travaux ont abouti à treize (13) recommandations dont la création d'un cadre de concertations de la Plateforme de l'UEMOA et l'élaboration d'un manuel de procédure en période électorale destiné aux médias. Au cours de cette Assemblée générale, Monsieur Fodié TOURE, Président de la Haute autorité de la communication (HACA) du Mali, a été élu Président de la Plateforme des régulateurs de la communication de l'UEMOA ;
- Le Président du CSC, accompagné du Conseiller Alexis KONKOBO, a participé, les 25 et 26 novembre 2019 à Yaoundé, au Cameroun, à une rencontre statutaire du RIARC qui célébrait ses vingt ans d'existence et à un séminaire international sur le piratage des contenus audiovisuels. A cette occasion, les anciens présidents du CSC du Burkina Faso, Madame Béatrice DAMIBA et Monsieur Beyon Luc Adolphe TIAO, ont reçu chacun une distinction honorifique du Réseau ;
- Le CSC a effectué, courant deuxième semestre de l'année 2019, des missions de partage d'expériences auprès des instances soeurs de régulation des communications du Bénin, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Togo. Ces missions s'inscrivaient dans le cadre du projet d'acquisition d'un système moderne de monitoring des médias au Burkina Faso.

SECTION 3 : PARTENARIAT

Paragraphe 1 : Convention avec le BBDA

Le CSC et le BBDA ont procédé à une signature de convention, le 21 février 2019 au sein du CSC, en vue d'une collaboration pour la protection et la promotion de la culture burkinabè dans les médias audiovisuels.

Ce partenariat est conclu pour cinq (5) ans renouvelable.



► *Signature de convention entre le CSC et le BBDA pour la protection et la promotion de la culture burkinabè dans les médias audiovisuelles, le 21 février 2019*

Paragraphe 2 : Convention avec la HACA du Maroc

Le 09 juillet 2019, le CSC et la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) du Royaume du Maroc ont signé une convention portant sur la mise à disposition, au profit du CSC, de la solution de monitoring des médias dénommée HACA-Média-Solutions.

Cet accord de partenariat est la parfaite illustration de l'excellence des relations entre le Royaume du Maroc et le Burkina Faso mais aussi révèle l'importance de la coopération Sud-Sud en matière de développement technologique.

Le Burkina Faso compte cent cinquante-quatre (154) stations de radio et vingt-neuf (29) chaînes de télévision. Ce paysage audiovisuel devrait encore s'agrandir avec la TNT. Alors que se pose déjà au CSC des difficultés pour le contrôle des contenus diffusés, l'acquisition d'une technologie de pointe pour contrôler le paysage médiatique en pleine expansion s'est avérée indispensable.



Signature de convention entre le CSC et la HACA du Maroc pour la mise à disposition du système de monitoring HMS au profit du CSC, le 09 juillet 2019



► *Remise de cadeau à Madame Latifa AKHARBACH, Présidente de la HACA du Maroc par le Président et les anciens Présidents du CSC, le 09 juillet 2019*





**GESTION DES RESSOURCES
HUMAINES, FINANCIERES ET DES
MATIERES**

CHAPITRE I: GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre de la formalisation et de la mise en oeuvre des mesures visant à accroître la productivité, l'efficacité et le rendement des ressources humaines, le CSC a mené plusieurs activités.

SECTION 1 : GESTION ADMINISTRATIVE

Le CSC a procédé à une réorganisation de ses différentes structures et à un redéploiement du personnel de l'institution, conformément aux dispositions du décret n° 2018-1177/PRES/PM du 26 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement du Collège des conseillers et des services administratifs du Conseil supérieur de la communication.

Au 31 décembre 2019, l'effectif du Conseil supérieur de la communication se présentait ainsi qu'il suit :

- Conseillers : 09 ;
- Fonctionnaires : 64 ;
- Contractuels : 36 ;
- Policiers : 04 ;
- Gendarmes : 02.

L'effectif total des agents, tous statuts confondus, au 31 décembre 2019, était de cent quinze (115) contre cent sept (107) en 2018, soit un taux d'accroissement de 7,48%.

Si de 2017 à 2018, l'effectif du personnel a baissé de 4,47%, il connaîtra une augmentation en 2019 de 7,48% due à un renforcement des effectifs du personnel chargé du monitoring des médias aux niveaux central et déconcentré, par le recrutement de trois (03) agents contractuels.

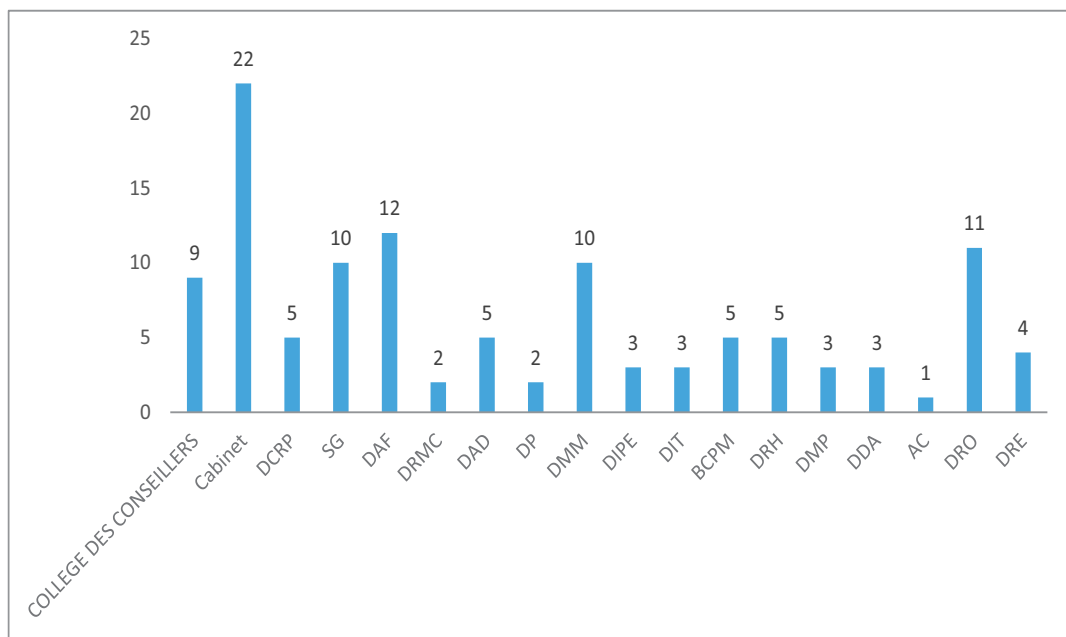
En outre, le CSC a bénéficié de la mise à disposition de cinq (05) agents, dont deux (02) en provenance d'autres ministères et trois (03) nouveaux sortants de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM).

L'institution a enregistré en 2019 le départ à la retraite de trois (03) agents, tous chargés de missions. Ce sont :

- BAMA Marguerite ;
- TIONON K. Justin ;
- OUEDRAOGO/GARANE Fatoumata.

La répartition du personnel par structure au 31 décembre 2019 est présentée par le graphique ci-dessous :

Graphique 15 : Répartition du personnel par structure



SECTION 2 : ASSEMBLEE GENERALE ET OEUVRES SOCIALES

Paragraphe 1 : Assemblée générale

Au titre de l'année 2019, l'institution a tenu une assemblée générale du personnel, le 21 octobre 2019, consacrée à la présentation du projet d'assurance santé au bénéfice de tout le personnel.

A l'unanimité, les participants ont marqué leur adhésion au projet qui constitue une autre source de motivation. Le démarrage des prestations a été effectif à compter du 1^{er} décembre 2019.



► *Le projet d'assurance santé au bénéfice des agents du CSC a été présenté au cours d'une assemblée générale de personnel tenue le 21 octobre 2019*

Paragraphe 2 : OEuvres sociales

La Mutuelle des travailleurs a assuré ses missions d'assistance de ses membres lors d'évènements sociaux et d'octroi de prêts.

Ainsi, la mutuelle a exprimé sa solidarité à l'occasion d'évènements heureux et malheureux ou dans des situations de maladie.

Un arbre de Noël a été organisé le 23 décembre 2019 au profit des enfants du personnel du CSC.

SECTION 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Paragraphe 1 : Renforcement des capacités du personnel



*Présidium de l'ouverture de la session de formation en rédaction administrative
des membres du Collège des Conseillers et des responsables de structures
du CSC, le 06 septembre 2019*

Au cours de l'année 2019, plusieurs actions de formation ont été menées au profit de l'ensemble du personnel. Il s'agit de :

- la formation des membres du Collège des conseillers et des responsables de structures administratives sur la déontologie administrative, l'éthique professionnelle et le top management. Cette formation s'est déroulée à Fada N'Gourma les 20 et 21 juin 2019 ;
- la formation aux techniques de rédaction administrative des chefs de services, secrétaires et des agents du CSC à Ouagadougou, du 02 au 05 septembre 2019 ;
- la formation des membres du Collège des conseillers du CSC et des responsables de structures administratives en relations publiques et en rédaction administrative, du 09 au 13 septembre 2019 à Ouagadougou.

Paragraphe 2 : Distinctions honorifiques



*Distinction honorifique de Monsieur Alexis KONKOBO,
Conseiller, et de Monsieur Justin K. TIONON,
Chargé de Missions au CSC, le 19 décembre 2019*

Au titre des distinctions honorifiques de 2019, vingt-neuf (29) médailles ont été décernées à des personnalités et à des agents du CSC dans plusieurs ordres et grades.

1. Officier de l'Ordre de l'Etalon

- ✓ BADOLO Adama, ancien Directeur général des Impôts ;
- ✓ COMBOÏGO Dieudonné Désiré, ancien Vice-président du CSC ;
- ✓ COULIBALY Jeanne Marie, Conseiller du CSC.

2. Chevalier de l'Ordre de l'Etalon

- ✓ BAMOGO Abdoulazize, Vice-président du CSC ;
- ✓ NIGNAN Ismaël, Conseiller du CSC ;
- ✓ MILLOGO Charles, Président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

3. Chevalier de l'Ordre du mérite burkinabè

- ✓ GOUBA/NAON Cécile, Présidente de Publicitaires Associés ;
- ✓ BOUDA Sidbénéwendé Francis, Technicien du son et de l'image de la Télévision BF1 ;
- ✓ SOUGOURI Adama, Directeur de la Radio « *La Voix du Paysan* » de Ouahigouya ;
- ✓ La Société des éditeurs de la presse privée.

4. Officier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication

- ✓ KONKOBO Alexis, Conseiller du CSC ;

5. Chevalier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication

- ✓ TIONON K. Justin, Chargé de missions du CSC ;
- ✓ KANTIONO Pauline, Chargée d'études du CSC ;
- ✓ DAO Abdoulaye, Directeur de l'instruction des plaintes et des études du CSC ;
- ✓ BATIONO Evariste, Chef de service de la communication à la Direction de la communication et des relations publiques du CSC ;

- ✓ BAZYOMO Désiré Vincent, agent de liaison à la Délégation régionale de l'Ouest du CSC ;
- ✓ DABRE Alassane, agent à la Délégation régionale de l'Ouest du CSC ;
- ✓ MANDE Mahamoudou, chauffeur au cabinet du Président du CSC ;
- ✓ Le Centre national de presse Norbert ZONGO ;
- ✓ La Radio « *LAAFI* » de Zorgho ;
- ✓ Le Journal « *LIBERATION* » de Bobo-Dioulasso ;
- ✓ NABA/TOMBIANO Kadiatou, ancienne animatrice à la Radio « *Fada FM* » à la retraite ;
- ✓ COMPAORE Barnabé, ancien Conseiller du CSC ;
- ✓ TAMBOURA Salamata Mimi, animatrice à la Radio « *LCD* » de Djibo ;
- ✓ KAFANDO Etienne, photojournaliste aux Editions « *LE PAYS* » ;
- ✓ OUEDRAOGO Hermione, journaliste à « *L'OBSERVATEUR PAALGA* » ;
- ✓ KY Thierry, animateur à la radio « *HORIZON FM* » de Ouagadougou ;
- ✓ Feu TRAORE Fabé, Directeur de publication du journal « *LE PATRIOTE* » de Bobo-Dioulasso ;
- ✓ TISSOLOGO Aimée Marie Agathe, animatrice à la Radio « *TAMBA* » de Fada N'Gourma.

CHAPITRE II : GESTIONS FINANCIERE ET DES MATIERES

Au titre de la gestion financière et comptable de l'année 2019, le CSC a mené des activités de recouvrement de recettes, d'exécution des dépenses et d'élaboration de l'avant-projet de budget 2020 et assuré la gestion des biens mobiliers et immobiliers de l'institution.

SECTION 1 : GESTION FINANCIERE

Paragraphe 1 : Recouvrement de recettes

Sur une prévision de cent soixante-quinze millions (175 000 000) de francs CFA, les recouvrements s'élèvent à cent quatorze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf (114 999 989) francs CFA, soit un taux de 65,75%.

Paragraphe 2 : Exécution des dépenses

Les dotations budgétaires de l'année 2019 s'élevaient à 1 012 434 000 F CFA pour des dépenses exécutées de 862 520 726 F CFA, soit un taux d'exécution de 85,19%. Ce taux relativement bas est dû à l'obtention tardive de la seconde tranche du budget, intervenue en fin novembre 2019.

La situation d'exécution des dépenses entrant dans le cadre de la régulation du secteur de la communication se présente comme suit :

Tableau 18 : Etat d'exécution du programme « Régulation du secteur de la communication »

Programme	Exercice 2019		
	Prévision	Exécution	Taux
<i>115- Régulation du secteur de la communication</i>	1 012 434 000	862 520 726	85,19%
TOTAUX	1 012 434 000	862 520 726	85,19%

Source : CID

La situation de l'exécution des dépenses par nature se présente comme suit :

Tableau 19 : Etat d'exécution des dépenses par nature du programme « Régulation du secteur de la communication »

Nature des dépenses	Exercice 2019		
	Prévision	Exécution	Taux
<i>DEPENSES COURANTES</i>	909 298 346	763 698 346	83,92%
Dépenses de personnel	378 507 000	359 250 246	94,91%
Dépenses d'acquisition de biens et services	418 817 000	348 111 600	83,12%
Dépenses de transferts courants	112 673 000	56 336 500	50%
<i>DEPENSES EN CAPITAL</i>	102 437 000	98 822 380	96,47%
Investissements exécutés par l'Etat	102 437 000	98 822 380	96,47%
TOTAUX	1 012 434 000	862 520 726	85,19%

Source : CID

La situation de l'exécution des dépenses par action se présente comme suit :

**Tableau 20 : Etat de l'exécution des dépenses par action du programme
« Régulation du secteur de la communication »**

Actions	Exercice 2019		
	Prévision	Exécution	Taux
115.01 : Régulation de l'offre médiatique audiovisuelle	414 374 000	402 738 246	97,72%
115.02 : Observation du contenu des médias	165 208 000	128 098 100	77,54%
115.03 : Contrôle des équipements techniques des médias audiovisuels	57 477 000	52 147 180	90,73%
115.04 : Documentation et archives	16 283 000	13 633 500	83,73%
115.05 : Pilotage et soutien aux services du CSC	359 092 000	265 903 700	74,05%
TOTAUX	1 012 434 000	862 520 726	85,19%

Source : CID

Paragraphe 3 : Elaboration de l'avant-projet de budget 2020 de l'institution

L'avant-projet de budget 2020 a été élaboré conformément aux dotations contenues dans le Document de programmation pluriannuelle et d'exécution budgétaire (DPPEB) 2020-2022 qui étaient de 834 712 000 de Francs CFA, de 852 506 000 de Francs CFA et de 863 801 000 de Francs CFA respectivement pour 2020, 2021 et 2022.

SECTION II : GESTION DES MATIERES

Paragraphe 1 : Inventaire initial des matières

L'inventaire initial des matières a concerné uniquement les immobilisations (matières durables). Il s'est déroulé du 10 au 24 juillet 2019 avec l'appui du Projet Comptabilité Matières dans l'Administration Publique du Burkina Faso (PCMAP-BF) de la Direction Générale des Affaires Immobilières et de l'Equipement de l'Etat (DGAIE).

L'appui du PCMAP-BF a consisté en un apport financier à hauteur de 33,26% du budget de l'inventaire et en un appui technique à travers la mise à disposition de deux agents de la DGAIE.

La réalisation de l'inventaire initial des matières a permis de constituer une base de données sur les matières durables du CSC (Cf annexe 9).

Paragraphe 2 : Acquisition de mobilier de bureau, de matériel de bureau et de matériel informatique

En décembre 2019, le CSC a acquis du mobilier de bureau, du matériel de bureau et du matériel informatique pour renforcer sa capacité en termes d'équipements. Ce matériel est composé d'ordinateurs, d'imprimantes, de vidéo projecteurs, de photocopieuses, de postes téléviseurs, de réfrigérateurs, de bureaux, de fauteuils, de chaises, d'armoires, de tables de réunion, d'étagères de rangement, d'onduleurs et de cafetières.

La situation du mobilier de bureau, du matériel de bureau et du matériel informatique acquis en 2019 se résume dans le tableau ci-après :

Tableau 21: Situation du mobilier de bureau, matériel de bureau et du matériel informatique acquis en 2019

N° ORDRE	DESIGNATION	QUANTITE
MATERIEL INFORMATIQUE		
01	Ordinateur de bureau	34
02	Ordinateur portable	15
03	Imprimante	30
04	Onduleur	37
05	Vidéo projecteur + tableau de projection	02
MATERIEL DE BUREAU		
01	Photocopieuse	03
02	Poste téléviseur	13
03	Réfrigérateur	09
04	Cafetière (chauffe-eau)	10
MOBILIER DE BUREAU		
01	Bureau directeur	08
02	Bureau secrétaire	05
03	Bureau agent	18
04	Fauteuil directeur	25
05	Fauteuil secrétaire	05
06	Fauteuil agent	24
07	Chaise visiteur directeur	20
08	Chaise visiteur secrétaire	10
09	Chaise visiteur agent	40
10	Armoire métallique 2 battants	05
11	Armoire métallique 05 clapets	10
12	Armoire métallique 10 clapets	10
13	Fauteuil pour salle de réunion	30
14	Table de réunion de 20 places	01
15	Etagère de rangement	10

Source : BCMP/CSC

1. Acquisition du matériel de monitoring

Avec l'appui de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), le CSC a acquis en octobre 2019 du matériel pour la mise en place du système de monitoring dénommé HMS (HACA Média-Solutions). Ce matériel est composé essentiellement d'encodeurs audio et vidéo (ordinateurs dédiés), de serveurs (applications, de bases de données) et d'équipements réseaux (KVM, Switch).

Ce matériel a permis de rendre opérationnel le système HMS à Ouagadougou avec l'accompagnement de la HACA-Maroc.

2. Valeur du patrimoine non financier du CSC

La valeur du patrimoine non financier du CSC, au 31 décembre 2019, est estimée à 1 980 519 760 de Francs CFA. Ce montant ne prend pas en compte la valeur des matières inventoriées au niveau des délégations régionales lors de l'inventaire initial des matières parce que le paramétrage du logiciel de gestion des matières n'intègre pas les données des services déconcentrés.

Le tableau suivant donne la valeur des matières par compte matières.

Tableau 22 : Valeur des matières par compte matières

N° COMPTE MATIERES	INTITULE	VALEUR (F CFA)
221	Terrains	300 762 000
231	Bâtiments administratifs à usage de bureau	718 911 600
233	Bâtiments administratifs à usage technique	21 659 344
235	Bâtiments administratifs à usage spécifique	3 481 192
241	Matériel de bureau et de logement	53 614 202
242	Mobilier de bureau et de logement	184 131 350
243	Matériel informatique	387 718 734
248	Matériel roulant et de transport	140 020 011
250	Matériel et outillage spécifique de communication audiovisuelle	148 891 828
256	Matériel et outillage spécifique des mines et énergies	14 421 999
260	Autres matériels et outillages techniques	6 907 500
Total		1 980 519 760

Source : SIGCM



**ACQUIS, PERSPECTIVES
ET RECOMMANDATIONS**

CHAPITRE I : ACQUIS

Au titre de l'année 2019, l'action du CSC a permis d'enregistrer des acquis majeurs. L'on retient pour l'essentiel :

- ✓ La définition de la nouvelle vision de l'institution « *Redorer l'image du Conseil supérieur de la communication et faire de l'institution, un instrument de consensus fort au service de l'ancrage de la démocratie au Burkina Faso* », dévoilée à l'occasion de l'atelier sur la nouvelle feuille de route, tenu les 20 et 21 juin 2019 à Fada N'Gourma.
- ✓ La mise en place d'un nouveau centre de monitoring avec le système HACA Media Solutions (HMS). Ce centre, qui est fonctionnel depuis le 27 décembre 2019, permet au CSC de faire le monitoring de quatre-vingt-dix-sept (97) services audiovisuels répartis comme suit :
 - 60 radios FM dont 36 en service ;
 - 15 radios IP régionales ;
 - 24 radios TNT et/ou satellitaires dont 17 en service.

La portée du système reste extensible. Il a une capacité de stockage de deux (02) ans pour les émissions télévisuelles et de cinq (05) ans pour celles radiophoniques. La technologie mise en place permet d'établir un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'activité du paysage audiovisuel et de traiter les appréciations formulées par les usagers.

- ✓ Le renforcement du réseau informatique de l'institution à travers l'acquisition d'équipements réseautiques et de sécurité.
Ces nouveaux équipements vont permettre la connexion sécurisée de tous les utilisateurs à l'intranet de l'institution et aussi à Internet.
- ✓ L'institution d'une assurance santé au profit des membres du Collège des conseillers et du personnel administratif à compter du 1er décembre 2019. Cet acquis a été rendu possible grâce à l'engagement des premiers responsables de l'institution.



► *Remise symbolique d'une carte d'assurance santé à un agent
par Monsieur Abdoulazize BAMOGO (à gauche),
Vice-président du Conseil Supérieur de la Communication, le 05 décembre 2019*

CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le CSC, en tant qu'autorité administrative indépendante et dans le souci d'atteindre ses objectifs, mènera dans le court et moyen termes certaines actions et recommande d'autres actions stratégiques.

SECTION 1 : PERSPECTIVES

En termes de perspectives, l'état des lieux du fonctionnement du CSC, tant au niveau du siège que des délégations régionales, conduit à envisager les actions suivantes à court et moyen termes :

- la relecture du Plan stratégique 2017-2021 du CSC ;
- l'extension du bâtiment du siège, à Ouagadougou ;
- la construction de la délégation régionale du Nord, à Ouahigouya ;
- le déploiement du système HMS à Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma, Ouahigouya, Dori et Djibo ;
- la numérisation des archives du CSC ;
- le renforcement des outils de contrôle du spectre ;
- le renforcement du parc automobile ;
- la gestion du discours politique dans le cadre des élections couplées de 2020 ;
- l'élaboration d'un référentiel des postes et compétences du CSC ;
- le renforcement du capital humain de l'Institution.

SECTION 2 : RECOMMANDATIONS

En vue d'optimiser son action de régulation et de contrôle du contenu des médias et pour tenir compte de l'évolution technologique et structurelle intervenue dans le secteur de la communication, le Conseil supérieur de la communication recommande :

- la relecture de la loi organique n°015-2013/AN du 14 mai 2013 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du CSC ;
- la relecture du décret n°2018-1177/PRES/PM du 26 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement du Collège des conseillers et des services administratifs du Conseil supérieur de la communication ;
- la relecture des textes régissant les médias ;

- le renforcement des capacités financières de l'institution ;
- la poursuite du plaidoyer pour l'allègement des charges fiscales au profit des entreprises de presse et de publicité ;
- la nécessité pour le gouvernement de trouver des solutions en vue d'assurer la continuité des activités des opérateurs MMDS, ceux-ci devant nécessairement libérer les bandes de fréquences actuellement utilisées conformément aux recommandations de l'UIT.

CONCLUSION

L'année 2019 aura été celle de la relance des activités de régulation après les difficultés de fonctionnement des années précédentes. L'opérationnalisation de l'organigramme de l'institution a permis une réorganisation des services administratifs, la mise en place des différentes commissions spécialisées du Collège des conseillers, le renforcement des ressources humaines et leur redéploiement à travers la nomination de nouveaux cadres et le recrutement de personnel technique.

Au plan des équipements, on note une nette amélioration du système d'observation du contenu des médias notamment avec l'acquisition du système de monitoring HMS et son installation au siège, l'acquisition de mobiliers de bureau et d'équipements informatiques. Cela a permis de relancer les activités de régulation.

En outre, le CSC a pu, dans le cadre des préparatifs des élections de 2020, se doter, dès la fin de l'année 2019, d'une stratégie globale de gestion du discours politique électoral permettant ainsi à l'institution d'avoir une longueur d'avance et d'exposer ses attentes et besoins au Gouvernement et aux partenaires techniques et financiers.

Toutefois, au regard du bilan des activités de l'année 2019, et en tenant compte du diagnostic général des compétences et des ressources de l'institution, il y a lieu de poursuivre les actions de renforcement des capacités du CSC.

La multiplicité des supports de communication de masse, notamment les réseaux sociaux et les nouveaux médias, a accru la nécessité de la régulation des contenus médiatiques dans le but de juguler les menaces à la paix sociale et de mieux protéger les droits des personnes.

Cela appelle, non seulement, des réformes juridiques en vue de renforcer les compétences de régulation, mais aussi la prise d'une décision politique forte relativement au statut de l'autorité de régulation. Ce qui lui donnera une autonomie administrative et financière et des moyens d'action suffisants.

Le CSC est, en effet, la seule autorité de régulation de la communication de la sous région qui ne dispose pas d'un statut dérogatoire au statut général de la fonction publique bien qu'il soit une institution constitutionnelle dont l'importance dans notre système démocratique est largement reconnue.

Dans le contexte actuel de crise et de libération excessive de la parole, le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du CSC devient un impératif.



ANNEXE 1 :
TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTES
RELATIFS AUX SESSIONS 2019 DU COLLEGE
DES CONSEILLERS

TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTES RELATIFS AUX SESSIONS 2019 **DU COLLEGE DES CONSEILLERS**

N° d'ordre	DESIGNATION		OBSERVATIONS
	DELIBERATIONS	DECISIONS/ARRETES	
01	Délibération N° 2019- 001/CSC du 29 janvier 2019 portant levée de la suspension des attributions des fréquences relais pour le compte des médias audiovisuels privés au Burkina Faso	Décision N° 2019-005/CSC du 22 février 2019 portant levée de la suspension des attributions de fréquences relais pour le compte des médias audiovisuels privés au Burkina Faso	-
02	Délibération N° 2019- 002/CSC du 12 février 2019 portant autorisation de signature d'une convention de collaboration entre le Conseil supérieur de la communication (CSC) et le Bureau burkinabè du droit d'auteur (BBDA)	-	Une convention de collaboration entre le CSC et le BBDA a été signée à cet effet, le 21 février 2019
03	Délibération N° 2019- 003/CSC du 12 février 2019 portant numérotation des services télévisuels autorisés dans le premier multiplex	-	Projet de décision en instance
04	Délibération n° 2019-004/CSC du 23 avril 2019 portant autorisation de réalisation d'une étude sur le taux de pénétration de la Télévision numérique terrestre (TNT) dans les ménages du Burkina	-	-
05	Délibération N° 2019- 005/CSC du 30 juillet 2019 portant réglementation des émissions d'expression directe sur les antennes des médias audiovisuels du Burkina Faso	Décision N° 2019-018/CSC du 19 août 2019 portant réglementation des émissions d'expression directe sur les antennes des médias audiovisuels du Burkina Faso	-

06	Délibération N° 2019- 006/CSC du 27 août 2019 portant autorisation de signature d'une convention spéciale entre le Conseil supérieur de la communication (CSC) et l'Association des radios catholiques du Burkina (ARCB)	-	Une convention spéciale a été signée avec l'association à cet effet le 05 décembre 2019
07	Délibération n° 2019-007/CSC du 24 septembre 2019 portant publication de la liste des entreprises de publicité déclarées auprès du CSC	Arrêté N°2019-073/CSC/CAB du 27 septembre 2019 portant publication de la liste des entreprises de publicité déclarées auprès du CSC	-
08	Délibération N° 2019-008/CSC du 13 novembre 2019 portant suspension de l'émission « BIIBENOOORE » de la radio Optima FM	Décision N° 2019-023/CSC du 15 novembre 2019, portant suspension de l'émission intitulée « BIIBENOOORE » sur les antennes de la « radio Optima FM » émettant sur la fréquence 106.8 MHz	-
09	Délibération N° 2019-009/CSC du 18 novembre 2019 portant adoption des projets de rapports publics 2017-2018 et de la maquette y relative	-	-
10	Délibération N° 2019- 010/CSC du 02 décembre 2019 portant autorisation d'exploitation d'une fréquence relais dans la localité de Yirgou au profit de l'Association action communautaire de développement du Centre-Nord (ACD/CN)	Arrêté N°2019-075/CSC/CAB du 05 décembre 2019 portant autorisation d'exploitation d'une fréquence relais à Yirgou au profil de l'Association action communautaire de développement du Centre-Nord (ACD/CN)	-
11	Délibération N° 2019- 011/CSC du 16 décembre 2019 portant autorisation d'effectuer une étude sur la viabilité économique des radios dans un contexte de pluralisme	-	-
-	-	Décision N° 2019-020/CSC du 07 octobre 2019 portant mise en demeure de la station radiodiffusion sonore dénommée « Radio Liberté »	-

Source : SG/CSC

ANNEXE 2 :
TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUDITIONS DE 2019

TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUDITIONS DE 2019

NUMERO D'ORDRE	DATE ET HEURE	STRUCTURES /PERSONNALITES AUDITIONNEES	MOTIFS DE L'AUDITION	REPRESENTANTS	RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'AUDITION	OBSERVATIONS
01	19 /04/2019	RTB	- Dérapage dans la conduite de l'émission « Débat de presse » du 14 avril 2019 relativement aux propos discourtois de l'invité de l'émission, Dieudonné ZOUNGRANA, à l'égard de la diaspora burkinabè.	- Evariste COMBARY représentant le DG ; -Jean Emmanuel OUEDRAOGO, rédacteur en chef ; -Aboubacar SAGNON, animateur de l'émission ; -Lookman ZERBO ; service juridique RTB ;	La commission a ordonné aux responsables de la RTB de prendre de meilleures dispositions pour une bonne conduite des prochaines émissions. Elle a, en outre, exigé que des excuses soient présentées au public au prochain numéro de l'émission.	Les représentants de la RTB ont reconnu les faits reprochés à la conduite de l'émission et ont pris l'engagement de présenter publiquement leurs excuses aux téléspectateurs.
02	19 /04/2019	Dieudonné ZOUNGRANA	Propos discourtois tenus à l'endroit de la diaspora burkinabè, au cours de l'émission « Débat de presse » du 14 avril 2019.	Dieudonné ZOUNGRANA, journaliste et invité de l'émission.	La commission a rappelé à Monsieur ZOUNGRANA la responsabilité sociale des journalistes et l'a invité à plus de retenue dans ses propos, afin d'éviter une rupture de la concorde et de l'unité nationale.	Monsieur ZOUNGRANA a adhéré au constat du CSC et s'est engagé à présenter des excuses au prochain numéro de l'émission.
03	10/06/2019 à 11 H 00	BF1	Dérapage au cours de l'émission « Presse Echos » du 2 juin 2019 relativement aux propos diffamatoires et injurieux prononcés par Monsieur Issaka LINGANI, invité de l'émission.	-Issoufou SARE Directeur général ; -Lookman SAWADOGO, animateur de l'émission.	-La commission a invité BF1 à plus de vigilance et de rigueur dans la conduite de cette émission. Elle a par ailleurs, lancé un appel à l'ensemble des promoteurs des médias pour un respect scrupuleux de la loi, de l'éthique et de la déontologie.	

04	10/09/2019 à 14 H 30	Issaka LINGANI	Tenue de propos diffamatoires et injurieux au cours de l'émission « Presse Echos » du 2 juin 2019.	Issaka LINGANI, journaliste et invité de l'émission.	RAS	L'intéressé, sous le prétexte de la liberté d'opinion, n'a pas voulu reconnaître la portée gravissime de ses propos.
05	23/09/2019 à 09 H 00	Radio Liberté	Saisine de monsieur Kibsa SAWADOGO pour une dénonciation calomnieuse et diffamatoire portée à son endroit sur les antennes de la radio « Liberté ».	- Représentant de la radio Liberté ; - Kibsa SAWADOGO, plaignant.	Mise en demeure de respecter les règles d'éthique et de déontologie du journalisme.	-
06	23/09/2019 à 10 H 30	Netafrique.net	Saisine de Monsieur Kibsa SAWADOGO pour une dénonciation calomnieuse et diffamatoire à son endroit, diffusée par la radio « Liberté » et reprise par « netafrique.net ».	- Représentant de netafrique.net ; - Kibsa SAWADOGO, plaignant.	-	-
07	23/09/2019 à 15 H 00	aOuaga.com	Saisine de Monsieur Kibsa SAWADOGO pour une dénonciation calomnieuse et diffamatoire à son endroit, diffusée par la radio « Liberté » et reprise par aOuaga.com.	- Représentant de aouaga.com ; - Kibsa SAWADOGO, plaignant.	-	-

08	02/10/2019 à 9 H 00	Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement.	Saisine du SYNATIC dénonçant un acte de « piratage » sur la fréquence de la RTB/télé, le 14 septembre 2019.	SG, Ministère de la Communication, DG de la RTB, Directeur de la télévision nationale.	RAS	Aucun acte de « piratage » n'a été relevé.
09	02/10/2019 à 11 H 00	Syndicat autonome des travailleurs de l'information et de la culture.	Saisine dénonçant un acte de « piratage » sur la fréquence de la RTB/Télé, le 14 septembre 2019.	Les responsables du syndicat.	RAS	Aucun acte de « piratage » n'a été constaté par le CSC.
10	14/10/2019 à 9 H 30	Courrier confidentiel et Abdoul service International SA.	Saisine de Abdoul Service International SA. pour dénonciation et protestation contre un article du journal « Le Courrier Confidentiel » n°187 du 10 septembre 2019.	Hervé TAOKO, Directeur de publication.	Envoi d'une lettre de notification au plaignant.	Le plaignant ne s'est pas présenté à l'audience.
11	12/11/2019	Radio Optima	Propos de l'animateur de l'émission « Biibenooré » de nature injurieuse, et diffamatoire et séditeuse, notamment dans les éditions du 05 juillet au 10 septembre et de celles du 07, 09 et 14 octobre 2019.	Karim ZANGO, Chef des programmes.	Suspension de l'émission pour une durée de trois mois.	-

ANNEXE 3 :
DECLARATION D'EXISTENCE
D'ENTREPRISES DE PUBLICITE

Les entreprises de publicité enregistrées en qualité d'agences-conseil en publicité

N° d'ordre	Dénomination de l'entreprise	Nom et Prénom du premier responsable	Numéro du récépissé de déclaration d'existence
01	ACCENT SUD	M. Lamoussa YARO	001/18/SG/CAB
02	ACE-DEVELOPPEMENT SYNERGIE	M. B. Jean-Pierre SOMDA	025/CSCS/CAB/SG
03	ACTIF CONSEIL	M. Michel BAYALA	018/CSC/CAB/SG
04	BUREAU DE COMMUNICATION POUR LA SANTE	M. Raymond TIENDREBEOGO	034/CSC/SG/DP
05	CITECOM	M. R. Marcel ZONGO	014/CSC/SG
06	DELPHICOM AFRIQUE SARL	Mme Delphine SABOURAULT	2019/001/CSC/CAB/SG /DP
07	EDIFICE Mc CANN ERICKSON	M. Joachim BAKY	027/CSC/CAB/SG
08	IMPULSION AGENCE CONSEIL	M. Benewendé Christophe Mesmer YAMEOGO	022/CSC/CAB/SG
09	INTERACTIVE G S COM	Mme Salamatou KERE/TOUVOULI	017/CSC/CAB/SG
10	INTERNATIONAL MARKETING MANAGEMENT CONSULTING GROUP	Dr Bertrand KIMA	021/CSC/CAB/SG
11	JL INTERACTIV	Mme GOUBA/NAON Cécile	019/CSC/CAB/SG
12	LABEL QUALITE	Mme Aïcha DABRE	015/CSC/CAB/SG
13	NOVACOM	Mme Carine Valérie SANOU	2019/002/CSC/CAB/SG /DP
14	OMEGA VISION COMMUNICATION	Nazaire Erick ZONGO	028/CSC/CAB/SG
15	PRODUCTIONS UNIVERSELLES	M. Salif SANFO	016/CSC/CAB/SG
16	VOODOO COMMUNICATION BURKINA FASO	M. Fabrice SAWEGNON	005/CSC/CAB/SG

Les entreprises de publicité enregistrées en qualité d'éditeur publicitaire

N° d'ordre	Dénomination de l'entreprise	Nom et Prénom du premier responsable	Numéro du récépissé de déclaration d'existence
01	ACCENT SUD	M. Lamoussa YARO	001/18/SG/CAB
02	GROUP IMPROVE	Ahmed Sedki GNESSIEN	024/CSC/CAB/SG
03	OMEGA PRINT PLUS SARL	Nazaire Erick ZONGO	029/CSC/CAB/SG

Les entreprises de publicité enregistrées en qualité de courtier en publicité

N° d'ordre	Dénomination de l'entreprise	Nom et Prénom du premier responsable	Numéro du récépissé de déclaration d'existence
01	CIBLE REGIE	M. Simon SUIED	009/CSC/CAB/SG
02	H. INCOST	Benjamin N'DO	030/CSC/SG/DP

**ANNEXE 4 :
DECLARATION D'EXISTENCE
D'ORGANES DE PRESSE ECRITE ET EN LIGNE**

LISTE DES JOURNAUX PRESSE ECRITE DECLARES EN 2019

N° ORDRE	PRESSE ECRITE
01	ART CHIC TECH
02	La voix de l'administrateur
03	PATRONAT INFOS
04	BOX OFFICE
05	Hakili Times Magazine
06	Infos artistes
07	Monde SIFU
08	Agros-Info
09	Le Soir Vox Populi

LISTE DES MEDIAS EN LIGNE DECLARES EN 2019

N° ORDRE	MEDIAS EN LIGNE
01	letalon.net
02	commune –actu.net
03	sentinelle.bf
04	www.citeelegance.net
05	owo.mag
06	www.ouagabuzz.com
07	islam.bf
08	intègreburkina.net
09	faso environnement.com
10	gulmuinfo
11	educbf.net
12	www.hariida.com
13	notre avenir
14	www.droitinfo.bf
15	Géo-Canal-info
16	www.rtsahel.com
17	kulturekibare.com
18	ludaybusnessezctualites.net
19	www.fasotv.net
20	laagandé TV
21	boima
22	www.echomagazine.info
23	www.lemonderural.com
24	www.collectivitesinfo.net
25	amas info
26	www.immersion-entreprise.com
27	www.innovateurs-inventeurs.com

ANNEXE 5 :
LISTE DES DEMANDES D'AUTORISATION

LISTE DES DEMANDES D'AUTORISATION EN 2019

N° ORDRE	DEMANDEURS	NATURE DE LA DEMANDE
01	Commune de Gon-Boussougou	Demande de fréquence radio
02	Association Djiguiya de Tougan	Demande de fréquence radio
03	Association Action Communautaire de Développement du Centre-Nord	Demande de fréquence relais
04	Commune de Tankougounadié	Demande de fréquence radio
05	Commune de Tougouri	Demande de fréquence radio
06	Promoteur de la radio Wat FM	Demande de fréquence radio relais Wat FM à Bobo-Dioulasso
07	M. Boureima BOUGOUMA, député à l'Assemblée nationale	Demande de fréquence radio
08	Association TugumZanga (ATZ)	Demande de fréquence radio et de création de station de télévision
09	Promoteur de la Radio Catholique Teriya (RCT)	Demande de création de télévision TNT
10	Commune de Sampelga	Demande de fréquence radio
11	Ministère de l'éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la promotion des langues Nationales	Demande de fréquence radio
12	Startimes Côte d'Ivoire	Demande d'autorisation de distributeur de programmes audiovisuels à péage
13	Eglise Evangélique Internationale Gethsémané de Dieu	Demande de fréquence pour création de télévision
14	Commune de Koudougou	Demande de fréquence radio
15	Promoteur de la Radio M'Zaka FM	Demande de fréquence radio
16	Radio Houndé Vision FM	Demande de fréquence radio
17	Zodo FM	Demande de fréquence radio
18	Association pour la mémorisation du Coran	Demande de fréquence radio et de télévision
19	Burkina Car et Equipement Sarl (BCE)	Demande d'autorisation de distributeur de programmes audiovisuels à péage

ANNEXE 6 :
ETAT DES DEPOTS DE BILANS FINANCIERS ET
MORAUX DES MEDIAS AUDIOVISUELS

Liste des médias audiovisuels ayant déposé leurs bilans financiers et moraux

N° ORDRE	MEDIAS AUDIOVISUELS
RADIOS CONFESIONNELLES	
01	Radio Alliance Chrétienne de Bobo
02	Radio Catholique Némara Zien
03	Radio de la Solidarité
04	Radio Evangile Développement
05	Radio Catholique Tériya
06	Radio Evangile Sud-Ouest (ESO)
07	Radio Notre-Dame de la réconciliation
08	Radio Maria Burkina
09	Radio Notre Dame de Kaya
10	Radio Notre Dame de la Paix
11	Radio « Fréquence Espoir »
12	Radio Notre Dame du Sahel
13	Radio Natigm-B-Zanga
14	Télévision Canal Viim Koeega
15	Radio Ave Maria
16	Radio Kantigiya de Nouna
17	Radio Igra
18	Radio Ahamadiyya Bbobo
19	Radio Ahamadiyya Léo
20	Radio Ahamadiyya Dori
21	Radio Ahamadiyya Dédougou
22	Radio Unitas
23	Radio Al Mafaz / Bobo
RADIOS ASSOCIATIVES	
01	Radio Echo des Cotonniers
02	Radio Salaki
03	Radio Salankoloto
04	Radio Nabonswendé
05	Radio Arbollé FM
06	Radio Munyu
07	Radio Associative Pag la yiri
08	Radio Goulou
09	Radio des Ecoles
10	Radio Manegda de Kaya
11	Radio Nerwaya de Kongoussi
12	Radio Nayineré
13	Radio Pog-Néré
14	Radio Argoutar
15	Radio Némara de Cassou

N° ORDRE	MEDIAS AUDIOVISUELS
16	Radio Zamaana /Kokologho
17	Radio Zékoula de Bittou
18	Radio DEVSO FM
19	Radio M'ballo Anndal de Tangangari
20	Radio Dauphin FM de Koupèla
21	Radio Palabre
22	Radio Sud FM
23	Radio Woassa
24	Radio Tin-Taani
25	Radio Tin-Tua
26	Radio La Voix du Paysan
27	Radio Vive le Paysan de Saponé
28	Radio Wueloho de Kondoukuy
29	Radio Walde EJEF /Gorom-Gorom/Oudalan
30	Radio Zama
31	Radio Echo des Cotonniers
32	Radio Manivelle de Dano
33	Radio Gambidi Ouaga
34	Radio Femmes et Développement FM
35	Radio communautaire Bama Pile de l'Association pour le développement
RADIOS COMMERCIALES (13)	
01	Radio Bassy FM
02	Radio Jam Ouaga
03	Radio Pulsar
04	Radio La Voix des Balé
05	Radio Liberté de Parler et de Communiquer (Bobo, Tenkodogo)
06	Radio FM Kaya
07	Radio Unité FM
08	Omega FM (Ouaga et Bobo)
09	Radio Lotamu
10	Radio Légende
11	Radio Optima
12	Radio Liberté
13	Radio Tampani Léo - Sissili
TELEVISIONS (04)	
01	STV Kaya
02	BF1
03	Impact TV
04	Canal Vim Koeega

**ANNEXE 7 :
LISTE DES TEXTES REGLEMENTAIRES
ADOPTES EN 2019**

DECISIONS	
01	Décision n° 2019-005/CSC du 22 février 2019 portant levée de la suspension des attributions de fréquences relais pour le compte des médias audiovisuels privés au Burkina Faso
02	Décision n° 2019-018/CSC/SG/CAB du 19 août 2019 portant réglementation des émissions d'expressions directes sur les antennes des médias audiovisuels du Burkina Faso
03	Décision n° 2019-020/CSC/SG/CAB du 02 octobre 2019 portant mise en demeure de la station radiodiffusion sonore dénommée « Radio Liberté »
04	Décision n° 2019-023/CSC/SG/CAB du 15 novembre 2019 portant suspension de l'émission intitulée « Bibénooré » sur les antennes de la radio commerciale « Optima FM » émettant sur la fréquence 106.8 Mhz
ARRETES	
01	Arrêté n°2019-001/CSC/SG/CAB du 10 janvier 2019 portant règlement intérieur du Collège des conseillers du Conseil supérieur de la communication
02	Arrêté n°2019-0007/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Savane FM de Bobo »
03	Arrêté n°2019-0008/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Bassy FM »
04	Arrêté n°2019-0009/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Savane FM Nord »

05	Arrêté n°2019-0010/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Jam »
06	Arrêté n°2019-0011/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Fémina FM »
07	Arrêté n°2019-0012/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la société « Média 2000 »
08	Arrêté n°2019-0013/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Soleil FM »
09	Arrêté n°2019-0014/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Légende Bobo »
10	Arrêté n°2019-0016/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la commune de Botou « Radio Sara FM »
11	Arrêté n°2019-0018/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la commune de Djibasso « Radio Zuba'ui jekan »
12	Arrêté n°2019-0019/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la commune de Djibo, « Radio La Voix du Soum »
13	Arrêté n°2019-0020/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la commune de Gassan « Radio Gassan »
14	Arrêté n°2019-0021/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à la commune de Gayéri « Radio Buama »

25	Arrêté n°2019-0033/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « La Radio Pag-la-yiri »
26	Arrêté n°2019-0035/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « L'Association pour la Paix et la Solidarité (APS) »
27	Arrêté n°2019-0036/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « L'ONG SOS Sahel International/BF »
28	Arrêté n°2019-0037/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « La Radio Manivelle »
29	Arrêté n°2019-0038/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « La Radio Tin-Taani » de Kantchari
30	Arrêté n°2019-0039/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « La Radio Salaki »
31	Arrêté n°2019-0040/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à la «Radio Eveil de Bogandé»
32	Arrêté n°2019-0042/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère communautaire à « La Radio Buayaba »
33	Arrêté n°2019-0043/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à « La Radio Evangile Sourou/Nayala »
34	Arrêté n°2019-0044/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la «Radio de l'Alliance Chrétienne»

35	Arrêté n°2019-0045/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la « Radio Catholique Teriya de Banfora »
36	Arrêté n°2019-0046/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la « La Fondation Islamique Internationale de Charité »
37	Arrêté n°2019-0047/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la Communauté Islamique Ahmadiyya du Burkina Faso « Radio Islamique Ahmadiyya de Léo »
38	Arrêté n°2019-0048/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la Communauté Islamique Ahmadiyya du Burkina Faso « Radio Islamique Ahmadiyya de Dori »
39	Arrêté n°2019-0049/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la « Fondation de l'Ecole Islamique Moderne », « Radio de la Solidarité de Ouahigouya »
40	Arrêté n°2019-0050/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la « Radio Evangile Développement de Fada »
41	Arrêté n°2019-0051/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la « Radio Alliance Chrétienne de Nouna »
42	Arrêté n°2019-0052/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion à caractère confessionnel à la Communauté Islamique Ahmadiyya du Burkina Faso « Radio Islamique Ahmadiyya de Dédougou »
43	Arrêté n°2019-0053/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion télévisuelle numérique à caractère commercial à la société « Média 2000 », « Télé Citoyenne Tenkodogo »
44	Arrêté n°2019-0054/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion télévisuelle numérique terrestre à caractère commercial à la société « Média 2000 », « Télé Citoyenne Ouagadougou »

45	Arrêté n°2019-0055/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion télévisuelle à caractère confessionnel « TV Maria Ouagadougou »
46	Arrêté n°2019-0056/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère institutionnel à « Bagrépôle »
47	Arrêté n°2019-0057/CSC/CAB du 12 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société « Les Editions Le Pays »
48	Arrêté n°2019-0061/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion sonore à caractère commercial à la société de radiodiffusion sonore commerciale « Radio Oméga Bobo »
49	Arrêté n°2019-0062/CSC/CAB du 25 avril 2019 portant reconduction de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion télévisuelle à caractère communautaire « Sanmatenga Télévision (STV) »
50	Arrêté n°2019-0066/ CSC /SGdu29 avril 2019 portant régularisation de l'autorisation d'exploitation de services de radiodiffusion télévisuelle à la société SMTV Ouaga
51	Arrêté n°2019-0069/ CSC /CAB du 19 juin 2019 portant modification de l'arrêté N° 2008-0044/CSC/CAB portant autorisation d'exploitation de bandes de fréquences à la société DSK distribution à titre de régularisation
52	Arrêté n°2019-070/ CSC/SG du 17 juin 2019 portant nomination des membres des commissions spécialisées du Conseil supérieur de la communication
53	Arrêté n°2019-073/CSC/SG du 27 septembre 2019 portant publication de la liste des entreprises de publicité déclarées auprès du Conseil supérieur de la communication au titre de l'année 2019
54	Arrêté n°2019-075/ CSC /CAB du 05 décembre 2019 portant autorisation d'exploitation d'une fréquence relais à Yirgou au profit de l'Association Action Communautaire de Développement du Centre-Nord (ACD/CN)

**ANNEXE 8 :
CONFIGURATION
DU PAYSAGE MEDIATIQUE**

❖ **MEDIAS AUDIOVISUELS**
I-I- MEDIAS AUDIOVISUELS PRIVES

● **Radiodiffusions sonores**

1. . Radios confessionnelles : quarante (40)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio Evangile Développement (RED)	Ouagadougou/Kadiogo	93.4 MHz
2	Radio Evangile Développement (RED)	Ouahigouya/Yatenga	104.00 MHz
3	Radio Ave Maria	Ouagadougou/Kadiogo	91.6 MHz
4	Radio Evangile Développement	Bobo-Dioulasso/Houet	106.300 MHz
5	Radio Fréquence Espoir du CEDICOM	Dédougou/Mouhoun	96.800 MHz
6	Radio Unitas	Diébougou/Bougouriba	94.700 Mhz
7	Radio Taanba	Fada/Fada N'Gourma	98.8 MHz
8	Radio Evangile du Sud-Ouest	Gaoua/Poni	99.7 MHz
9	Radio Notre Dame de la Réconciliation	Koudougou/Boulkiemdé	105.8 MHz
10	Radio Natigim-B-Zanga	Yako/Passoré	98.2 MHz

11	Radio Notre Dame du Sahel	Ouahigouya/Yatenga	102.6 MHz
12	Radio Lumière Vie et Développement	Ouagadougou/Kadiogo	98.1 MHz
13	Radio Alliance Chrétienne (RAC)	Bobo-Dioulasso/Houet	95.900 MHz
14	Radio Notre Dame de la Paix	Manga/Zoundwéogo	99 MHz
15	Radio Islamique Ahmadiyya (RIA)	Bobo-Dioulasso/Houet	103.5 MHz
16	Radio Evangile Développement (RED)	Houndé/Tuy	95.5 MHz
17	Radio Evangile Développement (RED)	Koudougou/Boulkiemdé	95.4 MHz
18	Radio Al Mafaz	Bobo-Dioulasso/Houet	93.500 MHz
19	Radio Al Houda	Ouagadougou/Kadiogo	98.5 MHz
20	Radio Evangélique Sourou/Nayala	Tougan/Sourou	97.900 MHz
21	Radio de l'Alliance Chrétienne	Banfora/Comoé	105.100 MHz
22	Radio Catholique Tériya (RCT)	Banfora/Comoé	94.700 MHz
23	Radio Etoile	Bobo-Dioulasso/Houet	91.800 MHz
24	Radio Ridwane	Ouagadougou/Kadiogo	100.300 MHz

25	Radio Islamique Ahmadiyya	Léo/Sissili	91.300 MHz
26	Radio Islamique Ahmadiyya	Dori-/Séno	101.00 MHz
27	Radio Maria	Koupèla/Kouritenga	96.900 MHz
28	Radio Notre Dame de Kaya	Kaya/Sanmatenga	102.900 MHz
29	Radio Kantigiya	Nouna/Kossi	88.800 MHz
30	Radio de la Solidarité	Ouahigouya/Yatenga	89.900 MHz
31	Radio Evangile Développement	Fada/Fada N'Gourma	94.00 MHz
32	Radio Alliance Chrétienne (RAC)	Nouna/Kossi	106.700 MHz
33	Radio Islamique Ahmadiyya	Dédougou/Mouhoun	107.200 MHz
34	Radio Catholique Némara Zien	Léo/Sissili	101.300 MHz
35	Radio El-Bethel	Ouagadougou/Kadiogo	95.700 MHz
36	Radio IQRA	Ouagadougou/Kadiogo	96.100 MHz
37	Radio Evangile Développement (RED)	Léo/Sissili	97.8 MHz
38	Radio Evangile Développement	Yako/Passoré	91.700 MHz
39	Al Fadjr	Ouagadougou/Kadiogo	101.6 MHz
40	Radio Viim Koèga	Koudougou/Boulkiemdé	89.9 MHz

2. Radios communautaires : cinquante-et-un (51)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio Salankoloto	Ouagadougou/Kadiogo	97.300 MHz
2	Radio La Voix du Paysan	Ouahigouya/Yatenga	97.00 MHz
3	Radio Vive le paysan	Saponé /Bazèga	107.0 MHz
4	Radio Palabre	Koudougou/Boulkiemdé	92.2 MHz
5	Radio Munyu	Banfora/Comoé	95.2 MHz
6	Radio Manegda	Kaya/Sanmatenga	99.4 MHz
7	Radio Kakoadb Yam Vénégré	Ziniaré/Oubritenga	107.7 MHz
8	Radio Goulou	Pô/Nahouri	99.500 MHz
9	Radio Nayiné	Boulsa/Namentenga	92.00 MHz
10	Radio Walde EJEF	Gorom-Gorm/Oudalan	92.200 MHz

11	Radio Gambidi	Ouagadougou/Kadiogo	97.700 MHz
12	Radio des cotonniers	Solenzo/Banwa	95.100 MHz
13	Radio Némoro de Cassou (RNC)	Kassou/Ziro	94.200 MHz
14	Radio Pengdwendé	Sabou/Bulkiemé	97.400 MHz
15	Radio Laafi	Zorgho/Ganzourgou	95.6 MHz
16	Radio des Ecoles	Ouagadougou/Kadiogo	106.400 MHz
17	Radio Loudon	Sapouy/Ziro	104.9 MHz
18	Radio Pag-la-Yiri	Zabré/Boulgou	94.300 MHz
19	Radio Fada FM	Fada N'Gourma/Gourma	95.500 MHz
20	Radio FM Femmes et Développement communautaire	Arbollé/Passoré	96.9 MHz
21	Radio Djawoampo	Bogandé/Gnagna	98.00 MHz
22	Radio Lutte contre la désertification (RLCD)	Djibo/Soum	98.6 MHz
23	Radio Manivelle	Dano/Ioba	92.00 MHz
24	Radio Tin-Taani	Kantchari/Tapoa	100.00 MHz

25	Radio Salaki	Dédougou/Mouhoun	100.100 MHz
26	Radio Eveil	Bogandé/Gnagna	101.500 MHz
27	Radio Nerwaya de Kongoussi	Kongoussi/Bam	99.700 MHz
28	Radio Pognéré	Pouytenga/Kouritenga	100.200 MHz
29	Radio Wuelo-Ho	Bondoukuy/Mouhoun	90.8 MHz
30	Radio Baasnéré	Tougouri/Namentenga	98.500 MHz
31	Radio Bama Pilé	Bama/Houet	97.100 MHz
32	Radio Buamitandi	Kantchari/Tapoa	93.500 MHz
33	Radio Faso FM	Koubri/Kadiogo	106.00 MHz
34	Radio Manegmoogo	Pissila/Sanmatenga	106.500 MHz
35	Radio Dounia FM	Boussé/Kourwéogo	89.300 MHz
36	Radio Liberté	Ouagadougou/Kadiogo	92.800 MHz
37	Radio Manupugisa	Piéla/Gnagna	105.100 MHz
38	Radio Tin Tua	Fada N'Gourma/Gourma	105.900 MHz

39	Radio M'Ballo Anndal	Tangangari/Yagha	92.500 MHz
40	Radio La Voix des Hippopotames	Bala/Houet	89.200 MHz
41	Radio Buayaba	Diapaga/Tapoa	96.2 MHz
42	Radio Intégration (Zekoula FM)	Bittou/Boulgou	88.00 MHz
43	Radio Dauphin FM	Koupéla/Kouritenga	90.6 MHz
44	Radio Sud FM	Nobéré/Zoundwéogo	89.4 MHz
45	Radio Voix du Sahel	Gorom-Gorm/Oudalan	89.3 MHz
46	Radio Argoutar	Dissin/Ioba	105.1 MHz
47	Radio Développement Solidaire Durable (Radio DEVSO)	Nadiagou (Pama)/Kompienga	88.3 MHz
48	Radio Nôbiel	Gaoua/Poni	103.4MHz
49	Radio Sirebaï	Niangoloko/Comoé	90.3 MHz
50	Radio Woassa-La Voix du Sourou Nayala	Yaba/Nayala	90.00 MHz
51	Radio Jeunesse	Ouagadougou	95.3 MHz

3. Radios commerciales : quarante (40)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio de l'Amitié (Fréquence Zoodo)	Ouahigouya/Yatenga	100.400 MHz
2	Radio Savane FM	Ouagadougou/Kadiogo	103.400 MHz
3	Radio Pulsar	Ouagadougou/Kadiogo	94.800 MHz
4	Radio Kourita	Koupèla/Kouritenga	93.700 MHz
5	Radio Ouaga FM	Ouagadougou/Kadiogo	105.200 MHz
6	Radio Balafon	Bobo-Dioulasso	102.700 MHz
7	Radio Wiskamba	Koudougou/Boulkiemdé	98.700 MHz
8	Radio Horizon FM Fréquence Magique	Ouagadougou/Kadiogo	104.400 MHz
9	Radio Cascade	Banfora/Comoé	98.00 MHz
10	Radio Or FM	Kaya/Sanmatenga	96.100 MHz
11	Radio Frontière FM	Tenkodogo/Boulgou	97.600 MHz
12	Radio Grand Nord	Dori/Séno	104.600 MHz

13	Radio FM Boulgou	Garango/Boulgou	101.100 MHz
14	Radio FM Dédougou	Dédougou/Mouhoun	102.700 MHz
15	Radio Nabonswendé	Pouytenga/Kourittenga	103.700 MHz
16	Radio Liberté de Parler et de Communiquer	Bobo-Dioulasso/Houet	105.500 MHz
17	Radio Lotamu	Solenzo/Banwa	101.900 MHz
18	Radio Légende (Nostalgie Ouaga)	Ouagadougou/Kadiogo	94.400 MHz
19	Radio Soleil FM	Ouagadougou/Kadiogo	104.800 MHz
20	Radio La Voix des Balés	Boromo/Balé	103.600 MHz
21	Radio Kaya FM	Kaya/Sanmatenga	92.900 MHz
22	Radio Tilgré	Koudougou/Boulkiemdé	102.200 MHz
23	Radio Savane FM	Bobo-Dioulasso/Houet	96.100 MHz
24	Radio Bassy FM	Ziniaré/Oubritenga	98.900 MHz
25	Radio Savane FM Nord	Gourcy/Zondoma	103.100 MHz
26	Radio Jam	Ouagadougou/Kadiogo	92.400 MHz

27	Radio Fémina FM	Ouagadougou/Kadiogo	102.800 MHz
28	Radio Wendpanga	Ouahigouya/Yatenga	95.800 MHz
29	Radio Unité FM	Gourcy/Zondoma	99.100 MHz
30	Radio Nostalgie Bobo	Bobo-Dioulasso/Houet	103.100 MHz
31	Radio Diva	Ouagadougou/Kadiogo	88.100 MHz
32	Radio Oméga	Ouagadougou/Kadiogo	103.900 MHz
33	Radio Oméga Bobo	Bobo-Dioulasso/Houet	104.700 MHz
34	Radio Optima	Ouagadougou/Kadiogo	106.800 MHz
35	Radio Ouaga FM	Bobo-Dioulasso/Houet	101.100 MHz
36	Radio Watamu FM (Wat FM)	Ouagadougou/Kadiogo	100.8 MHz
37	Hit Radio	Ouagadougou/Kadiogo	87.7 MHz
38	Radio Tampani FM	Léo/Sissili	88.2 MHz
39	Radio Bam	Kongoussi/Bam	96.4 MHz
40	Radio Liberté de Parler et de Communiquer (LPC)	Tenkodogo/Boulgou	104.7 MHz

4. Radios internationales : quatre (04)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio France Internationale (RFI)	Ouagadougou/Kadi	94.00 MHz
2	Radio BBC	Ouagadougou/Kadi	99.200 MHz
3	VOA (La Voix de l'Amérique)	Ouagadougou/Kadi	102.400 MHz
4	RadioMédi1	Ouagadougou/Kadi	102.0 MHz

• Radiodiffusions télévisuelles 1. Télévisions confessionnelles : six (06)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Canal Viim Koèga (CVK)	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
2	TV Maria	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
3	EL-Bethel TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
4	Impact TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
5	Muslim Television Ahmadiyya (MTVA)	Bobo-Dioulasso/Houet	Canal X TNT
6	TV Al Houda	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT

2. Télévision communautaire : un (01)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Sanmatenga Télévision (STV)	Kaya/Sanmatenga	Canal X TNT

3. Télévision institutionnelle : un 01

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Télévision du Parlement (LTP)	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT

4. Télévisions commerciales : neuf (09)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	SMTV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
2	TV Canal3	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
3	BF1	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
4	TVZ Africa	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
5	LCA TV la chaîne africaine	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
6	Savane TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
7	3TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
8	Burkina Info TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
9	Omega TV	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT

5. Opérateurs MMDS : quatre (04)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Neerwaya Multivision	Ouagadougou/Kadiogo	2500-2508 MHz
			2508-2516 MHz
			2516-2524 MHz
			2524-2532 MHz
			2532 – 2540 MHz
			2540 – 2548 MHz
			2548 – 2556 MHz
			2556 – 2564 MHz
			2572 – 2580 MHz
			2588 – 2596 MHz
			2596 – 2604 MHz
			2604 – 2612 MHz
			2612 – 2620 MHz

			2620 – 2628 MHz
			2628 – 2636 MHz
			2636 – 2644 MHz
			2644 – 2652 MHz
			2652 – 2660 MHz
2	Neerwaya Multivision	Bobo-Dioulasso/Houet	2564-2572 MHz
			2580-2588 MHz
			2556-2564 MHz
			2540-2548 MHz
			2524-2532 MHz
			2508-2516 MHz
			2572-2580 MHz
			2588-2596 MHz
			2548-2556 MHz

			2636-2644 MHz
			2644-2652 MHz
			2652-2660 MHz
			2668-2676 MHz
			2676-2784 MHz

6. Opérateurs satellitaires : quatre (04)

N°	Dénomination/ Signataire	Localité/Province
1	Canal+Afrique/Jean Christophe RAMOS	
2	TV-COM/Nelly KWENDE	Ouagadougou/Kadiogo
3	SAT Vision	Ouagadougou/Kadiogo
4	NumériSat	Ouagadougou/Kadiogo

II - LES MEDIAS AUDIOVISUELS PUBLICS

A - Radiodiffusions sonores

1) Radios communales : vingt-trois (23)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio Municipale de Ouagadougou (RMO)	Ouagadougou/Kadiogo	98.9 MHz
2	Radio La Voix du Sourou	Tougan/Sourou	105 MHz
3	Radio de l'Unité	Boudry/Ganzourgou	95.2 MHz
4	Radio La Voix du Lorum	Titao/Lorum	90.7 MHz
5	Radio La Voix du Sanguié	Réo/Sanguié	102.8 MHz
6	Radio Sara FM Botou	Botou/Tapoa	102.6 MHz
7	Radio Lamogoya	Tansila/Banwa	101.100 MHz
8	Radio Municipale de Sya	Bobo-Dioulasso/Houet	93.100 MHz
9	Radio Zuba'ui-Jékan	Djibasso/Kossi	94.600 MHz
10	Radio La Voix du Soum	Djibo/Soum	92.100 MHz
11	Radio Gassan	Gassan/Sourou	94.6 MHz

12	Radio Gayéri	Gayéri/Komandjari	91.8 MHz
13	Radio Venèg buïdou	Kombissiri/Bazèga	90.8 MHz
14	Radio La Voix des Lacs	Kongoussi/Bam	93.2 MHz
15	Radio Kosen Kibaru	Nouna/Kossi	91.9 MHz
16	Radio La Voix du Verger	Orodara/KénéDougou	91.2 MHz
17	Radio Sougr-nooma	Ouargaye/Koulpelogo	92.8 MHz
18	Radio Poura	Poura/Balé	98.00 MHz
19	Radio Bassimiyam	Tanghin Dassouri/Kadiogo	101.5 MHz
20	Radio communale Diabo	Diabo	91.1 MHz
21	Radio Municipale de Dori	Dori/Séno	87.9MHz
22	Radio communale de Sebba	Sebba/Yagha	94.7MHz
23	Radio Zamaana	Kokologho/Boulkiemdé	101 MHz

2) Radios institutionnelles : trois (03)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio Campus	Ouagadougou/Kadiogo	91.200 MHz
2	Radio La Voix du Parlement-Radio	Ouagadougou/Kadiogo	89.7 MHz
3	Radio Bagrépôle FM	Bagré/Boulgou	93.3 MHz

3) Radios du secteur public : sept (07)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio Rurale	Banfora/Comoé	88.4 MHz
2	Radio Bobo	Bobo-Dioulasso/Houet	89.8 MHz
3	Radio Arc-en-ciel (RTB2 Hauts-Bassins)	Bobo-Dioulasso/Houet	88.9 MHz
4	Radio Gaoua	Gaoua/Poni	90.1 MHz
5	Radio Rurale	Gaoua/Poni	93.2 MHz
6	Radio Arc-en-ciel (RTB2 Centre)	Ouagadougou/Kadiogo	96.6 MHz
7	RTB/Radio	Ouagadougou/Kadiogo	99.9 MHz

B Radiodiffusions télévisuelles : quatre (04)

N°	Dénomination	Localité/Province	Canaux
1	RTB/Télé nationale	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
2	RTB/Télé Centre	Ouagadougou/Kadiogo	Canal X TNT
3	RTB2 Hauts-Bassins	Bobo-Dioulasso/Houet	Canal X TNT
4	RTB/Télé Gaoua	Gaoua/Poni	Canal X TNT

III- LES FREQUENCES RELAIS DES MEDIAS AUDIOVISUELS

A Les fréquences-relais privées

1 Les fréquences-relais des radiodiffusions sonores

a. Relais confessionnel : un (01)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio CEDICOM	Tougan/Sourou	101.4 MHz

b. Relais internationaux : 04

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	Radio France internationale	Bobo-Dioulasso/Ho	94.4 MHz
2	Radio France internationale	Koudougou/Boulkic	93.00 MHz
3	Radio France internationale	Banfora/Comoé	91.5 MHz
4	Radio France internationale	Ouahigouya/Yaten	94.3 MHz

B - Les fréquences-relais du secteur public

1. Les fréquences-relais des radiodiffusions sonores : trente-et-un (31)

N°	Dénomination	Localité/Province	Fréquence
1	RTB/Radio	Banfora/Comoé	101.5 MHz
2	RTB/Radio	Batié/Nombiel	96.4 MHz
3	RTB/Radio	Bobo-Dioulasso/Houet	99.4 MHz
4	RTB/Radio Liaison	Bobo-Dioulasso/Houet	92.6 MHz
5	RTB/Radio	Bogandé/Gnagna	91.5 MHz

6	RTB/Radio	Boromo/Balé	91.4 MHz
7	RTB/Radio	Dédougou/Mouhoun	90.5 MHz
8	RTB/Radio Liaison	Dédougou/Mouhoun	93.6 MHz
9	RTB/Radio	Diapaga/Tapoa	92.6 MHz
10	RTB/Radio	Diébougou/Bougouriba	88.4 MHz
11	RTB/Radio	Djibo/Soum	89.00 MHz
12	RTB/Radio	Dori/Séno	91.00 MHz
13	RTB/Radio	Dori/Séno	94.2 MHz
14	RTB/Radio	Fada N'Gourma/Gourma	89.2 MHz
15	RTB/Radio	Fada N'Gourma/Gourma	92.3 MHz
16	RTB/Radio	Houndé/Tuy	98.3 MHz
17	RTB/Radio	Kaya/Sanmatenga	89.8 MHz
18	RTB/Radio	Koudougou/Boulkiemdé	89.1 MHz
19	RTB/Radio	Manga/Zoundwéogo	92.5 MHz

20	RTB/Radio	Mangodara/Comoé	101.5 MHz
21	RTB/Radio Liaison	Ouagadougou/Kadiogo	88.5 MHz
22	RTB/Radio	Ouahigouya/Yatenga	89.5 MHz
23	RTB/Radio	Ouahigouya/Yatenga	95.5 MHz
24	RTB/Radio	Tougan/Sourou	88.3 MHz
25	RTB/Radio	Orodara	88.1MHz
26	RTB/Radio	Boulsa	88.9MHz
27	RTB/Radio	Diapaga	89.5MHz
28	RTB/Radio	Ouahigouya	91.1MHz
29	RTB/Radio	Kompienga	91.4MHz
30	RTB/Radio	Gaoua	103.2MHz
31	RTB/Radio	Kaya	103.2MHz

**ANNEXE 9 :
SYNTHESE DES DONNEES DE L'INVENTAIRE
INITIAL DES MATIERES DU CSC**

Synthèse des données de l'inventaire initial des matières du CSC

CODE MATIERE	DESIGNATION	QUANTITE (NIVEAU CENTRAL)	QUANTITE (DRE)	QUANTITE (DRO)	TOTAL GENERAL
231. BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE DE BUREAU					
231.01	Immeuble à niveau pour bureau	1	0	1	2
231.02	Villa à usage de bureau	0	1	0	1
232. BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE DE LOGEMENT					
232.02	Villa à usage de logement	0	0	1	1
233. BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE TECHNIQUE					
233.03	Poste de police	1	0	1	2
233.11	Guérite	1	1	0	2
235. BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE SPECIFIQUE					
235.01	Clôture	1	1	1	3
235.04	Local pour groupe électrogène	1	1	1	3
235.07	Parking	3	1	1	5
241. MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU					
241.01	Lampe de bureau	1	0	0	1
241.02	Téléphone	59	3	3	65
241.03	Machine à calculer	2	0	0	2
241.06	Echelle	1	0	0	1
241.07	Agrafeuse géante	1	0	0	1
241.08	Machine à relier	0	0	1	1
241.09	Régulateur de tension	18	0	0	18
241.12	Extincteur	8	0	10	18
241.15	Climatiseur monobloc	1	0	0	1
241.16	Réfrigérateur	13	0	1	14

CODE MATIERE	DESIGNATION	QUANTITE (NIVEAU CENTRAL)	QUANTITE (DRE)	QUANTITE (DRO)	TOTAL GENERAL
241.17	Aspirateur	1	0	0	1
241.18	Destructeur de document	4	0	0	4
241.19	Climatiseur split	72	10	37	119
241.21	Vidéo projecteur	1	0	0	1
241.26	Appareil photo	2	0	0	2
241.27	Poste téléviseur	49	0	5	54
241.28	Magnétoscope	2	0	0	2
241.29	Poste radio	55	3	7	65
241.32	Distributeur d'eau	3	0	0	3
241.34	Machine à écrire	1	0	0	1
241.35	Décodeur + antenne parabolique	5	0	0	5
241.36	Autocommutateur	2	1	0	3
241.37	Perforeuse géante	1	0	0	1
241.41	Ecran de projection	1	0	0	1
241.99	Autre (Adaptateur TNT)	10	0	0	10
242. MOBILIER DE BUREAU ET DE LOGEMENT					
242.01	Bibliothèque	39	1	0	40
242.02	Bac à fiches	2	0	0	2
242.03	Armoire	42	0	0	42
242.04	Fauteuil	172	2	92	266
242.05	Chaise	287	17	46	350
242.07	Bureau	79	5	8	92

CODE MATIERE	DESIGNATION	QUANTITE (NIVEAU CENTRAL)	QUANTITE (DRE)	QUANTITE (DRO)	TOTAL GENERAL
242.08	Table	34	8	14	56
242.09	Coffre-fort	5	0	1	6
242.10	Coffret à monnaie	1	0	0	1
242.11	Etagère des archives	35	0	7	42
242.14	Classeur	2	0	0	2
242.15	Lit	0	0	4	4
242.19	Guéridon	12	0	2	14
242.21	Divan	2	0	0	2
242.22	Fauteuil de salon complet	9	1	1	11
242.23	Panneau enseigne	1	0	0	1
242.24	Cantine	10	0	0	10
242.25	Table d'ordinateur	16	2	8	26
242.26	Chevalet de conférence	4	0	0	4
242.27	Table de réunion	4	0	1	5
242.29	Meuble télé	10	0	1	11
242.31	Fauteuil de salon individuel	2	0	0	2
242.32	Caisson	14	4	0	18
242.37	Pupitre	1	0	0	1
242.38	Tableau d'affichage	3	0	0	3
242.39	Banc	2	0	1	3
243. MATERIEL INFORMATIQUE					
243.01	Ordinateur de bureau	71	2	9	82
243.02	Imprimante	44	0	3	47

CODE MATIERE	DESIGNATION	QUANTITE (NIVEAU CENTRAL)	QUANTITE (DRE)	QUANTITE (DRO)	TOTAL GENERAL
250.47	Mixeur audio	0	0	2	2
250.50	Moniteur vidéo	0	14	0	14
250.51	Monitoring	0	0	1	1
250.58	Pied	12	0	0	12
250.60	Projecteur	3	0	0	3
250.77	Tuner	0	21	0	21
250.89	Mesureur de champ	1	0	0	1
250.95	Station de travail	1	0	0	1
250.99	Autre (Equaliseur)	1	0	0	1
250.99	Autre (Tour de duplication de disque)	1	0	0	1
256. MATERIELS ET OUTILLAGES SPECIFIQUES DES MINES ET ENERGIES					
256.03	Groupe électrogène	1	1	1	3
260. AUTRES MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES					
260.07	Caisse à outils	2	0	0	2

Source : BCMP/CSC

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABBREVIATIONS	8
AVANT-PROPOS	15
INTRODUCTION	17
PREMIERE PARTIE : ACTIVITES DE REGULATION DES MEDIAS	19
CHAPITRE I : REGULATION DE L’OFFRE MEDIATIQUE ET DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS	21
SECTION 1 : REGULATION DE L’OFFRE MEDIATIQUE	21
Paragraphe 1 : Gestion des autorisations et renouvellement des conventions.....	21
1. Autorisations	21
2. Signature et renouvellement de conventions de médias audiovisuels	23
Paragraphe 2 : Gestion des déclarations	23
1. Déclarations d’existence des entreprises de publicité.....	23
2. Déclarations d’existence d’organes de presse écrite et en ligne	23
SECTION 2 : SUIVI DU FONCTIONNEMENT DES MEDIAS.....	24
Paragraphe 1 : Examen des bilans moraux et financiers	24
Paragraphe 2 : Contrôle du fonctionnement des médias audiovisuels	24
1. Fonctionnement des médias	24
2. Respect des normes techniques	25
3. Respect de la réglementation	26
CHAPITRE II : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS, DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE	27
SECTION 1 : MONITORING DES MEDIAS AUDIOVISUELS.....	27
Paragraphe 1 : Les médias audiovisuels publics	28
1. Observation du pluralisme et de l’équilibre de l’information.....	28
2. Appréciation du pluralisme et de l’équilibre de l’information dans les médias audiovisuels publics	31

Paragraphe 2 : Les médias audiovisuels privés	32
1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information.....	32
2. Appréciations du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans les médias audiovisuels privés	36
SECTION 2 : MONITORING DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE	36
Paragraphe 1 : La presse écrite	36
1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information	36
2. Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse écrite.....	50
Paragraphe 2 : La presse en ligne	51
1. Observation du pluralisme et de l'équilibre de l'information.....	51
2. Appréciation du pluralisme et de l'équilibre de l'information dans la presse en ligne.....	58
CHAPITRE III : MANQUEMENTS A LA LOI, A L'ETHIQUE ET A LA DEONTOLOGIE	59
SECTION 1 : AUTOSAISINES	59
Paragraphe 1 : Autosaisines relatives aux contenus publicitaires.....	59
1. Publicité des produits de la pharmacopée traditionnelle	59
2. Publicité des boissons alcooliques	60
3. Publicité des produits cosmétiques	61
4. Publicité à caractère violent	61
Paragraphe 2 : Autosaisines relatives au traitement de l'information.....	62
1. Responsabilité sociale du journaliste	63
2. Propos de nature injurieuse et diffamatoire	65
3. Diffusion d'images choquantes	65
4. Intolérance religieuse	66
SECTION 2 : SAISINES	66
Paragraphe 1 : Les saisines relatives aux contenus publicitaires	66
1. Plainte du Ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire	66
2. Plainte du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.....	67

Paragraphe 2 : Cas de saisines liées au traitement de l'information.....	67
1. Existence sur le marché d'entreprises illégales	68
2. Diffamation	68
3. Manquement à la responsabilité sociale	68
CHAPITRE IV : CONTENTIEUX	70
SECTION 1 : SUIVI ET GESTION DU CONTENTIEUX	70
SECTION 2 : ACTIVITES DE MEDIATION	70
Paragraphe 1 : Médiation entre opérateurs	70
Paragraphe 2 : Situation des distributeurs de services en mode MMDS.....	71
Paragraphe 3 : Médiation pour la résolution d'une crise au sein de la communauté musulmane.....	71
DEUXIEME PARTIE : RENCONTRES, COOPERATION ET PARTENARIAT	73
CHAPITRE I : RENCONTRES AU PLAN NATIONAL	75
SECTION 1 : VISITES AU CSC	75
Paragraphe 1 : Audiences du Président	75
Paragraphe 2 : Visites et réunions de travail	80
SECTION 2 : PARTICIPATION A DES RENCONTRES AU PLAN NATIONAL.....	81
CHAPITRE II : COOPERATION ET PARTENARIAT.....	85
SECTION 1 : SEMINAIRES ET CONFERENCES AU PLAN NATIONAL.....	85
SECTION 2 : RENCONTRES AU PLAN INTERNATIONAL	85
SECTION 3 : PARTENARIAT	89
Paragraphe 1 : Convention avec le BBDA	89
Paragraphe 2 : Convention avec la HACA du Maroc	90
TROISIEME PARTIE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIERES ET DES MATIERES	93

CHAPITRE I : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	95
SECTION 1 : GESTION ADMINISTRATIVE	95
SECTION 2 : ASSEMBLEE GENERALE ET OEUVRES SOCIALES.....	97
Paragraphe 1 : Assemblée générale	97
Paragraphe 2 : OEuvres sociales	98
SECTION 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES	98
Paragraphe 1 : Renforcement des capacités du personnel	98
Paragraphe 2 : Distinctions honorifiques	99
1. Officier de l'Ordre de l'Etalon	100
2. Chevalier de l'Ordre de l'Etalon	100
3. Chevalier de l'Ordre du mérite burkinabè	100
4. Officier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication.....	100
5. Chevalier de l'Ordre du Mérite des Arts, des Lettres et de la Communication.....	100
CHAPITRE II : GESTIONS FINANCIERE ET DES MATIERES	102
SECTION 1 : GESTION FINANCIERE	102
Paragraphe 1 : Recouvrement de recettes	102
Paragraphe 2 : Exécution des dépenses	102
Paragraphe 3 : Elaboration de l'avant-projet de budget 2020 de l'institution.....	104
SECTION II : GESTION DES MATIERES	105
Paragraphe 1 : Inventaire initial des matières	105
Paragraphe 2 : Acquisition de mobilier de bureau, de matériel de bureau et de matériel informatique	105
1. Acquisition du matériel de monitoring	107
2. Valeur du patrimoine non financier du CSC	107
QUATRIEME PARTIE : ACQUIS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS....	109
CHAPITRE I : ACQUIS	110

CHAPITRE II : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS	112
SECTION 1 : PERSPECTIVES	112
SECTION 2 : RECOMMANDATIONS	112
CONCLUSION	115
ANNEXES	117
ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTES RELATIFS AUX SESSIONS 2019 DU COLLEGE DES CONSEILLERS	119
ANNEXE 2 : TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUDITIONS DE 2019	122
ANNEXE 3 : DECLARATION D’EXISTENCE D’ENTREPRISES DE PUBLICITE	126
ANNEXE 4 : DECLARATION D’EXISTENCE D’ORGANES DE ECRITE ET EN LIGNE.....	129
ANNEXE 5 : LISTE DES DEMANDES D’AUTORISATION.....	131
ANNEXE 6 : ETAT DES DEPOTS DE BILANS FINANCIERS ET MORAUX DES MEDIAS AUDIOVISUELS.....	133
ANNEXE 7 : LISTE DES TEXTES REGLEMENTAIRES ADOPTES EN 2019.....	136
ANNEXE 8 : CONFIGURATION DU PAYSAGE MEDIATIQUE.....	142
ANNEXE 9 : SYNTHESE DES DONNEES DE L’INVENTAIRE INITIAL DES MATIERES DU CSC.....	165

